correspondance de presse internationale

inprecor

Avril 1998 - n°423

INPRECOR

France
Séisme politique

Kosovo
Dans l'imbroglio des questions nationales

Economie
Les ambivalences de la conjoncture mondiale

Débat
Du communisme chinois

Dossier
Accord multilatéral sur les investissements

Sommaire

avril 1998, n° 423

France
Élections régionales, un séisme politique — Christian Picquet — 3
Les résultats de l'extrême gauche — Document — 5

Pays-Bas
Ça pousse à gauche à Amsterdam — (b) — 6

Danemark
Élections anticipées — (b) — 6

Kosovo
Dans l'imbroglio des questions nationales — Catherine Samary — 7

Sénégal
And Jef-PADS prépare les législatives — (b) — 13

Algérie
Déclaration du congrès du PST — Document — 15

Mexique
Déclaration politique de la 1ère Assemblée du FZLN — Document — 16

DOSSIER : Accord multilatéral sur les investissements
Tapis rouge pour les « nouveaux maîtres du monde » — Denis Horman — 17

Economie
Les ambivalences de la conjoncture mondiale — Maxime Durand — 23

Inde
Une grave impasse politique — Pierre Beaudet — 16

Débat
A propos du communisme chinois — Livio Maitan — 28

Cuba & Vatican
Le voyage du pape, tournant ou parenthèse — François Houtart — 36

Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secretariat unifié de la IVe Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Editée par la PECI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.
Rédaction et administration :
PECI, BP 85, 75522 PARIS Cedex 11, France.
Tél. : 33/0 1 43 79 29 60
Fax : 33/0 1 43 79 29 61
e-mail : 100641.2324@compuserve.com
Rédacteur, directeur de publication, gérant : Jan Malewski
Commission Paritaire n° 59117.
ISSN 1 0294-8516
Conception de la une
Rotographie
Imprimé par Rotographie
2, rue Richard-Lenoir, 93106 Montreuil Cedex, France.
Diffusé dans les librairies par DIF' POP' SARL, 21ter rue Voltaire, 75011 PARIS, France.
Tél. : 01 40 24 21 31,
Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

Abonnement (11 numéros par an)

- **France - DOM-TOM - Europe - Afrique du Nord** — 190 FF (6 mois) — 360 FF (1 an) ❑
- **Autres destinations** — 240 FF (6 mois) — 460 FF (1 an) ❑
- **PLI FERMÉ (toutes destinations)** — 270 FF (6 mois) — 520 FF (1 an) ❑
- **Moins de 25 ans et chômeurs** — (120 FF, 6 mois) ❑
- **Institutions** (lecteurs multiples) — (600 FF, 1 an) ❑
- **Découvrir *Inprecor*** (Réservé aux nouveaux abonnés; 75 FF, 3 mois) ❑
- ***Lecteurs solidaires*** (abonnement offert à un(e) lecteur/lectrice) ❑

Nom - Prénom : .....
Rue : .....
Commune / Code postal : .....
Ville : .....
Pays : .....
Tél./Fax/E-mail : .....

- Chèques banquaires et chèques postaux libéllés à l'ordre de "PECI", à adresser à PECI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.
- Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PECI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement !

Élections régionales séisme politique

Par
Christian Picquet*

Paradoxales, les élections françaises de cette mi-mars 1998 ! De par leur objet, elles ne pouvaient modifier les équilibres du pouvoir central, puisque les citoyens n'étaient appelés qu'à renouveler les conseils régionaux, dont les pouvoirs demeurent assez réduits, et la moitié des cantons, ce qui ne pouvait guère influer que sur le sort d'une poignée d'assemblées départementales. Quant à leurs résultats, ils traduisent une certaine stabilité du corps électoral, depuis les législatives anticipées de mai et juin de l'an passé.

Stabilité des rapports de forces

A travers ses deux composantes principales, le RPR et l'UDF, la droite traditionnelle reçoit un nouveau camouflet, en voyant sa doctrine ultra-libérale désavouée par le pays. Alors qu'elle dominait vingt des vingt-deux conseils régionaux depuis 1992 et une grande majorité des conseils généraux, elle ne recueille plus que 28,1% des suffrages. Avec les divers droite, elle retrouve à grand-peine son score des législatives du printemps dernier. Pire, des figures de premier plan, comme Édouard Balladur ou François Léotard, échouent à conserver des régions aussi stratégiques que l'Ile-de-France ou Provence-Côte-d'Azur. Elle ne conserve la majorité absolue que dans une région et arrache une majorité relative dans six autres.

Pour autant, la gauche gouvernante n'enregistre pas la poussée que les sondages lui prédisaient. Certes, la gauche tout entière rééquilibre le rapport des forces par rapport à 1992, date à laquelle la décomposition du mitterrandisme lui avait valu une cuisante déroute. Dans l'ensemble de ses composantes (gauche et extrême-gauche), elle reste toutefois minoritaire, n'atteignant que 40,86% des voix. Les diverses formations de la "majorité plurielle" (Parti socialiste, Parti communiste, Parti radical de gauche, Verts, Mouvement des citoyens) disposent à présent d'une majorité relative dans neuf régions et d'une majorité absolue dans une dixième. Mais, alors qu'elles totalisaient 42,35% des suffrages aux dernières législatives, elles n'en recueillent plus que 36,48% aujourd'hui. Preuve que le rapport de l'électorat populaire à la coalition dirigée par Lionel Jospin demeure empreint de distance critique et de vigilance, que la méfiance s'accroît même à mesure que le gouvernement reste sourd aux revendications du mouvement social et qu'il abandonne nombre de ses engagements électoraux de l'année dernière.

Il convient, à cet égard, de souligner que le taux d'abstention aux élections régionales — qui coïncidaient avec le premier tour des cantonales — et au second tour des cantonales dépasse les 40% du corps électoral. Incontournable photographie du rapport des citoyens au champ politique ! Ensemble, les partis de gouvernement, ceux de la gauche "plurielle" autant que ceux de la droite traditionnelle, totalisent 65% des suffrages exprimés, soit un tiers seulement des électeurs inscrits. Des chiffres qui témoignent d'une méfiance envers le système politique, sans précédent dans l'histoire de la Vème République. Vingt ans de crise et de chômage conjuguent ici leurs effets avec la perte d'intérêt suscitée, dans la population, par les politiques identiques déployées sous l'impulsion des majorités s'étant succédées au sommet de l'État.

C'est sur cette toile de fond, que ce scrutin aura néanmoins représenté un véritable séisme électoral aux retombées encore imprévisibles à ce jour. Au-delà de la relative stabilité du corps électoral, deux événements dominent en effet ces consultations : la place centrale prise désormais par le Front national et la percée d'un vote radical à gauche.

La victoire politique du Front national

Au soir des élections régionales, nombre de commentateurs se félicitaient de la stagnation du vote d'extrême-droite. De fait, le parti de Le Pen consolidait tout juste son résultat de 1997 (15,27% contre 15,24%). Il enregistrait même, ici ou là, des reculs, notamment dans le grand-Ouest ou dans certains départements d'Ile-de-France. Mais les chiffres nationaux ne doivent pas brouiller l'essentiel. Le néofascisme français poursuit sa progression dans le Nord, l'Est et le Sud-Est de l'Hexagone. Autrement dit, dans cette partie du pays qui subit le plus durement les dévastations du chômage de masse et de la désertification industrielle consécutive à l'application des orientations libérales européennes. Plus grave encore, en Provence-Côte-d'Azur, il fait maintenant jeu égal avec la droite traditionnelle et parvient à la devancer dans les Bouches-du-Rhône, le Vaucluse et le Var. Or, dans ces trois départements, il dispose, depuis peu, de ces places fortes que sont les municipalités de

* Christian Picquet est journaliste à *Rouge* et membre du Bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR).

** Les dessins illustrant cet article sont tirés du réceuil de WIAZ, *Juppé fait-il vendre ?*, éd. Stock, Paris 1997.

Vitrolles et Marignane, Orange ou Toulon. Il semble, par conséquent, évident qu'il recueille là les dividendes de sa gestion des affaires locales, attestant non seulement de son enracinement mais de sa capacité à acquérir progressivement, aux yeux d'une frange de l'électorat, le statut de parti de pouvoir. On en trouvera d'ailleurs confirmation dans les performances de ses représentants aux élections cantonales — dont le mode de scrutin, majoritaire à deux tours, défavorise les formations ne disposant pas de notables implantés — dans les villes déjà citées. Le maire de Marignane, Daniel Simonpieri, rata ainsi de peu l'élection dès le premier tour.

Au-delà de ce développement insidieux et patient, c'est le resserrement du rapport droite/extrême-droite qui octroie aujourd'hui au Front national une position de force sur l'échiquier politique. Les élections législatives avaient déjà traduit la panne de projet et de stratégie, la crise de leadership de la droite traditionnelle. Son nouveau recul électoral hisse donc la formation lepéniste à un niveau semblable à celui de chacune des composantes de l'alliance RPR-UDF. Et, entre ces trois pôles, le parti de Le Pen et de Mégret s'impose sans difficulté, grâce à sa cohérence stratégique et à la puissance de ses capacités militantes. Dès lors, pour le camp conservateur, l'alternative se réduit au choix entre la construction d'un grand parti unique, libéral-républicain, pour résister à la pression frontiste, ou à l'acceptation d'une recomposition avec l'extrême droite. Mais cette dernière aurait alors pour principal effet de placer les néofascistes en position prédominante au sein de la droite...

La démonstration en fut d'ailleurs effectuée — et avec quelle ampleur ! — à l'occasion de l'élection des présidents de conseils régionaux. Fort de ses résultats, le FN s'employa à exercer une pression inégalée sur la droite classique. Monnayant les suffrages de ses élus dans les assemblées régionales contre l'acceptation d'un "programme minimum" centré sur la baisse de la fiscalité et l'accroissement de la sécurité, il mit en demeure les chefs de file locaux de la droite de s'allier à lui s'ils voulaient conserver leurs sinécures. Bien que les états-majors du RPR et de l'UDF aient immédiatement compris le piège mortel dans lequel on tentait de les enfermer et préconisé le refus de tout arrangement avec le Front, la pression des notables et d'une fraction des cadres intermédiaires s'avéra telle que, dans quatre régions, des accords furent bel et bien contractés. En conséquence de quoi, le Languedoc-Roussillon, la Picardie, la Bourgogne et Rhône-Alpes élirent des présidents totalement dépendants des amis de Le Pen. Sans la forte réaction antifasciste qui se manifesta immédiatement dans tout le pays et la montée personnelle au créneau du président de la République pour rappeler ses troupes à la discipline, nul doute que la Provence-Côte-d'Azur, l'Ile-de-France, le Midi-Pyrénées, la Franche-Comté et la Haute-Normandie ne fussent également passés aux mains d'une coalition implicite avec

l'extrême-droite. Dans trois cas, élus avec les voix du FN, les présidents de région se virent contraints de démissionner, même s'ils avaient auparavant négocié le soutien des élus fascistes.

Le FN vient, ce faisant, de faire la démonstration de son caractère incontournable et de son pouvoir de nuisance. Son but ne se résume nullement à contracter des alliances dans le but d'obtenir quelques sinécures locales, mais de faire littéralement éclater la droite française, afin de la recomposer à ses conditions. Bruno Mégret, figure montante du parti d'extrême droite, ne le dissimule d'ailleurs pas. Selon lui, si elle veut un jour retourner aux affaires, une partie de la droite se verra contrainte de s'allier aux frontistes, l'autre n'ayant pour seule solution que de se tourner vers le Parti socialiste pour constituer un "centre-gauche".

D'ores et déjà, Le Pen et Mégret viennent donc d'obtenir une éclatante victoire politique. Le déboussolement d'une bonne partie des appareils bourgeois traditionnels, à présent disposés à se jeter dans leurs bras pour sauver leurs sièges, leur confère une respectabilité et une légitimité sans précédent. Demain, grâce aux alliances consenties localement, ils pourront peser d'un poids déterminant sur les politiques d'éducation et de formation, d'action culturelle et d'aide sociale. Progressivement, ils se trouveront en situation de noyauter les administrations et de répandre la "préférence nationale" dans les collectivités territoriales. De surcroît, un verrou ayant sauté à l'occasion de ces régionales, ils pourront systématiser les alliances électorales avec une droite prise en otage et bénéficieront, à leur tour, d'une "prime aux sortants". On comprend que la mobilisation antifasciste ait été rapide et massive, devant les conseils régionaux menacés d'alliances entre droite et fascistes et à l'occasion d'une grande journée de mobilisation organisée par le Comité national de vigilance contre l'extrême droite (qui regroupe toute la gauche politique, syndicale et associative).

La percée de l'extrême-gauche

Ces faits graves et inquiétants pour l'avenir ne doivent cependant pas occulter l'autre nouveauté de ces élections : les scores importants recueillis par les listes de la gauche radicale et de l'extrême-gauche. Avec plus d'un million de suffrages, la percée est nette et constitue la traduction électorale de la remobilisation populaire provoquée par le mouvement social de l'hiver 1995, la force du rejet de la droite et des politiques libérales, l'enfermement des Verts ou du PCF dans une majorité "plurielle" dominée par les socialistes.

C'est Lutte ouvrière qui en a principalement profité et en retire vingt conseillers régionaux, pour 4,5% des voix dans les départements où cette organisation était présente. Cet avantage de LO au sein de la gauche radicale doit, tout à la fois, à la continuité de sa présence aux élections, à la popularité incontestable de sa porte-parole, Arlette Laguiller, ainsi qu'à la capacité d'adaptation de son discours. Cette fois, en effet, les responsables et candidats de Lutte ouvrière avaient mis un bémol au traditionnel renvoi dos-à-dos de la droite et de la gauche, pour adopter une attitude d'interpellation de la majorité gouvernementale parfois proche des positions de la LCR.

Mais la Ligue bénéficie également, pour la première fois, du glissement à gauche d'une fraction significative de l'électorat populaire. Elle présentait ou

soutenait, cette fois, 24 listes, sur des départements représentant plus de treize millions d'électeurs. Dans une douzaine de cas, elle était même parvenue à favoriser des regroupements unitaires, quatre d'entre eux ayant même pour colonne vertébrale un axe Verts-LCR (dans le Nord, les Bouches-du-Rhône, le Lot-et-Garonne, l'Oise). Si l'on excepte ces quatre derniers cas, les listes auxquelles participait la LCR sur 18 départements recueillent une moyenne de 2,70% (1). A titre de comparaison, aux législatives de 1997, la moyenne des candidats de la LCR s'établissait à 1,26%. Six listes obtiennent entre 2% et 4% et trois franchissent la barre des 5% : la Creuse (5,9%), le Finistère (7,17%), la Haute-Garonne (5,52%). Dans ces deux derniers cas, les listes obtiennent d'ailleurs des élus : deux en Haute-Garonne, deux dans le Finistère, dont une camarade de la LCR qui siégera prochainement à la faveur de la rotation des élus.

Un constat identique s'impose à propos des cantonales. En ne prenant en considération que les résultats des candidates ou candidats de la LCR, on aboutit à une moyenne de 3,11%, avec des pointes à 10,13% à Bernay, 6,73% à Alençon, 4,77% à Louviers, 4,38% dans un canton de Toulouse... Dans l'ensemble, nos candidatures mordent significativement sur un électorat populaire en attente d'un changement radical et, plus particulièrement sur une frange significative de la mouvance communiste, qui ne comprend plus les choix de ses dirigeants. Nous enregistrons significativement nos meilleurs scores dans les communes de vieille tradition ouvrière, où le vote communiste était habituellement fort.

Ces résultats, conjugués à ceux de Lutte ouvrière, en font foi : un grand nombre d'électeurs a, cette fois, exprimé dans les urnes son aspiration à une gauche vraiment à gauche. Cela devrait faire sentir ses effets dans les luttes à venir, mais il faudra également en tirer les conclusions pour les prochaines échéances électorale. Car le seul moyen efficace de traiter la gangrène fasciste qui s'étend consiste à répondre à l'urgence sociale constituée par le chômage, l'exclusion, les inégalités, le libéralisme... ■

Les résultats de l'extrême gauche

Département	Nombre inscrits	Nombre exprimés	L.O. voix	L.O. %	L.C.R. voix	L.C.R. %	Autres Ext. G. voix	Autres Ext. G. %	Total Ext.G. %	élu(e)s	renvois
Ain	320 301	159 876	6 811	4,26					4,26		
Aisne	370 156	216 205	16 706	7,73					7,73	1 LO	
Alpes-Maritimes	679 307	364 679	9 539	2,62					2,62		
Ardennes	192 757	107 884	5 476	5,08					5,08		
Ariège	107 442	66 560	3 352	5,04					5,04		
Aube	192 191	106 536	5 234	4,91					4,91		
Bouches du Rhone	1 105 070	610 657	19 769	3,24	15 597	2,55			5,79		1
Charente	254 143	138 925	6 930	4,99			1 614	1,16	6,15		2
Cher	228 810	127 559	8 440	6,62					6,62		
Calvados	444 376	245 089			9 608	3,92			3,92		1
Côte d'Or	327 358	176 537	6 153	3,49	1 727	0,98			4,46		
Côte d'Armor	422 726	252 938	13 017	5,15					5,15	1 LO	
Creuse	104 456	61 399			3 620	5,90			5,90		
Doubs	327 279	193 278	6 963	3,60			6 040	3,13	6,73		3
Drôme	297 085	162 861	6 902	4,24					4,24		
Eure	363 326	202 240			7 094	3,51			3,51		
Eure-et-Loir	274 133	153 695	7 385	4,80					4,80		
Finistère	635 964	359 999	12 402	3,45	25 804	7,17			10,61	2 Ext.G.	4
Haute Garonne	670 154	387 764	18 004	4,64	21 387	5,52			10,16	2 LCR	
Gironde	835 838	459 356	14 487	3,15	4 275	0,93	1 911	0,42	4,50		2
Hérault	590 266	353 263	9 544	2,70					2,70		
Ile-et-Vilaine	589 312	308 889	14 860	4,81	4 811	1,56			6,37		
Indre-et-Loire	371 045	197 018	11 196	5,68					5,68	1 LO	
Isère	667 270	347 766	17 218	4,95					4,95		
Jura	177 978	101 871	3 676	3,61					3,61		
Landes	248 657	152 372					2 500	1,64	1,64		2
Loir-et-Cher	229 507	134 493	7 757	5,77					5,77		
Loire	484 527	251 932	10 537	4,18					4,18		
Loire Atlantique	786 596	420 180	17 603	4,19	12 348	2,94			7,13		5
Loiret	401 221	221 328	10 693	4,83					4,83		
Lot	125 420	81 984	2 315	2,82					2,82		
Lot-et-Garonne	225 244	133 192			7 123	5,35			5,35		6
Maine-et-Loire	497 112	264 333	11 806	4,47					4,47		
Manche	353 358	190 004	9 132	4,81					4,81		
Marne	369 704	189 217	9 721	5,14					5,14	1 LO	
Haute-Marne	145 748	79 470	5 435	6,84					6,84		
Meurthe-et-Moselle	471 111	240 799	12 271	5,10	6 920	2,87			7,97	1 LO	
Meuse	104 029	81 414	4 689	5,76					5,76		
Morbihan	480 031	279 482	12 520	4,48					4,48		
Moselle	699 053	340 890	13 622	4,00					4,00		
Nièvre	173 180	97 173	4 687	4,82					4,82		
Nord	1 691 055	938 745	48 026	5,12	82 242	8,76			13,88	4 LO+9Verts	1
Oise	495 238	283 067	17 409	6,15					6,15	1 LO	
Orne	146 692	84 698	2 798	3,30	1 329	1,57			4,87		
Pas-de-Calais	1 029 968	611 838	38 861	6,35					6,35	3 LO	
Puy-de-Dôme	422 102	249 258	11 904	4,78	2 945	1,18			5,96		
Hautes-Pyrénées	173 117	98 619	5 058	5,13					5,13		
Pyrénées-Orientales	271 727	157 995	4 535	2,87					2,87		
Pyrénées-Atlantiques	441 715	255 034					4 122	1,62	1,62		2
Bas-Rhin	661 890	340 393	11 647	3,42					3,42		
Haut-Rhin	466 618	238 260	10 483	4,40			9 668	4,06	8,46		3
Rhône	919 016	473 683	17 099	3,61	8 801	1,86			5,47		
Haute-Saône	171 581	103 784	6 149	5,92					5,92		
Saône-et-Loire	407 587	217 324	10 346	4,76					4,76		
Sarthe	381 135	208 852	12 137	5,81					5,81	1 LO	
Savoie	252 854	129 118	5 132	3,97					3,97		
Haute-Savoie	395 377	188 767	5 350	2,83					2,83		
Paris	1 077 847	591 027	16 975	2,87	6 998	1,18			4,06		
Seine-Maritime	830 668	465 824	27 658	5,94	8 045	1,73			7,66	2 LO	7
Seine-et-Marne	693 328	360 535	18 462	5,12					5,12	1 LO	
Yvelines	820 130	444 909	15 692	3,53					3,53		
Somme	392 975	243 229	16 569	6,81					6,81	1 LO	
Tarn	256 478	166 663	6 862	4,12					4,12		
Tarn-et-Garonne	151 681	93 239	3 937	4,22					4,22		
Vienne	285 397	162 641	8 759	5,39					5,39		
Haute-Vienne	261 228	156 576	6 960	4,45	4 045	2,58			7,03		
Vosges	280 601	155 899	7 415	4,76					4,76		
Yonne	232 051	127 513	4 396	3,45					3,45		
Territoire-de-Belfort	87 063	49 694	3 659	7,36					7,36		
Essone	681 169	361 616	15 819	4,37	4 605	1,27			5,65		
Hauts-de-Seine	810 468	436 872	15 101	3,46					3,46		
Seine-Saint-Denis	662 208	327 779	22 410	6,84	4 246	1,30			8,13	2 LO	
Val-de-Marne	983 799	361 441	13 912	3,85	9 770	2,70			6,55		
Val-d'Oise	602 089	319 671	12 983	4,06					4,06		
Total	**33 780 093**	**18 425 670**	**781 355**		**253 340**		**25 855**			**24 Ext. G.**	8
Pourcentage moyen des exprimés obtenu en cas de présence				**4,50**		**3,33**		**1,80**	**5,76**		

1. Liste des Verts avec la participation de la LCR
2. Autres Ext.G. : Liste de la Voix des Travailleurs (issue de LO)
3. Autres : liste de l'AREV (Alliance rouge et verte)
4. Liste de la LCR, de l'AREV et de la CAP; ses candidat(e)s pratiqueront la rotation des élu(e)s
5. Liste de LCR et de l'AREV
6. Liste des Verts, du Mouvement des Citoyens et de la LCR
7. Liste de la Voix des Travailleurs, de la LCR de Rouen, de la Gauche révolutionnaire et de l'ART
8. 20 élu(e)s LO, 2 LCR, 2 Ext. G.

1. Dans le tableau des résultats de l'extrême-gauche ci-contre nous présentons le pourcentage moyen des suffrages exprimés obtenu par toutes les listes auxquelles la LCR a pris part, y compris celles communes avec les Verts.

Ça pousse à gauche à Amsterdam

Le 4 mars 1998 ont eu lieu à Amsterdam les élections municipales. La nouveauté a été constituée par la participation d'une liste appelée Amsterdam Anders/de Groenen (Amsterdam autrement/Les Verts).

"Amsterdam autrement" s'était formée en octobre de l'année dernière à l'initiative du SAP, section hollandaise de la IVe Internationale, et avait réalisé un accord avec les Verts pour participer ensemble aux élections. Les Verts (à ne pas confondre avec Groen Links, Gauche verte, organisation née de la convergence d'anciens membres du Parti communiste, d'anciens maoistes, de chrétiens de gauche et de sociaux-démocrates pacifistes) sont connus dans la ville d'Amsterdam en vertu de leur opposition conséquente à de grands projets d'infrastructure comme la construction d'une nouvelle ligne de métro et d'un nouveau quartier dans une zone dont l'environnement devait être protégé. A ce sujet il y avait eu trois référendums par lesquels une majorité de citoyens avaient réjeté les projets de l'administration. Le SAP s'était engagé notamment dans la campagne contre une nouvelle ligne de métro (l'un de ses militant, Ernst van Lohuizen, avait été l'un des principaux porte-parole de cette campagne).

La liste Amsterdam autrement/Les Verts était composée de militants actifs de différents mouvements sociaux dont un syndicaliste qui avait joué un rôle important lors de la grève des dockers de la ville. Le programme présenté aux électeurs prenait position contre les grands projets d'infrastructure, contre la privatisation des transports publics, pour une diminution du temps de travail sans réduction de salaire et pour une augmentation du salaire minimum. Au cours de la campagne ont été également avancés des projets audacieux de nouveaux logements qui devraient surgir au-dessus des autoroutes en les couvrant, de projets expérimentaux de transports publics gratuits et d'une taxe sur les opérations boursières à Amsterdam par laquelle une politique sociale serait financée.

Les résultats du scrutin ont été supérieurs à toute attente. La liste a obtenu 5,7% des voix et trois élus (Ernst van Lohuizen, membre du SAP, Roel van Duijn des Verts et Hansje Kalt, une indépendante). Le PDVA (parti social-démocrate) a eu 15 sièges et Groen Links 7; l'extrême droite a perdu les 4 sièges qu'elle avait. Un accord éventuel pour une coalition avec un programme de gauche pourrait, en principe, compter sur 28 sièges sur un total de 45 (en incluant les 3 sièges remportés par le Parti socialiste, organisation d'extrême gauche populiste d'origine maoiste). Il s'agit toutefois d'une variante très peu probable dans le contexte donné. Soulignons en tout cas que les formations à la gauche de la social-démocratie disposent ensemble de 13 sièges.

Le vote d' Amsterdam est d'autant plus significatif qu'il reflète des tendances qui s'esquissent aussi au niveau national. En effet, le PS et Groen Links, les chrétiens-radicaux et les sociaux-démocrates pacifistes ont gagné du terrain de même que des partis locaux, alors que l'extrême droite a été balayée. Par ailleurs, le taux d'abstention a été assez élevé : n'ont voté que 61% des inscrits au niveau national et 45,7% à Amsterdam.

Tous ces comportements électoraux sont le produit d'un dégoût assez répandu à l'égard de l'establishment politique. Mais ils reflètent également une sensibilité croissante en matière d'inégalité sociale. Malheureusement, cela ne s'exprime jusqu'ici qu'au niveau électoral : il n' y a eu aucune mobilisation sociale un tant soit peu importante. Quant au recul de l'extrême droite, on peut l'expliquer par le fait que le gouvernement mène une politique visant à satisfaire, du moins en partie, ses demandes : la chasse aux "irréguliers" a été intensifiée, le droit d' asile a été limité et l'éducation bilingue est menacée. Par ailleurs, suite au resserremnt du marché du travail, la Hollande n'a pas besoin de travailleurs "illégaux".

Le 6 mai prochain auront lieu des élections législatives. Elles représenteront une échéance importante, même s'il n'est pas certain que les électeurs réagiront comme ils l'ont fait aux administratives du 4 mars. L'establishment et ses médias feront de leur mieux pour ramener au bercail les brebis égarées. ■

A Paraître en mai 1998

Fernando Matamoros Ponce

Mémoire et Utopie au Mexique

Mythes, traditions et imaginaire indigène dans la genèse du néozapatisme

Préface de Michael Löwy

Iconographie de Jesús Gallegos González

L'auteur fait parcourir des couloirs de l'histoire mexicaine pour retrouver des «traces» constituant la genèse du néozapatisme : les traditions culturelles précolombiennes, la guérilla guévariste des années soixante-dix, ainsi que la «Guerre des Dieux» des chrétiens solidaires des indigènes – la «lignée croyante» qui va de Bartolomé de las Casas à l'évêque de San Cristobal Mgr Samuel Ruiz.

Souscription jusqu'au 10 mai 1998 : 95 F

Format 165 x 230, 250 pages, 40 dessins originaux. Chèques à l'ordre de Syllepse, à envoyer à Syllepse au 42, rue d'Avron 75020 Paris.

SYLLEPSE

Élections anticipées au Danemark

Le 11 mars des élections législatives anticipées se sont déroulées au Danemark à l'initiative du Premier ministre sortant Poul Nyroo Rasmussen, à la tête d'une coalition de sociaux-démocrates et de sociaux-libéraux. Le gain espéré par la coalition, qui était le but de la dissolution, a été tout à fait insigifiant en voix (+ 0,6%, pour un total de 50,1%) et nul en sièges. Ce sont surtout les partis de la droite traditionnelle qui ont perdu du terrain (-11 sièges pour les conservateurs) alors que l'extrême droite, représentée par le Parti progressiste et surtout par le Parti populaire danois, s'est sensiblement renforcée.

L'Alliance Rouge-Verte a enregistré un léger recul (de 3,1 à 2,7%) en perdant un siège (5 élus au lieu de 6). Le député sortant du SAP (section danoise de la IV Internationale), qui intègre l'Alliance, Sören Söndergaard, a été réélu.

La campagne de l'Alliance — axée, entre autres, sur une opposition à l'Europe de Maastricht d'un point de vue de gauche et non nationaliste — a été très dynamique et lui a permis de recruter plusieurs centaines de nouveaux membres. Selon les commentaires de camarades du SAP, des électeurs au début favorables à l'Alliance, auraient voté finalement pour les sociaux-démocrates de peur qu'un recul de ces derniers n'aboutisse à la formation d'un gouvernement du parti conservateur et du parti libéral.

■

Dans l'imbroglio des questions nationales balkaniques

Par
Catherine Samary *

L'intervention des "unités spéciales" de police serbe sur les plateaux de la Drenica au coeur du Kosovo (province serbe peuplée de près de 90% d'Albanais) visait (officiellement) à démanteler l'état-major de l'"Armée de libération du Kosovo" (UCK) après des attentats contre des policiers serbes, en février dernier. Près de 80 personnes ont été tuées : il s'agit de familles entières (hommes, femmes, enfants, vieillards) en tant que "clans" supposés subversifs ; leurs maisons ont été sélectionnées dans les villages pris d'assaut, et détruites sauvagement. Si aucun parti politique albanais ne se revendique de l'UCK ni d'une ligne de lutte armée, plusieurs dizaines de milliers d'Albanais ont manifesté depuis le début du mois de mars à Pristina et dans d'autres villes de la province pour protester contre le véritable responsable de la montée des violences : le terrorisme d'État serbe. Jour après jour, les manifestants ont aussi affirmé de façon croissante dans la rue leur volonté de gouverner un Kosovo indépendant, débarrassé du joug serbe.

Après ces manifestations albanaises, ce sont à leur tour 40 000 Serbes du Kosovo qui ont déferlé dans les rues de Pristina. S'ils voulaient sans doute rappeler que le Kosovo est le berceau de leurs ancêtres, leur "Palestine", le climat aujourd'hui n'est plus celui des grandes manifestations de 1989. A l'époque, plus d'un million de Serbes de la province en appelaient au pouvoir de Milosevic pour les défendre contre ce qu'ils décrivaient comme "un génocide anti-serbe" perpétré par les Albanais et une "politique anti-serbe" de Tito, concrétisée à leurs yeux par la perte de souveraineté serbe sur le Kosovo. Au tournant de cette décennie, Milosevic prenait la "défense des intérêts serbes" face à la crise de la Fédération, dans la perspective du regroupement de tous les Serbes dans une Grande Serbie que rejoindraient les Serbes de Croatie et de Bosnie, et dont le coeur historique serait à nouveau le Kosovo. Les 8% de Serbes qui demeurent au Kosovo savent qu'aujourd'hui leurs manifestations s'inscrivent dans le contexte de ce que les partis nationalistes serbes dénoncent comme "trahison de la cause serbe" par Milosevic et ils craignent explicitement de "perdre" leur dernière bataille du Kosovo. Il y a en tout cas échec du projet de grande Serbie, avec l'affirmation d'un État croate qui a réduit sa "minorité" serbe de 12 à moins de 5% et avec la perte d'influence du parti de Karadzic dans la "Republika Srpska" de Bosnie aux dernières élections.

Kosovo, Pristina, avril 1989

C'est dans ce contexte que, tant en Serbie que dans l'entité serbe de Bosnie, on a assisté ces derniers mois à une montée des votes favorables au parti radical serbe de Vojislav Seselj, ex-allié de Milosevic, qui demeure le défenseur cohérent d'une ligne de Grande Serbie, en assumant toutes les violences dont elle a été et reste porteuse. Parce que rien n'est réglé au Kosovo, la situation demeure donc explosive : côté albanais comme côté serbe, certains sont prêts à en découdre pour dominer le Kosovo. Et un embrasement dans la province affecterait immédiatement l'Albanie et la Macédoine voisine (25% d'Albanais y revendiquent eux aussi d'être reconnus comme "peuple", avec ses droits politiques et linguistiques et se confrontent à une logique "républicaine jacobine" qui ne reconnaît que la langue et la citoyenneté macédoniennes).

L'offensive meurtrière des "unités spéciales" serbes contre l'UCK semble avoir été pour le pouvoir serbe une manière brutale d'annoncer les "bornes" des négociations à venir... Des négociations sous haute tension. Mais depuis la remise en cause des équilibres titistes, quel est le bilan des huit ans de "reprise en main" de la province ?

La remise en cause des équilibres titistes : quels droits d'autodétermination ?

La manifestation de 1989 à Kosovo Poljé marquait l'apogée de mobilisations qui avaient conforté les positions du nouvel homme fort de Serbie, le pragmatique Slobodan Milosevic : réaffirmer le "caractère serbe" du Kosovo — berceau du premier État serbe moyenâgeux — et restaurer le contrôle des pouvoirs de Serbie sur la province du Kosovo peuplée de 80% d'Albanais, allait être un élément essentiel de son ascension politique contre ses adversaires encore fidèles à une approche

* Catherine Samary enseigne à l'Univeristé Paris IX. Elle a publié, entre autres, *Le marché contre l'autogestion — l'expérience yougoslave* (PubliSud/La Brèche 1988) et *La déchirure yougoslave* (L'Harmattant 1994).

"titiste" du Kosovo. La remise en cause du droit de veto des provinces qui en faisaient des quasi-républiques fut le premier acte de démantèlement des équilibres titistes et d'affirmation du nationalisme serbe, à la fin de la décennie '80.

Le contrôle des "représentants" de ces provinces au plan fédéral permit alors de former un "bloc serbe" (Monténégro, Serbie et les deux provinces, face aux quatre autres républiques) renforçant la paralysie des institutions. Les Slovènes protestaient contre la répression au Kosovo... mais ne voulaient plus payer pour les régions pauvres qui retardaient leurs objectifs d'intégration dans l'Union européenne. Les présidents serbe (Milosevic) et slovène (Milan Kucan) s'entendirent en coulisse sur les droits d'autodétermination... des peuples. Côté slovène, peuple et territoire d'État coïncidaient — donc pas de problèmes. Et Milosevic s'opposa à l'intervention de l'armée yougoslave contre l'indépendance slovène : la Slovénie, sans minorité serbe, n'entrait pas dans ses visées stratégiques. Il en allait autrement de la Croatie (12% de Serbes) et de la Bosnie-Herzégovine (33% de Serbes). Côté croate, Franjo Tudjman remit en cause la constitution titiste (1990) pour

Aux origines des conflits...

L'année 1989 était celle du 600-ème anniversaire de la défaite du royaume médiéval serbe des Némanides (qui s'étendait jusqu'en Macédoine et en Grèce) face aux Turcs à Kosovo Poljé ("plaine des Merles") en 1389. Victorieux, l'empire ottoman s'empara de Constantinople et déferla jusqu'aux portes de Vienne.

Cette défaite historique signifia la décomposition de l'État serbe et la fuite des Serbes hors du Kosovo où subsistent de nombreux monastères orthodoxes notamment autour de Pec qui fut un temps le siège du patriarcat. La fuite des Serbes laissa la place aux populations albanaises massivement converties à l'islam. Mais la reconquête du Kosovo resta la hantise de la mythologie serbe jusqu'à la conquête de l'indépendance en 1912. Les migrations continuèrent au fil des grands bouleversements historiques et des conditions socio-économiques affectant la composition ethnique de la province. Dans la mesure où les deux peuples ne se mélangent pas et où ils revendiquent tous les deux la domination du Kosovo, les modifications démographiques et les flux migratoires furent à chaque époque un enjeu politique majeur.

La première Yougoslavie de l'entre-deux-guerres, dominée par la dynastie serbe, avait récupéré notamment la Macédoine et le Kosovo au détriment d'une Albanie qui ne comportait dès lors que la moitié de la population albanaise de son aire de peuplement. La monarchie serbe était obsédée par le rétablissement de l'équilibre ethnique et démographique brisé par la conquête turque. Elle installa ses colons sur les terres turques cultivées par les Albanais qui fuirent massivement. En 1929 Serbes et Monténégrins formaient 61% de la province.

Mais la Seconde guerre mondiale renversa à nouveau les courants migratoires en faveur des Albanais : la "Grande Albanie" sous domination du fascisme italien réunifia les terres de peuplement albanais, englobant le Kosovo et donna aux Albanais le droit à un enseignement dans leur langue pour la première fois dans leur histoire.

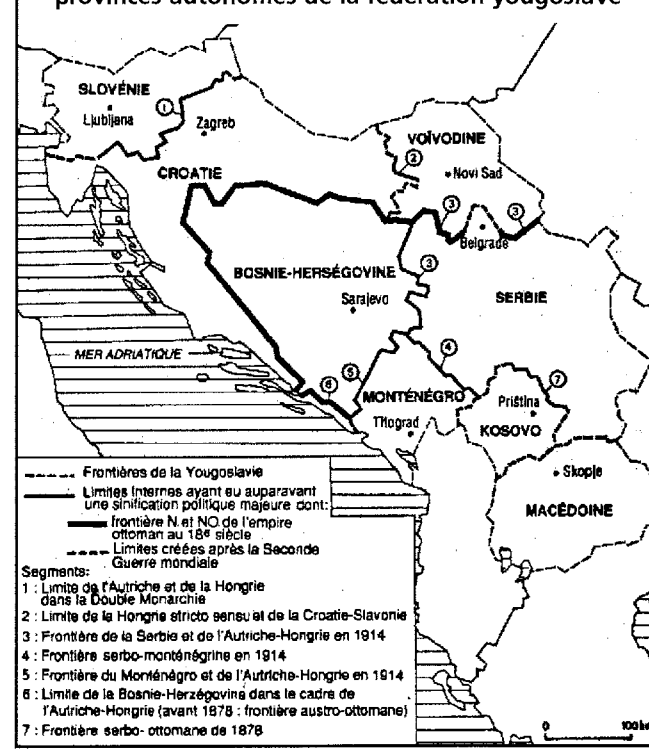
La victoire de la résistance titiste antifasciste mit fin à cet épisode, comme à celui de Grande Croatie dominée par les Oustachis croates. Un projet d'État multinational, dominé par le PC yougoslave, émergeait. Mais lequel ?

Tito avait défendu le projet d'une confédération balkanique qui aurait regroupé, outre les républiques yougoslaves, l'Albanie, la Bulgarie et la Grèce, permettant aux Albanais de s'unifier dans un État multinational, sur un pied d'égalité avec les Slaves. La rupture avec Staline en 1948 mit fin à ce projet et consolida la domination serbe sur le Kosovo dans un premier temps.

En effet, les Albanais du Kosovo se retrouvaient piégés dans une deuxième Yougoslavie en conflit avec l'Albanie voisine qui soutenait Staline. La province (qui était alors encore à moitié composée de Serbes) subit un régime très répressif envers les Albanais et très centralisé à Belgrade jusqu'au milieu des années soixante. En 1965, le système se décentralisa en évoluant à la fois vers plus de marché et vers une confédération, en permettant aussi une plus forte "ethnicisation" des instances républicaines et provinciales. En 1968, les Albanais du Kosovo revendiquèrent le statut de république pour la province. Ceci fut refusé, mais dans la nouvelle constitution de 1974, chaque république et les deux provinces de Serbie (Vojvodine et Kosovo) furent représentées de façon égale et dotées d'un droit de veto dans la chambre des nations.

Pourtant les écarts de développement se creusèrent avec la décentralisation et la gestion bureaucratique des fonds d'investissement. Les pressions démographiques (les familles albanaises ont 6 à 7 enfants contre 2 en moyenne dans les familles serbes) et la pauvreté de la province se conjuguèrent avec les tensions entre communautés pour accélérer l'exode des Serbes hors du Kosovo. Dès 1971, les Albanais représentaient plus de 70% de la province et 80% au début des années 80, quand la presse serbe commença à dénoncer le "génocide anti-serbes" au Kosovo...

Origine historique des limites des républiques et provinces autonomes de la fédération yougoslave



faire de la Croatie l'État du seul peuple croate : Tudjman avait accepté que la question du Kosovo reste une affaire intérieure serbe, parce qu'il voulait également que la question serbe de Croatie reste une affaire intérieure croate. Il s'entendit par ailleurs avec Milosevic en coulisse pour un partage de la Bosnie.

La Macédoine et la Bosnie-Herzégovine, désespérément attachées au maintien du cadre yougoslave par crainte des politiques de dépeçage de leur voisins furent confrontées à un dilemme, après les déclarations d'indépendance slovène et croate en 1991 : rester dans une Yougoslavie dominée par les pouvoirs serbes, ou bien choisir l'indépendance, avec ses risques. En espérant des protections internationales, elles choisirent l'indépendance.

Les minorités serbes de Croatie et de Bosnie s'engagèrent alors dans une logique de Grande-Serbie, sous protection de l'État serbe, de l'armée yougoslave qui avait basculé dans un sens pro-serbe et des milices ultra-nationalistes. Cela signifia "nettoyer" puis proclamer des "républiques serbes" en Croatie et en Bosnie et

Bozidar Jakac : Tito (croquis de guerre)

y organiser des référendums d'autodétermination. Sur des territoires ethniquement mélangés la perspective de regrouper les Serbes dans un même État les avaient engagés dans une inexorable logique de guerre et de nettoyages ethniques. Mais sur le fond, quelles que soient les spécificités de leur situation, les minorités serbes exigeaient pour elles-mêmes ce que l'État serbe refusait aux Albanais du Kosovo : elles se retrouvaient brutalement dans la situation d'un peuple éclaté sur le territoire de plusieurs États... comme les Albanais. Et dans les nouveaux États indépendants, elles craignaient un statut de "minorité" (effectivement menaçant en Croatie dans un contexte de "croatisation" de la langue officielle et des institutions par le nationalisme croate) — mais elles avaient accepté une politique bien pire des pouvoirs serbes envers les Albanais du Kosovo ! Ceux-ci étaient redevenus "minorité" en Serbie et en Macédoine où la langue d'État (langue serbe ou macédonienne) s'imposait. Les uns et les autres (Serbes en Croatie ou Albanais en Macédoine et au Kosovo) revendiquaient d'être reconnus comme "peuples" — avec droit d'autodétermination.

Huit ans d'apartheid et d'enlisement

Après les changements de la constitution serbe en 1990, un nouvel ordre allait régner au Kosovo, soumettant les institutions et la nomination de tous les cadres — qu'il s'agisse de l'enseignement, de la santé ou de la police — à la domination Serbe. Le projet de changer la composition ethnique de la province fut explicitement affiché à Belgrade, appuyé par toute une série de mesures incitant les Serbes à venir prendre des emplois et des appartements au Kosovo en place et lieu des Albanais licenciés et poussés à l'exode par le harcèlement policier. La population albanaise de la Province exprima alors par référendum son choix d'indépendance. Elle proclama le Kosovo république, se dotant d'un gouvernement en exil et d'institutions intérieures avec pour Président Ibrahim Rugova, dirigeant du principal parti de la province (la Ligue démocratique du Kosovo — LDK). Les Albanais du Kosovo boycottèrent depuis lors (début des années 90) toutes les élections organisées par Belgrade. Ils se virent interdits d'accès à tous les bâtiments scolaires et universitaires, aux bibliothèques, piscines et stades sportifs... Les syndicats enseignants et le ministère de l'éducation albanais organisèrent alors une scolarité parallèle, financée par la diaspora et par des contributions volontaires sur les activités privées.

Aux lendemains des Accords de Dayton-Paris sur la Bosnie-Herzégovine, l'atmosphère qui régnait au Kosovo laissait transparaître une exaspération certaine. Le fait que la dite "communauté internationale" n'ait pas pris en compte la question non résolue du statut du Kosovo

Héritage de Tito

Le régime de Tito avait supprimé, même au plan linguistique la notion de "minorité", douloureusement associée pendant la Seconde guerre mondiale à de sombres pages de nettoyages ethniques.

Mais seules les communautés nationales non dotées d'un État hors de la Yougoslavie étaient considérées comme "nations" ou peuples (narod) constituants, dotés du droit d'autodétermination. Ce droit était ambigu, parce que les républiques n'étaient pas ethniquement homogènes (sauf la Slovénie) et qu'elles étaient devenues, avec la confédéralisation du système, des unités de base décisionnelles de la Yougoslavie, fonctionnant au consensus.

En outre, les Albanais du Kosovo et les Hongrois de Vojvodine, parce qu'ils étaient déjà "dotés" d'une mère-patrie (un État albanais et un État hongrois) à l'extérieur de la Yougoslavie, n'étaient pas considérés comme "nations" ou peuples constituants de la fédération dirigée par Tito (leur caractère non slave aggravait cette dimension). Mais ils étaient plus qu'une "minorité" par comparaison au droit international en vigueur ailleurs. Ils avaient un statut de "nationalités" (narodnost), sans droit d'autodétermination, mais avec une très grande autonomie des ces deux provinces (quasi équivalente à celle des républiques, avec représentation fédérale et droit de veto) et une langue localement officielle — ce qui empêchait la majorité serbe de dominer ces provinces. C'est ce que le nationalisme grand-serbe va dénoncer comme "anti-serbe".

La "souveraineté serbe" s'arrêtait aux portes de ces provinces. Mais la Croatie était l'État du peuple croate et du peuple serbe de Croatie et la Bosnie-Herzégovine était l'État de ses trois peuples (Musulmans, Croates et Serbes, mis sur un pied d'égalité). Tous étaient citoyens de la Yougoslavie et de leurs républiques. Et celles-ci étaient devenues des sujets de base du système au moins autant, sinon plus que les "peuples" constituants dispersés sur plusieurs républiques. Qui donc avait le pouvoir de décider une séparation éventuelle ?

Lors de l'éclatement de la Yougoslavie, les uns et les autres, selon leurs intérêts du moment vont faire référence au droit des peuples contre les États ou au droit des républiques sur le dos des minorités. Et, brutalement menacées, ces minorités vont revendiquer d'être considérer comme des peuples.

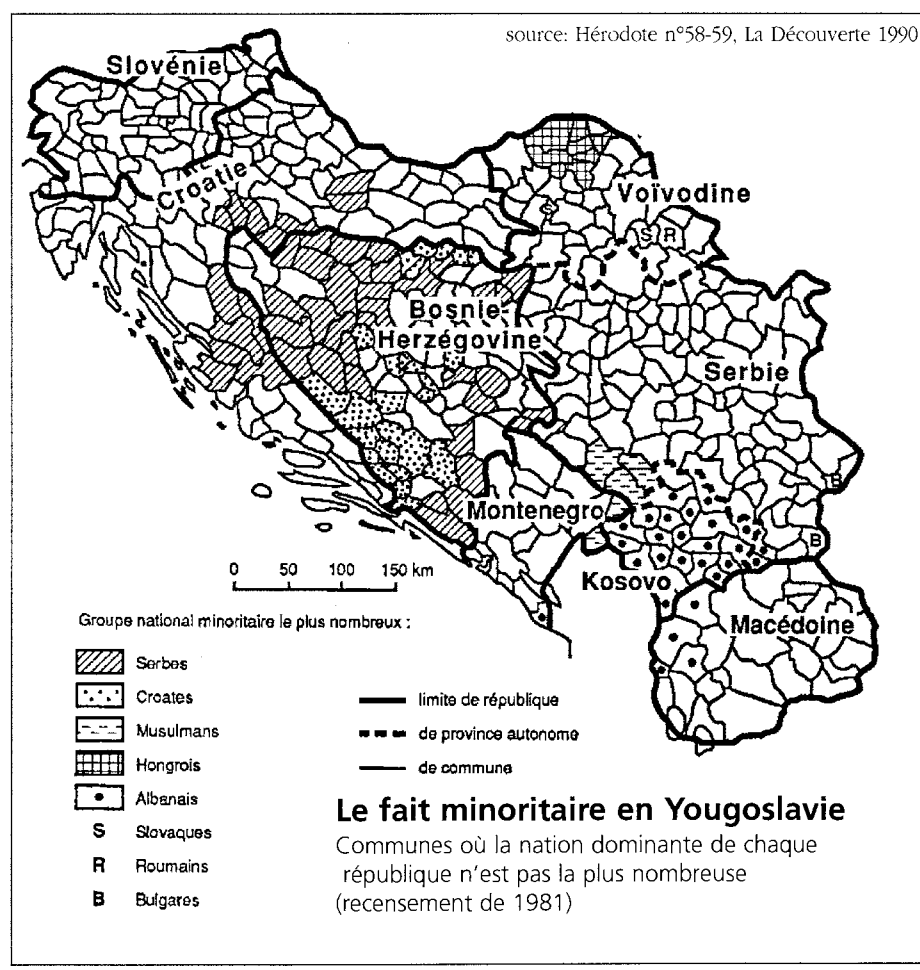
faisait craindre aux divers dirigeants de la communauté albanaise que le sort de la province n'ait été sacrifié à la "real-politik" : la consolidation du pouvoir du président serbe Slobodan Milosevic était un point d'appui majeur (avec le renforcement de l'armée croate et l'accord Milosevic/ Tudjman) du "processus de paix". La reconnaissance de la Fédération yougoslave (serbo-monténégrine) par la France d'abord, puis par l'ensemble des gouvernements de l'Union européenne (après les accords de reconnaissance réciproque de la Macédoine et de la Fédération yougoslave au printemps 1996) consolidaient encore le pouvoir de Milosevic.

Parallèlement, sans aller jusqu'à prôner ouvertement le passage à la lutte armée en défense de leurs revendications d'indépendance, des oppositions croissantes à la ligne d'Ibrahim Rugova s'exprimaient au Kosovo : Adem Demaci notamment, dirigeant de la Ligue des Droits de l'Homme et du Parti parlementaire du Kosovo préconisait une lutte politique faisant appel à des manifestations de masse et exigeant la remise en cause d'un statu quo ("ni guerre ni paix") entérinant finalement une situation d'apartheid, de violences larvées et de taxation exorbitante des activités privées albanaises par les pouvoirs serbes. Il contestait aussi la ligne indépendantiste de Rugova qui créait des illusions dans la population sur la nature du soutien promis par les États-Unis. Les manifestations de masse en Serbie l'an passé, ont eu un impact psychologique important sur les jeunes Albanais, indiquant au moins la possibilité de s'emparer de la rue pour faire avancer une cause démocratique. L'indifférence internationale et cette situation de "ni paix ni guerre", où la question du statut du Kosovo a semblé s'enliser, a suscité de croissantes oppositions dans et hors la LDK. L'émergence de l'UCK (Armée de Libération du Kosovo) exprime sans doute l'exaspération d'une partie de la population, notamment dans la jeunesse. Mais elle sert surtout à souligner l'urgence de l'ouverture de négociations que la partie albanaise voudrait internationaliser.

Échec de la serbisation : vers un tournant ?

Or, pour les pouvoirs serbes, l'on peut tirer un bilan pour le moins contrasté de ces années de "reprise en main", du point de vue des objectifs qu'ils avaient affichés : serbiser le Kosovo, le soumettre définitivement à l'autorité de la Serbie et démontrer que tel était le moyen d'assurer aux populations serbes locales l'avenir radieux et la sécurité qu'elles attendaient. Il est vrai que, sur le plan administratif et policier, le Kosovo a été sous le joug serbe. Mais cette situation de tensions permanentes et d'apartheid publiquement dénoncé par les organisations de défense des droits de l'Homme n'était pas favorable à une quelconque politique de développement économique, ni d'ailleurs de réelle sécurité pour les Serbes de la province. Elle se retournait contre l'objectif d'implantation de colonies serbes : la grande masse de plus de 400 000 réfugiés serbes venant de Croatie et de Bosnie et incités à s'installer au Kosovo refusait de le faire. La riche Vojvodine, dotée de surcroît d'une population locale serbe majoritaire, était bien plus attractive que le Kosovo. En dépit de l'exode des Albanais refusant notamment de participer à la guerre ou cherchant à l'étranger des ressources pour aider leurs familles, le Kosovo demeure plus que jamais albanais.

Telle est la cause profonde d'un possible tournant pragmatique de Slobodan Milosevic. Pour lui, seul le pouvoir compte. Mais pour y arriver ou pour s'y maintenir, le président serbe a su jouer sur toutes les cordes : il a puisé sa force dans le programme nationaliste (la réunion des Serbes dans un même État), puis dans "la trahison" de celui-ci (aux yeux des Serbes de la Krajina croate ou de Bosnie qui n'ont pas eu la chance d'être inclus dans les bons pourcentages). Il a bénéficié des sanctions internationales (que le peuple serbe a perçues comme une injustice et comme la cause de tous ses maux, resserrant les rangs autour de son dirigeant), puis de leur levée faisant de lui l'artisan de la paix. Il a consolidé son pouvoir dans l'al-



liance avec son extrême droite, puis dans le divorce avec elle à partir de l'automne 1993, et encore peut-être aujourd'hui, où il apparaît comme un moindre mal face à son opposition. Il s'est légitimé dans la guerre, en défense des "intérêts serbes", puis dans la paix en défense des mêmes intérêts. Il a utilisé contre les anciens dirigeants titistes qu'il a évincés les mobilisations de masse "antibureaucratiques" et les thèses nationalistes serbes. Mais il a aussi exploité une continuité d'appareils bureaucratiques issus de l'ancien régime : un "yougoslavisme" titiste qui, à l'occasion, le différencie de son extrême droite nationaliste, et, sous l'étiquette "socialiste", une politique économique moins subordonnée aux diktats du F.M.I. que celle prônée par l'opposition libérale. Il promet tout, les privatisations comme la protection sociale. Et il a su tirer bénéfice de la thèse du "complot international" anti-serbes, puis d'un "partenariat" assuré avec les grandes puissances et l'OTAN dans la gestion des accords de Dayton et de "l'ordre balkanique"... Que sortira-t-il de sa poche sur le Kosovo ?

La chance d'une négociation provient de l'échec du projet de transformation ethnique de la province — et du peu de probabilité d'une nouvelle logique de guerre du côté du pouvoir de Milosevic : le Kosovo est peut-être une "Palestine", mais où les Serbes ne veulent pas retourner vivre. Il est même loin d'être évident aujourd'hui que la jeunesse serbe serait prête à mourir pour le Kosovo, même si elle s'est honteusement tue sur cette question.

Le fait est que les Serbes comme les Albanais du Kosovo ont été soudainement informés début septembre 1996 que leurs présidents, Slobodan Milosevic et Ibrahim Rugova, s'étaient pour la première fois rencontrés et avaient signé un accord — avec la médiation de la communauté catholique italienne "San Egidios"(1). L'accord portait sur le retour des élèves albanais dans les locaux scolaires et universitaires, laissant de côté la question du statut de la province. Il a dès lors produit une grande surprise et beaucoup de méfiance dans les deux communautés. L'accord est resté lettre morte. On craignait (à juste titre) du côté albanais que la question du statut du Kosovo ne s'enlise derrière des accords partiels, pour finalement servir à "faire passer" la domination serbe. Mais la rencontre a créé un précédent.

En outre, alors que l'Académie des sciences de Serbie avait marqué par ses textes de 1986 la politique de reprise en main de la province, réaffirmant que le Kosovo était une "partie inaliénable de la Serbie", elle a opéré il y a de cela près de deux ans, un tournant idéologique majeur : son président, Aleksander Despic a publiquement reconnu "l'amère vérité". A savoir que le Kosovo "était perdu pour les Serbes", pour des raisons démographiques. De ce constat il a déduit un choix pour les Serbes : soit partager le pouvoir d'État dans cette province avec une population albanaise croissante ; soit céder l'essentiel du Kosovo à la population albanaise (2). De telles formulations ouvrent des portes. Certaines sont évidemment dangereuses : celle de la partition "ethnique" a déjà démontré ses impasses et sa dynamique. Va-t-on la voir imposée militairement pour conserver aux Serbes quelques régions de monastères... et de richesses minières ? Si tel était le choix de Milosevic on ne peut exclure de nouvelles offensives policières visant à "nettoyer" la région que les Serbes voudraient s'approprier, avec des risques d'engrenages incontrôlables qui pourraient embraser la Macédoine et l'Albanie voisines.

L'indépendance totale du Kosovo (hors de la Fédération yougoslave et sans partage donc) reste radicalement rejetée par les pouvoirs serbes. Leur position de force dans cette question est liée à l'imbrication des questions albanaises au Kosovo et en Macédoine : si le Kosovo est indépendant, les Albanais de Macédoine voudront le rejoindre, entraînant l'éclatement de la Macédoine. Est-ce le meilleur contenu à proposer dans le cadre du droit d'autodétermination des Kosovars

Une République du Kosovo et une Confédération d'États balkaniques

Les approches classiques du droit d'autodétermination ne règlent ni la situation spécifique de minorités qui aspirent à un statut de peuple, ni la solution la meilleure que cette revendication doit trouver : en Croatie, il fallait certainement s'opposer à une logique séparatiste des Serbes de la Krajina, qui les amenait à un nettoyage ethnique des territoires mélangés où ils vivaient. Une autonomie (personnelle et partiellement territoriale) dans un État croate multinational était la logique la meilleure à défendre — radicalement rejetée par le pouvoir croate. Une logique similaire peut être défendue en Macédoine contre "l'unitarisme" dominant. En Bosnie-Herzégovine, il fallait rechercher des formes de représentation des peuples et communautés qui ne s'appuient pas sur une territorialisation ethnique : sinon les nettoyages ethniques étaient inévitables. La territorialisation de l'autonomie, quand les populations sont peu mélangées peut avoir un sens d'autogestion locale. C'est pourquoi elle a beaucoup plus de sens au Kosovo qu'en Bosnie. Bref, il n'y a pas de réponse universelle à la défense (universelle) des droits des peuples.

Au Kosovo, il faut en tout cas reconnaître, quelle qu'en soit la forme, le droit d'auto-gouvernement de la majorité albanaise locale tout en protégeant les droits des Serbes qui doivent pouvoir continuer à y vivre sans y imposer leur domination. La stabilisation et la confiance en ces droits respectifs imposent des liens très ouverts avec les États voisins des Balkans. Ceci est possible tant avec l'Albanie qu'avec la Macédoine, même si le Kosovo reste une des entités de base de la Fédération yougoslave.

Il n'y a guère d'alternatives (et l'on ne peut donner des droits aux uns que l'on refuse aux autres) : soit l'on va vers des États ethniquement purs, et notamment vers une Grande Albanie (mais la Macédoine alors éclatera et l'on ne voit pas pourquoi la Bosnie-Herzégovine n'éclaterait pas elle aussi, élargissant la Serbie et la Croatie, avec un État musulman croupion et menacé en permanence) ; soit l'on va vers des États multinationaux indépendants et des liens entre eux à l'échelle balkanique.

1. Cf. *AIM*, Pristina, 6 septembre 1996, Violeta Orosi
2. Cf. *AIM*, Pristina, juillet 1996, articles de Shkelzen Maliqi et Besim Abazi.

Il est manifestement erroné de croire que les intérêts capitalistes s'opposent à cette deuxième variante de confédération balkanique que le mouvement ouvrier a été le premier, historiquement, à défendre. Une telle logique est en effet davantage porteuse de paix que la première variante, elle coûtera moins en forces d'intervention militaires, et elle sera plus favorable aux investissements. C'est pourquoi les États-Unis notamment la défendent.

Quel jeu des grandes puissances ?

Ce qui est vrai, par contre, c'est que la logique libérale capitaliste est incapable de stabiliser de façon cohérente cette variante de confédération balkanique (de même qu'elle aura du mal à stabiliser la construction de l'Union européenne) : parce que la logique marchande creuse les écarts de développement et les antagonismes régionaux, d'une part ; et d'autre part parce qu'il n'y a pas de réponse cohérente des diverses bourgeoisies aux droits des peuples. L'Allemagne, la France, l'Espagne ou le Royaume-Uni, la Belgique ou la Grèce, les États-Unis ou le Danemark recouvrent autant d'histoires différentes que d'États-nations sur des bases diverses.

En tous les cas, il serait aberrant de soutenir que seule une option indépendantiste est juste parce que... les gouvernements occidentaux s'y opposent.

On ne choisit pas une option (indépendance ou pas) en fonction de l'opinion des gouvernements occidentaux (lesquels, d'ailleurs, puisqu'ils ne pensent pas tous pareils). A un moment donné aurait-il fallu être pour l'éclatement de la Yougoslavie parce que la plupart des gouvernements étaient contre ? Ou contre l'indépendance croate parce que l'Allemagne la soutenait ? Tout ceci est naïf : les investissements capitalistes ont besoin d'États stables pour être protégés. Peu importe pour le capital qu'il s'agisse de grands ou de petits États, d'États multinationaux ou d'une seule communauté. L'Allemagne et le Vatican ont systématiquement encouragé puis soutenu l'autodétermination des Slovènes et des Croates, même si l'un et l'autre pouvoir a depuis pris ses distances avec le pouvoir croate. Les États-Unis (et le F.M.I.) ont d'abord préféré avoir à traiter des questions de la dette avec un État yougoslave plutôt qu'avec une multitude d'États au pouvoir incertain. Par crainte d'une logique incontrôlable, il en fut de même des États européens, en dehors de l'Allemagne. Puis, ils ont accepté (voir soutenu) l'éclatement de la Yougoslavie — en acceptant une logique d'autodétermination et donc d'États souverains sur la base des anciennes républiques yougoslaves.

Ils ne veulent pas aller plus loin, car le point commun de tous les gouvernements occidentaux quels qu'aient été leurs "alliés" préférés, quelle que soit leur "zone d'influence" et l'évolution de leurs positions, c'est d'essayer, par les moyens de la *real-politik* et de l'OTAN d'éviter une guerre balkanique. Il veulent, de ce point de vue, éviter tout engrenage qui pourrait encourager l'éclatement de la Bosnie-Herzégovine et celui de la Macédoine. C'est dans cette optique que toute reconnaissance d'un droit de sécession du Kosovo est radicalement rejeté.

C'est sur cet arrière-fond que vont s'ouvrir les négociations sur le Kosovo, avec des variantes. Du côté français, le point de départ est de ne pas modifier les frontières de la Serbie, tout en revendiquant un retour à une "large autonomie" du Kosovo. Pour les États-Unis, ce sont les frontières de la Fédération yougoslave (Serbie et Monténégro) qui seront protégées contre tout projet d'indépendance —

avec le soutien à une revendication de république du Kosovo qui placerait les Albanais en position d'égalité avec la Serbie et le Monténégro et éviterait le retour peu crédible à la case départ (l'ancienne autonomie d'une province serbe). Et il est certain que cette position rencontrera plus d'hostilité côté serbe (indépendamment des points de vue nationalistes serbes, Milosevic accepterait-il de se confronter à une nouvelle république qui contesterait son pouvoir, comme le fait de plus en plus le Monténégro ?) et plus de soutiens côté albanais, mais beaucoup de scepticisme.

C'est aux intéressés (pas aux grandes puissances) de trouver les réponses et les compromis qu'ils jugent acceptables — c'est-à-dire permettant à leur peuple de vivre mieux et en paix, tout en le rapprochant de ses objectifs ultimes.

La tendance de toute solution partielle de la question albanaise sera d'aller vers la réunion du peuple albanais parce que c'est manifestement son aspiration — et il faut la reconnaître, comme il faut la reconnaître pour tous les autres peuples éclatés des Balkans. La résistance armée pour imposer l'indépendance, quelle que soit sa légitimité et la solidarité que l'on doit porter aux victimes de la répression serbe, ne paraît ni la seule issue, ni la meilleure. Elle serait sans doute un désastre pour le peuple albanais lui-même. Et c'est la raison pour laquelle il est peu probable que la majorité des Albanais la choisissent. Les solutions de compromis — l'autonomie retrouvée ou une république dans le cadre de la R.F.Y. — ne préserveront la paix que si elles sont réellement discutées et acceptées par les intéressés en mettant fin aux brutalités policières, et si elles vont dans le sens des aspirations profondes des populations : donc si elles sont conçues et articulées le plus vite possible sur le "bon espace" pour résoudre réellement la question albanaise et la question serbe : l'espace balkanique.

Malheureusement l'obstacle premier dans cette direction, ce sont les gouvernements réactionnaires qui dominent les États actuels dans cet espace — et l'absence d'opposition démocratique capable de proposer une alternative progressiste sur les questions sociales et nationales. Mais c'est avec les sociétés civiles (pas l'OTAN et les gouvernements occidentaux) que cet avenir-là se construira. Toute avancée vers plus de démocratie et de possibilité pour chaque peuple de prendre en main son avenir devra être soutenue, dans cette optique. ■

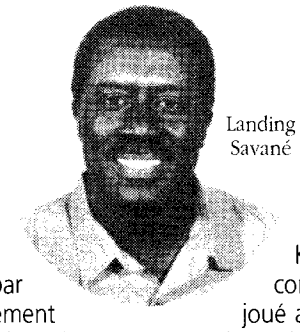
And Jef-PADS prépare les législatives

C'est devant plus de 2000 personnes que le Parti africain pour la démocratie et le socialisme (1) a ouvert dans la plus grande salle de Dakar les travaux de son second congrès le 14 février 1998. Dans une ambiance de fête — les chants et les danses alternaient avec les discours — le PADS a précisé son orientation en vue des élections législatives du 24 mai prochain.

Après une percée électorale remarquée aux municipales de 1996 (environ 9% de voix en moyenne et 500 élus), le PADS se donne pour objectif le renversement du régime corrompu et discrédité de Abdou Diouf (2). Son mot d'ordre central, scandé a intervalles réguliers par les congressistes et repris comme nom par le nouveau journal bimensuel que le PADS vient de commencer à publier, est "Foly" (ce qui peut se traduire par : "Dehors pour le changement", adressé au régime de Diouf). Le programme adoptée par le congrès, anticapitaliste et anti-impérialiste, décline les mesures d'urgence pour sortir le pays de la misère.

Aus élections législatives le PADS espère progresser et pouvoir constituer un groupe parlementaire (14 députés, soit environs 20% des voix). Cela implique en premier lieu d'affronter la fraude électorale systématique organisée par le PS de Diouf. Le congrès a décidé pour ce faire d'assurer la présence de deux militants du PADS dans chacun des 8 200 bureaux de votes et la mise en place de groupes d'autodéfense d'une dizaine de militants dans les 1 200 circonscriptions électorales, capables d'intervenir si nécessaire pour aider les scrutateurs. Par ailleurs le congrès a décidé d'œuvrer à la constitution de "comités populaires de contrôle des élections".

Ce second congrès, qui a fait la "une" de la presse écrite, n'a eu droit qu'à... une minute d'images sans le son à la télévision, tenue par Diouf. Dans un pays majoritairement analphabète (70% de la population), on mesure l'importance d'une telle discrimination. On mesure aussi la crainte du pouvoir devant la popularité du principal dirigeant du PADS, Landing Savané, qui pourrait fort bien mettre en danger Abdou Diouf lors de l'élection présidentielle prévue pour l'année 2002. Le parti tente de contrecarrer le bourrage de crâne télévisuel par sa présence militante. Avec près de 70 000 adhérents, il multiplie les réunions à la base et les débats oraux. Son congrès d'ailleurs témoignait de cette culture : le programme du parti a été lu à la tribune pour permettre aux délégués analphabètes d'en prendre connaissance et d'en débattre.


Landing Savané

Le PADS entre ainsi dans la seconde phase de son existence. Ayant conquis un grand courant de sympathie dans le pays, il doit aujourd'hui l'organiser : ainsi s'explique la fondation en décembre 1997 du mouvement de jeunes du PADS, celle du mouvement de femmes du PADS lors de la conférence tenue à la veille du congrès en présence de 500 déléguées (qui se fixent pour but d'obtenir la parité dans les directions). A la fois parti d'avant-garde et parti de masse, le PADS doit trouver un mode de fonctionnement, de formation et d'expression approprié. Dans ses débats internes, il a pour habitude d'éviter les polarisations et de n'adopter que les positions ayant reçu l'accord de toutes ses composantes. Il en a été ainsi par exemple de la vieille proposition de certains d'adhérer à l'Internationale socialiste ("pour avoir plus de soutiens dans le monde"), que le congrès a renvoyé à un avenir indéfini. Parfois cependant on n'évite pas de trancher les divergences : ce fut le cas avec la proposition de modifier la structure de la direction du parti, en le dotant d'une fonction de président en plus de celle de secrétaire général. Après débat, le congrès a rejeté cette proposition lors d'un vote.

Le représentant de la IVe Internationale, Alain Krivine, a été ovationné au congrès. Cela témoigne du rôle joué au sein du PADS par les militants issus de l'OST, peu nombreux, mais très reconnus pour leur rôle dans la construction loyale du parti à tous les niveaux. Amadou Guiro, conseiller de Dakar, principal dirigeant de l'OST, a été élu au bureau politique en tant que secrétaire chargé de la vie politique.

Le PADS fait face aujourd'hui à un véritable défi : il est perçu par des franges grandissantes de la population comme l'incarnation d'une alternative politique au régime néocolonial de Diouf. Mais il est à l'image de la population qui place ses espoirs en lui : pauvre et démuni de moyens. Pour être capable d'affronter la puissance de l'Etat-Diouf dans les élections, il a besoin de solidarité internationale. ■

Un fonds pour la diffusion d'*Inprecor* au Sénégal

Les militants du PADS apprécient *Inprecor* et souhaiteraient pouvoir le diffuser plus largement. Seulement l'écart entre nos coûts de fabrication et d'envoi d'une part et les ressources de nos lecteurs sénégalais d'autre part, constitue une barrière à la diffusion d'*Inprecor* au Sénégal.

Pour résoudre cette difficulté, nous avons décidé de constituer un fonds pour la diffusion d'*Inprecor* au Sénégal. Vous pouvez y contribuer en nous faisant parvenir vos dons à la PECI, B.P. 85, 75522 Paris Cedex 11, France, par virement postal ou par chèque à l'ordre de la PECI. N'oubliez pas de mentionner *"fonds Sénégal"* !

1. And Jef-PADS est issu de la fusion de trois organisations d'extrême gauche en 1991 : And Jef (*Agir Ensemble*, d'origine maoïste, fondée en 1974 dans la clandestinité); l'Organisation socialiste des travailleurs (OST, section sénégalaise de la IVe Internationale) et l'Union démocratique populaire (UDP, maoïste).

2. Abdou Diouf a succédé en 1981 à Léopold Sédar Senghor à la présidence du Sénégal, après avoir occupé depuis 1970 le poste de Premier ministre. Son parti, le Parti socialiste, constitue un des pilliers de l'Internationale socialiste en Afrique.

Déclaration du congrès du PST

Le Parti socialiste des travailleurs (PST) a réuni plus de 600 délégués provenant de 35 willayas (départements) lors de son congrès extraordinaire le 5 mars 1998 à Alger. Parmi les invités présents qui ont salué le congrès on remarquait une délégation du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), celle de l'Association pour l'émancipation des femmes (AEF) et celle de la Fédération nationale des travailleurs retraités de l'UGTA. Outre la présence d'un représentant de la LCR de France, le congrès a reçu des messages de solidarité d'organisations européennes et américaines.

La tenue de ce congrès a été imposée au PST par une nouvelle loi sur les partis politiques, qui exige qu'ils fassent preuve d'au moins 100 adhérents dans au moins 25 willayas sur les 48 que compte l'Algérie, pour prétendre à une existence légale. Le PST a dû présenter à cette occasion au contrôle administratif la preuve de plus de 4000 adhésions de soutien qu'il a recueillies dans 44 willayas. Pour une organisation petite dont le financement dépend entièrement de ses militants et sympathisants, alors que la situation dans le pays est marquée par une paupérisation croissante, répondre à ces exigences administratives représentait un véritable défi. Nous publions ci dessous la déclaration politique adoptée par ce congrès.

Une loi scélérate soumet l'activité politique au bon vouloir de l'administration. Elle oblige le PST à tenir un congrès pour prouver son existence. C'est là un exemple éloquent du cours antidémocratique dans lequel le pays est engagé, aussi éloquent que la fraude électorale et le matraquage des manifestations de protestation.

Le verrouillage du paysage politique et les agressions contre les libertés ne sont cependant qu'un aspect d'un contexte tout de misère, de mort et de répression. Un contexte qui pénalise l'expression démocratique et contrarie les tentatives d'opposition au suicide libéral et à sa logique autoritaire.

Les groupes armés intégristes continuent à prendre les plus humbles pour cible dans les villages isolés et à semer la panique des colis piégés dans les grandes villes. La force de la répression s'est avérée, elle, ne protéger efficacement que les nantis, que les locataires du Club des Pins et autres résidences d'État. Elle a souvent raté le rendez-vous avec la détresse des masses rurales rackettées, assassinées et violentées par un islamisme armé qui a atteint les sommets d'inhumanité et ne peut prétendre à représenter ne serait-ce qu'une infime minorité des Algériens. Le Premier ministre M. Ouyahia a beau expliquer les chiffres de la complexité technique des questions de sécurité, il ne pourra pas masquer la responsabilité du pouvoir dans la situation actuelle et, plus que tout, dans la protection des populations contre les bandes d'égorgeurs.

Le PST réitère, à l'occasion de ce congrès, sa ferme dénonciation des crimes intégristes et exprime à leurs victimes toute sa solidarité et tout son soutien. Il ne doute pas de l'identité des assassins d'enfants, des sinistres héritiers de toute l'histoire de la barbarie. Mais il ne peut non plus oublier de rappeler son attachement au droit de tout Algérien, de toute Algérienne, quelles que soient ses opinions politiques, au respect de sa dignité et de son intégrité physique. Aujourd'hui comme demain, il dénoncera les enlèvements, les exécutions sommaires et la pratique de la torture comme des atteintes impardonnables aux droits de l'homme.

Le PST n'hésite pas à faire sien le désir des peuples du monde de savoir la vérité sur la situation en Algérie, une vérité prisonnière des partis pris des médias et des politiciens. Mais il refuse de s'associer aux propagandistes des commissions d'"enquêtes internationales". Il dénie à Clinton, à une ONU aux ordres de la Maison Blanche et à tous les "gendarmes du monde" qui affament les enfants irakiens et assiègent Cuba le droit de s'ériger en conscience de l'humanité. Il ne participe pas non plus aux campagnes d'un pouvoir qui fait semblant de rejeter l'ingérence étrangère après qu'il en a fait son lit en autorisant le F.M.I. à gérer nos ressources financières et à alterner à notre endroit satisfecit et avertissements. Il estime qu'un régime qui promet l'Algérie au destin de zone franche du capitalisme mondial ne peut sincèrement invoquer le principe de souveraineté nationale.

Pour les libertés les plus larges

Le PST constate toutefois que la mort qui rôde et l'angoisse de lendemains plus sanglants n'a pas nivelé le malheur des Algériens. A la terreur et à la misère des uns, de la majorité laborieuse, continue de s'opposer l'enrichissement scandaleux de la minorité possédante. Car il y a bien des Algériens pour qui la moisson macabre de la guerre demeure une abstraction ou une aubaine, pour qui l'ar-

Erratum

Une erreur de la rédaction nous a conduit à présenter dans le n° 412 d'*Inprecor* le PST d'Algérie comme la *«section algérienne de la Quatrième internationale»*, ce qui est inexact. La direction du PST oppose un *«démenti formel»* à l'encontre d'une telle présentation, précisant qu'*«une législation réactionnaire a contraint le PST à se refuser à toute appartenance ou affiliation internationale»*.

gent n'a jamais d'odeur et surtout pas celle de la tragédie des plus démunis. Il y a bien une Algérie des milliardaires et des importateurs, avec ses protecteurs du sérail et ses serviteurs au nom de la rationalité économique et de la fatalité du F.M.I..

Pour le PST, la seule solution au drame actuel s'appelle justice sociale, démocratie et respect des libertés individuelles et collectives. La seule issue est dans la défense des acquis démocratiques que les textes et les pratiques ont réduit à la portion congrue, dans la défense du droit des travailleurs et des masses populaires au bien-être et à la dignité. Peut-on freiner l'engrenage de la guerre par la seule multiplication des brigades de gendarmerie quand la majorité du peuple est humiliée, trompée et écartée de toute décision sur son avenir sous prétexte de l'inéluctabilité de l'économie du marché ? Peut-on arrêter l'enrôlement des jeunes dans les groupes armés intégristes, quand on leur offre, pour tout avenir, le chômage et la mal-vie ?

Mais cette solution est aussi un combat. Car, pour l'imposer, il faudra faire échec au hold-up sur les acquis d'Octobre 1988, à la confiscation de nos libertés.

Le PST se fait un honneur de n'avoir jamais déserté le terrain de la lutte démocratique au plus fort de l'adversité. Il s'est engagé sur tous les fronts où il était question de repousser les assauts de l'autoritarisme, que ce fût pour dénoncer le scandale du bourrage des urnes ou pour faire avancer les combats des femmes et des masses berbérophones, le combat pour la laïcité, pour la liberté de conscience, contre le diktat religieux intégriste, le combat pour le respect des droits de l'homme. Il n'abandonnera pas ce terrain. Mais il fera toujours valoir sa conception globale de la démocratie, une conception qui ne sacrifie pas les luttes féminines et les droits culturels sur l'autel des urgences politiciennes. "Ni État islamique ni matraque policière" reste sa devise plus que jamais valable maintenant que les soutiens du régime reviennent de leurs illusions et que les Algériens vérifient dans leur chair la réalité du paradis islamiste.

Les droits sociaux, encore un combat !

Reste que l'identité du PST ne se résume pas à la plus large démocratie, que la démocratie sans justice sociale n'est qu'une vue de l'esprit.

La guerre n'a pas arrêté le libéralisme. Elle lui a même fourni l'occasion d'un forcing anti-populaire auquel l'UGTA, de compromission en compromission, ne répond que par des menaces jamais suivies d'effets. Des dizaines de milliers de travailleurs licenciés, des centaines d'entreprises publiques fermées et une escalade vertigineuse du chômage devant laquelle 14 000 emplois qui font la fierté du gouvernement, ressemblent à une mauvaise blague.

Ce décor désastreux ne s'accompagne d'aucune relance économique. Les taux de croissance des deux dernières années sont moins le fait de l'habileté du gouvernement que des aléas de la pluviométrie et du marché pétrolier. Celui de l'année en cours risque, selon tous les pronostics, d'être plus fidèle à la réalité, c'est-à-dire à la panne de l'industrie et à la fragilité de l'agriculture. Et que propose-t-on aux travailleurs ? Rien, sinon plus de patience et plus de sacrifices.

Jusqu'à quand la majorité des Algériens se laissera-t-elle donc affamer, licencier, humilier, sans réagir ? Jusqu'à quand se résignera-t-elle à accepter une direction de l'UGTA fidèle au secours du pouvoir, empressée à engloutir la colère des salariés dans le rituel des journées de protestation à l'approche des tripartites ?

Les travailleurs ont aujourd'hui besoin d'un vrai grand syndicat, d'une organisation qui assume ses engagements statutaires de préservation de l'emploi et de l'outil économique public. L'UGTA "officielle" ne l'est pas. A tous les syndicalistes authentiques et aux sections syndicales combatives, à tous les militants honnêtes, de la transformer en instrument de lutte au service de ses adhérents, de se battre pour l'empêcher de rester un fond de commerce au service d'une politique antisociale. Charge à nous de nous battre pour une UGTA réellement indépendante, démocratique et combative. Cette bataille est celle de tous les jours, de la lutte pour les libertés syndicales au combat contre les licenciements et les dissolutions d'entreprises, contre le libéralisme.

Partout dans le monde, le libéralisme est à l'épreuve de ses limites : crashs boursiers, chômage massif et misère endémique. La résistance à son diktat, à sa prétendue validité universelle, est aujourd'hui l'affaire de tous les opprimés : travailleurs, chômeurs et petits agriculteurs. Elle est l'affaire de tous ceux qui estiment qu'une autre politique est possible.

Car une autre politique est possible. Pourvu qu'on ne reste pas prisonnier de la logique libérale.

Une autre politique est possible qui redéfinisse radicalement les priorités nationales vers la satisfaction des besoins de la majorité et n'hésite pas à puiser l'argent nécessaire au développement du pays et à l'amélioration de la rentabilité des entreprises là où il se trouve, dans les grosses fortunes qui échappent au fisc et collectionnent les exonérations d'impôts sans créer d'emplois. Une autre politique est possible qui combatte le chômage par la réduction du temps de travail, garantisse aux travailleurs et aux retraités des revenus décents calculés sur le coût de la vie et ne fasse plus des services publics (santé, éducation...) la première victime de l'austérité budgétaire. Une politique qui serve de relais vers une société durablement plus juste, plus démocratique.

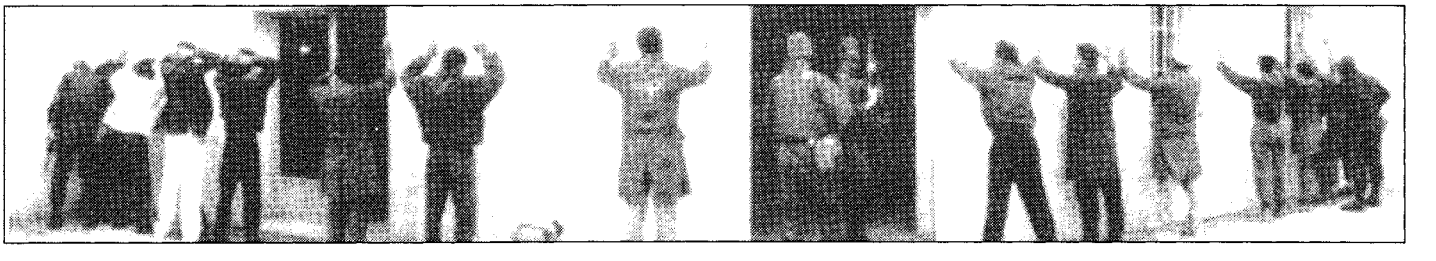
Pour une convergence politique anti-libérale !

Le PST a toujours préféré aux salons la lutte parmi les masses. Six années de guerre n'ont pas eu raison de son existence. Il a été de toutes les batailles contre les licenciements et le démantèlement du secteur public, contre la sélection à l'université et l'oppression des femmes et des masses berbérophones, pour un rassemblement de résistance sociale et démocratique. Il continuera à se construire malgré l'adversité en accompagnant les combats des travailleurs et des opprimés.

La convergence démocratique nécessaire pour défendre les maigres libertés acquises et les étendre ne peut que se heurter à la politique libérale qui a besoin d'imposer sa main de fer pour empêcher les protestations des victimes du programme de paupérisation généralisée.

L'aboutissement des revendications populaires est de la responsabilité de tous ceux qui refusent la fatalité du libéralisme, le chômage et la dépendance économique, le totalitarisme islamiste comme l'autoritarisme libéral. Le PST reste ouvert à toute les possibilités d'union durable ou ponctuelle, à toutes les propositions d'unité contre le parti de la bourgeoisie.

Les travailleurs et les démunis en général ont besoin d'un grand parti socialiste qui porte leur voix contre les partis des milliardaires, qu'ils soient islamistes ou "modernistes". Notre parti sera toujours disponible pour participer à sa construction et espère que ses convictions unitaires seront partagées des militants de gauche et de tous les syndicalistes combatifs. Il continuera, en attendant que se réalise cette unité à laquelle il souscrit, de faire de ses sections le point de convergence de toutes les batailles contre l'arbitraire. ■



Déclaration politique
de la première assemblée nationale du Front zapatiste de libération nationale

Nous avons reçu, du Front zapatiste de libération nationale dont la première assemblée nationale vient de se réunir, la lettre ci-dessous.
La situation au Chiapas ne cesse de s'aggraver depuis le massacre d'Actéal, et la pression de l'armée gouvernementale s'amplifie sur les communautés indigènes. Une commission internationale d'enquête indépendante s'est rendue sur place il y a quelques semaines, où elle a pu rencontrer la quasi totalité des acteurs du conflit (1). Ses conclusions sont plus qu'alarmantes et ne laissent aucun doute sur les objectifs du pouvoir et de la «guerre de basse intensité» qu'il impose aux communautés indigènes derrière l'écran de fumée entretenu par le président Zedillo et sa prétendue proposition de loi indigène.

Lettre de la Commission internationale du FZLN

Mexico, le 18 mars 1998
«Camarades,
Le 15 mars dernier, le FZLN a clos la session de sa première assemblée nationale de délégués, au cours de laquelle ont été discutés systématiquement pour la première fois, entre autres, les orientations, les objectifs, les choix de relations et d'alliances , les tâches et les formes d'organisation de son travail international.
Entre autres résolutions, l'assemblée a approuvé la formation de la commission internationale du FZLN, mandatée pour assurer les relations internationales qu'établira notre organisation.
C'est dans le cadre de ce mandat que nous vous adressons ce message, en espérant entretenir une relation fructueuse et durable entre nos deux organisations. Nous vous adressons également la déclaration politique adoptée par l'assemblée à propos de la situation au Chiapas.
Un gran abrazo.
Ulises, Maria, Fernanda, Marcos, Gerardo, Carmen et Jaime

En prenant l'initiative de présenter la prétendue loi indigène, Ernesto Zedillo adresse un message clair à tous les Mexicains : la recherche d'une paix juste est digne n'intéresse aucunement le gouvernement fédéral et il lui tourne de plus en plus clairement le dos.

Parjure de ses engagements, il viole les accords de San Andres : le gouvernement mexicain déclare non seulement la guerre, à nouveau, aux indigènes du Mexique, mais au pays tout entier.

Les accords de San Andres représentent beaucoup plus qu'une simple négociation entre l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) et le gouvernement fédéral. Beaucoup plus, même, que la simple reconnaissance de l'effort des peuples indigènes et de larges secteurs de la société, civile et politique pour construire une paix juste et digne. Les accords de San Andres offrent la possibilité de résoudre les graves problèmes politiques et sociaux auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, par la voie du dialogue et de la concertation. La victoire de la raison sur la force brute.

Les accords de San Andres représentent une nouvelle relation entre les différentes forces politiques et sociales, pour parvenir à un consensus fondamental pour la Nation, et un nouveau cadre pour mener à bien ces négociations et le dialogue face au pouvoir d'État. La victoire du dialogue face à l'imposition.

Les accords de San Andres représentent la possibilité d'un pouvoir législatif réellement indépendant par rapport à l'exécutif, une nouvelle façon de légiférer où diverses organisations politiques et sociales, groupes et individus, participent activement et aux côtés des législateurs à l'élaboration des lois fondamentales pour assurer la convivialité entre Mexicains. La victoire de l'élaboration de consensus face au pouvoir dictatorial.

L'initiative de la prétendue loi indigène du gouvernement fédéral est, donc, un coup porté à la construction de la paix, à l'indépendance du pouvoir législatif et à la possibilité d'avancer non seulement dans la voie de la réforme de l'État, mais plus encore vers une véritable transition démocratique.

Face à cette situation, le Front zapatiste de libération nationale appelle toutes les organisations solidaires, les partis politiques qui n'abdiquent pas leur dignité et ne se vendent pas pour des intérêts mesquins au gouvernement de Zedillo, toutes les Mexicaines et tous les Mexicains à poursuivre leurs initiatives de paix pour s'opposer aux menées belliqueuses du gouvernement. Nous exigeons du Congrès qu'il repousse cette offensive contre son indépendance et qu'il défende le projet de loi élaboré par la Cocopa (2) dans le cadre des accords de San Andres. Occupons la rue et les places publiques dans tout le pays, utilisons toutes les possibilités de manifestation et d'expression civique et pacifique pour prouver au gouvernement et à tous ceux qui à ses côtés encouragent la guerre, tels le PAN et le PRI, que les zapatistes se comptent plus que par milliers, partout présents. Réunissons nous partout pour organiser des actions communes et nous prouverons ainsi la vanité des tentatives de nous diviser.

Aujourd'hui comme jamais, notre avenir en tant que Mexicains est lié à l'avenir de nos frères indigènes. Un Mexique où ils n'auraient pas leur place, c'est un Mexique où personne n'aurait sa place. Mobilisons nous, camarades, ne supportons plus ceux qui nous veulent à genoux. C'est notre lutte actuelle qui dira si nous méritons un avenir digne.

15 mars 1998.
Guadalajara, Jalisco, Mexico.

1. Pour toute information à ce sujet, on peut s'adresser au *Collectif Ya Basta Paris*, 22 rue Rosenwald, 75 015 Paris (tel/fax 01 46 56 24).
2. Commission de concorde et de pacification, composée de parlementaires, créé en mars 1995.

AMI : accord multilatéral sur les investissements

***Présenté comme rien moins que « la Constitution d'une économie mondiale unifiée »**, le projet de l'Accord multilatéral sur les investissements (AMI) n'a connu une certaine publicité que récemment, grâce à une fuite et au travail des Organisations non-gouvernementales (ONG).*

Cette fuite imprévue a quelque peu brouillé les plans des négociateurs et le président hollandais du groupe de négociations, Frans Engering, devait finalement recommander aux gouvernements de l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économique, qui regroupe les principaux pays capitalistes du globe) de ne pas signer le traité à la conférence de Paris des 27 et 28 avril 1998.
Mais le danger n'est pas pour autant écarté définitivement, le même Engering annonçant que le délais supplémentaire pour négocier devrait permettre de soumettre ce texte aux signataires au printemps 1999.

Sous l'angle des intérêts des entreprises multinationales qui dominent l'économie mondiale, le projet est absolument rationnel (si une telle expression peut être utilisée en se référant à une réalité mondiale qui secrète de plus en plus d'irrationalité dans tous les domaines). Dans le royaume du marché et du profit et à l'enseigne du néolibéralisme incontesté, il coule de source que la circulation du capital souverain ne doit pas être entravée sous quelque forme que ce soit et, du moins en ce qui le concerne, les frontières nationales ne doivent plus exister. Dans ce sens l'AMI apparaît comme l'aboutissement imparable de la nouvelle étape du capitalisme.

Toujours est-il que le problème est un peu plus compliqué. Tout d'abord, il faut trouver le moyen d'appliquer les normes envisagées par les experts de l'OCDE. Or il est difficile de demander de le faire à des états nationaux en perte de vitesse. Mais un état supranational n'existe pour l'instant nulle part et nous ne sommes pas à la veille d'une telle apparition.

En attendant, le capitalisme doit continuer à essayer de résoudre ses problèmes en ayant recours aux instruments dont il dispose, en l'occurrence à des états nationaux. Ces états et leurs couches dominantes elles-mêmes ont des intérêts contradictoires. Face à des difficultés croissantes, à la perspective éventuelle d'être les premières victimes d'une concurrence planétaire exacerbée, ils ne cesseront de se défendre par leurs propres lois et leurs propres normes, en trichant s'il le faut, et ils continueront, malgré tous les discours idéologiques, à s'adonner à des pratiques protectionnistes. En fait, nous savons bien à quel point de telles pratiques restent vivaces : les très vertueux membres de l'Union européenne sont les derniers à pouvoir donner des leçons en la matière. Ne parlons pas des États-Unis : est-ce qu'on peut supposer raisonnablement que les parlementaires de Washington, souvent tentés d'isolationnisme, soient désormais disposés à renoncer à des parcelles substantielles de la souveraineté nationale de leur pays ?

Il n'est reste pas moins que le projet de l'AMI témoigne des aspirations à soumettre le monde aux intérêts immédiats des multinationales et à ce titre il doit être combattu par le mouvement ouvrier international.

Tapis pour les «nouveaux

Par
Denis Horman*

Depuis le mois de mai 1995, l'Accord multilatéral sur les investissements, l'AMI, se négocie dans le plus grand secret au sein de l'OCDE, l'organisation pour la Coopération et le Développement Économique, qui regroupe les 29 nations les plus riches du monde.

Les parlementaires et a fortiori les populations des pays concernés ont étés tenus dans l'ignorance des tractations, alors que le texte est pratiquement bouclé et que les gouvernements de l'OCDE s'apprêtent à le signer.

En France, le président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, M. Jack Lang, pourtant directement concerné, déclarait en décembre dernier : *«Nous ignorons qui négocie quoi au nom de qui»*. (1) Aux États-Unis, les négociateurs ont gardé le plus grand secret jusqu'au jour où une coalition de mouvements de citoyens a pu mettre la main sur une copie (2).

En France encore, début décembre 1997, l'Observatoire de la Mondialisation lançait un cri d'alarme, lors d'un colloque organisé à l'Assemblée nationale. En Belgique, un large regroupement d'ONG et organisations syndicales dans le cadre de "Un monde à retravailler", a adressé au premier Ministre et aux parlementaires une lettre demandant un débat préalable à toute décision concernant l'AMI, et invitant la Belgique à refuser de signer l'accord sous sa forme actuelle.

En février dernier, Genève accueillait la première conférence de l'Action mondiale des peuples contre l'OMC et le "libre" échange (AMP). Venus d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et d'Europe, plusieurs centaines de délégué(e)s ont lancé les bases d'une coordination mondiale de résistance contre l'OMC et l'AMI.

C'est que l'AMI scelle dans un traité les droits imprescriptibles des plus forts, les sociétés transnationales. Il leur taille un costume sur mesure au-delà des souverainetés nationales. Il libère l'investissement privé — les sociétés transnationales contrôlent plus de 70% de ceux-ci — de toute entrave, de toute condition, de toute protection sociale fixées par une autorité publique.

Il complète les accords de l'OMC, l'organisation mondiale du commerce, et coule dans le bronze des pratiques qui ne sont pas encore tout à fait réglementées. Il constitue un nouvel assaut néolibéral contre la souveraineté des États. Il est une formidable pompe à aspirer vers le bas les normes sociale et environnementales, en matière d'emploi et de conditions de travail.

«Nous écrivons la constitution d'une économie mondiale unifiée», souligne le directeur général de l'OMC, M. Renato Ruggiero. L'AMI est le nouveau manifeste du capitalisme mondial.

Le secrétariat de l'OMC dispose d'un observateur permanent auprès du groupe des négociateurs de l'OCDE. Lorsqu'il sera achevé, l'AMI sera ouvert à la signature de tous les pays membres de l'OMC. Il ouvrira plus largement encore la porte à la régression sociale pour les populations, ici et a fortiori pour celles des pays dits en développement.

Démission politique

Les gouvernements sont déjà sous la coupe des firmes transnationales. Ils ne s'en cachent même plus. Ils avouent ne plus avoir le pouvoir de les contrôler. Dans bien des circonstances, ils sont même devenus leur porte-parole.

C'est l'histoire de Clinton interviewé dans un avion. Il lisait le livre de John Cavanna "Global dreams". Interrogé par le journaliste sur son appréciation, il déclara: *«Excellent, fantastique, j'adhère à cette analyse, ce sont les transnationales qui mènent le monde. — Mais alors qu'allez-vous faire? — Je ne peux rien faire, je ne suis que le président»*.

Le 3 février 1996, à Davos, devant un parterre de 2000 personnes, chefs d'entreprises, experts, ministres, politiciens, participant au "World economic forum", M.Titmeyer, président de la banque fédérale d'Allemagne, a déclaré : *«Vous, les dirigeants politiques, vous devez savoir que vous êtes désormais sous contrôle des marchés financiers»*. Aucun des ministres présents dans la salle n'a bronché.

Fin de l'année 1994, lors de la ratification des accords du GATT et de la constitution de l'OMC par les pays signataires, il n'y eu quasi aucun débat parlementaire, à peine quelques commentaires dans les médias. Et pourtant ce vote impliquait, pour les autres pays qui ont ratifié l'accord, la renonciation à leur législation nationale en matière de commerce.

L'OMC entend désormais régenter les règles de la concurrence, l'accès aux marchés publics et les lois sur les investissements. Et cela, au seul profit des sociétés transnationales. Ainsi en va-t-il déjà des règles de concurrence. L'objectif à atteindre n'est pas dissimulé : il s'agit de démanteler, lorsqu'ils existent encore, les monopoles nationaux constitués en vertu d'une décision politique. C'est par exemple le cas pour les télécommunications, dont la libéralisation a été décidée dans le cadre de l'OMC en février 1997. Le but des règles de concurrence devient

---

* Denis Horman, journaliste, est notamment auteur de *"Une clause sociale pour l'emploi et les droits fondamentaux ?"*, éd. Luc Pire/CETIM, Bruxelles 1996.

1. Lori M. Wallach, *"Le nouveau manifeste du capitalisme mondial"*, *Le Monde Diplomatique*, février 1998.
2. *Le Monde Diplomatique* publie sur son site internet la version de l'AMI en français à l'adresse: www.monde-diplomatique.fr/md/dossiers/ami/

rouge
maîtres du monde»

le suivant : casser les monopoles nationaux afin que les transnationales puissent se partager le monde.

L'OMC au service des plus forts : la guerre de la banane

L'OMC a condamné l'Union européenne pour son système préférentiel d'importation de bananes des pays africains, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Par la Convention de Lomé, l'UE assurait aux pays ACP la réduction des taxes à l'importation des bananes. Pour répondre au mécontentement des pays de l'Amérique latine, exclus de ce régime préférentiel, l'UE avait conclu avec certains pays sud-américains exportateurs de bananes "dollars", un accord leur conférant des avantages, moindres cependant que ceux concédés aux pays ACP. Pour gérer ce régime, un système complexe de licences d'importation avait été mis sur pied. Celui-ci désavantageait les pays d'Amérique latine exclus de l'accord ainsi que les multinationales. Ainsi, Chiquita a pu convaincre les États-Unis (moyennant des fonds pour les élections présidentielles) d'ouvrir un contentieux contre l'UE via l'OMC. Jugement: l'OMC a condamné le système de licences. De ce fait, il devient problématique de trouver d'autres possibilités susceptibles de satisfaire la Convention de Lomé. Les petits pays exportateurs de bananes des Caraïbes peuvent difficilement diversifier leurs exportations. Une grande partie de leur population risque ainsi de perdre ses revenus.

Nous sommes entrés dans une phase historique où l'Organisation mondiale du commerce a dépouillé les pays d'une grande partie de leur souveraineté nationale sans que n'émerge une autorité politique transnationale ayant la volonté et les moyens de mettre les sociétés transnationales sous contrôle.

Aujourd'hui, avec l'AMI, nous sommes sur le point d'entrer dans une phase encore plus dangereuse : «au nom du primat absolu du commerce international, les pays ne pourront bientôt plus rien contrôler ni protéger. Ni l'agriculture, ni les ressources naturelles, ni les systèmes éducatifs, ni la santé, ni les médicaments ou la biodiversité. Pour le seul compte des transnationales de l'industrie et de la finance, l'OMC, adossée à l'OCDE, est en train de dépouiller les pays et les citoyens des attributs minimaux de la souveraineté.» (3)

Les STN ont le droit de régner...

Elles sont 200 à contrôler l'économie mondiale, à accaparer près de 30% des richesses de la planète. Leur chiffre d'affaire total est près de deux fois plus élevé que la somme des revenus des 4/5-èmes les plus pauvres de la planète.

Sur ces 200 premières sociétés transnationales (STN), 190 ont leur siège au Nord, au sein des pays de l'OCDE. Les dix premières accaparent à elles seules autant de profit annuel que les 190 suivantes.

Les STN contrôlent plus de 70% des investissements et du commerce mondial.

Si l'AMI est négocié au sein de l'OCDE, ce n'est pas un hasard : 477 des 500 premières STN y ont leur quartier général et les pays membres concentrent près de 80% des investissements directs à l'étranger (IDE). A peine 12 pays du Tiers-Monde se partagent le reste, en Asie du Sud-Est et en Amérique latine. Après les États-Unis, c'est la Chine qui est aujourd'hui le deuxième pays d'accueil des IDE.

L'AMI consacre la liberté totale des STN de s'implanter et d'investir là où elles veulent, le temps qu'elles veulent, pour produire ce qu'elles veulent, en s'approvisionnant et en vendant où elles veulent, en rapatriant leurs bénéfices comme elles le veulent et en ayant à supporter le moins de contraintes possibles en matière de droit du travail, de réglementations ou encore de conventions.

Les dispositions aussi diverses qu'étendues de l'AMI ont pour principe essentiel de libérer l'investissement privé de toute entrave et de toute protection sociale fixée par une autorité publique quelle qu'elle soit.

A cet effet, ont été inscrits dans les articles de l'AMI les droits suivants pour les STN :

— pouvoir acheter et devenir propriétaire de tout bâtiment et de toute unité de production dans tous les pays signataires de l'Accord sans aucune obligation d'entretien, de maintien de l'emploi ou du niveau d'activité ou même de présence dans le pays hôte;

— pouvoir s'approprier toute ressource naturelle commercialisable d'un pays signataire, et prétendre à toute concession, licence ou autorisation d'extraire du pétrole et d'exploiter les ressources forestières, minérales ou autres, sans obligation de les ménager ni de les utiliser dans l'intérêt du pays hôte;

— ne pas se voir appliquer des normes ou des exigences de création d'emplois, d'achat de marchandises sur le marché local/national, de réciprocité import-export, de transfert de technologie et de connaissance vers le pays hôte;

— pouvoir considérer comme illégale toute norme nationale concernant les droits de l'Homme, le droit du travail, la protection de l'environnement, concernant les biens importés et les produits dans d'autres régions ou nations.

Puissants et faibles sur le même ring

Que dirait-on si un manager de boxe alignait sur le ring un poids lourd et un poids plume ?

C'est pourtant ce que fait l'OMC, c'est ce que veut renforcer l'AMI.

En effet, plus question avec l'AMI de traitement préférentiel ! Les gouvernements ne pourront traiter différemment les investisseurs étrangers et nationaux.

Ainsi, les programmes de l'Union européenne en faveur de régions en retard de développement (via par exemple les fonds structurels) pourraient être remis

3. Martin Khor, *"L'OMC, fer de lance des transnationales"*, *Le Monde Diplomatique*, mai 1997. Martin Khor est directeur du Third Word Network, Malaisie.

en cause par l'AMI.

Ainsi, les investisseurs étrangers pourront réclamer les mêmes régimes fiscaux

L'AMI rétroactif

«Le présent accord s'applique aux investissements [réalisés avant]»— ou — «[existants lors] de son entrée en vigueur (...)» (IV-7)

et appuis financiers que les entreprises nationales en difficulté. Si l'accord est signé, les petites et moyennes entreprises (PME) par exemple devront affronter les géants qui dominent leurs secteurs d'activité, qu'il s'agisse de l'industrie alimentaire ou de l'audiovisuel, de l'hôtellerie ou de la construction.

Plus d'exception culturelle ou artistique ! L'AMI aurait non seulement pour effet de contourner les réglementations en matière audiovisuelle, mais aussi de définir l'artiste comme un investisseur et ses droits ou oeuvres comme un investissement.

Même risque pour les programmes de redistribution des terres dans des pays en développement ! Au Mexique, on est déjà en pleine application de l'AMI. Pour être admis dans l'ALENA (accord de libre échange entre les États-Unis, le Canada et le Mexique), le Mexique a dû supprimer les dispositions de sa constitution relatives à la réforme agraire. Cela afin que les investisseurs américains et canadiens puissent acheter la terre réservée aux nationaux. Le bilan des quatre premières années de d'application du traité est catastrophique : c'est la destruction massive de la petite paysannerie, tandis que les multinationales de l'agro-alimentaire ont mis la main sur d'immenses exploitations (4).

Si un pays réserve certains secteurs d'activité à des entreprises nationales et leur accorde des subventions pour leur permettre de démarrer, il devra accorder les mêmes privilèges à une entreprise étrangère. A la limite, plus de subsides spécifiques aux entreprises locales !

C'est, au nom de la clause de la nation la plus favorisée (déjà inscrite dans les réglementation de l'OMC), qu'est stipulée l'obligation d'un traitement égal entre tous les investisseurs étrangers. Avec l'AMI, plus question, pour les États, de pratiquer des discriminations à l'égard des investisseurs étrangers en fonction de l'attitude de leur gouvernement, par exemple en matière de droits de l'homme, de droit au travail ou d'autres critères.

L'AMI, le code du travail et les lois environnementales...

«Un grand nombre de délégations sont d'avis que toute référence à l'environnement dans le préambule doit se limiter à un paragraphe et être aussi brève que possible. La position d'un grand nombre de délégations est la même pour la référence au travail».

«Trois délégations continuent à s'opposer à ce qu'il soit fait référence au travail et à l'environnement dans le préambule».

(en notes de l'AMI, p.8 et p.9)

En d'autres termes l'AMI n'est pas l'ami des législations sociales et environnementales...

Tiens, que deviendrait dans ce cas la loi Helms-Burton? Cette législation américaine se concrétise par des mesures de boycott par les États-Unis à l'encontre d'entreprises qui auraient investi à Cuba. En cas d'aboutissement de l'AMI, l'existence de cette loi pourrait poser problème aux États-Unis. En bonne logique, elle devrait devenir caduque, puisque, en vertu du principe de non discrimination, le gouvernement américain ne pourrait réserver un traitement différent à une entreprise qui aurait investi à Cuba. Reste l'interprétation à donner au principe de l'exception pour cause de "sécurité nationale" !

Le droit ... des investisseurs

Un investisseur n'étant pas un citoyen ordinaire, l'AMI lui accorde des droits exorbitants. Tel celui de «choisir de soumettre le différend» qui l'opposerait à un État contractant l'AMI aux tribunaux de cet État ou à l'arbitrage international (V-D-2). Qui plus est les États contractants ne peuvent refuser l'arbitrage international. Et ils doivent notifier à l'avance s'ils refusent qu'une procédure nationale et une procédure internationale soient engagées simultanément contre eux pour le même "différend" par un investisseur (V-D-3) !

Le champ d'application de ce droit est quasiment illimité : il s'agit de tout «différend (...) relatif à une violation alléguée d'une obligation (...) qui occasionne une perte ou un préjudice à l'investisseur ou à son investissement» (V-D-1-a).

Musellement des États... et des mouvements sociaux

Ce sont les règles relatives aux "expropriations et indemnisations" qui différencient surtout l'AMI d'autres traités internationaux : aux STN tous les droits, aux gouvernements d'assumer toutes les obligations. Et cela peut aller très loin.

L'AMI interdit non seulement l'expropriation d'un investissement sans recours et indemnisation équitable, mais également *«la perte d'une opportunité de profit sur investissement serait un type de préjudice suffisant pour donner droit à indemnisation de l'investisseur»*.

Ainsi, les gouvernements auront l'obligation de garantir les investissements étrangers contre toutes sortes de perturbations qui pourraient diminuer leur rentabilité : mouvements de protestation, "troubles sociaux", grèves, boycottages, sans parler d'insurrection... Sans quoi, ils seront tenus à payer aux STN des indemnisations pour avoir permis ou toléré des restrictions aux possibilités de profit (toutefois il est précisé dans le projet que l'investisseur étranger recevra un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui accordé aux investisseurs locaux ou aux investisseurs de tout État tiers).

Contrairement à la règle en vigueur à l'OMC, un investisseur s'estimant lésé pourra saisir directement un tribunal *ad hoc* et exiger soit des compensations pour son manque à gagner, soit l'abrogation des législations nationales ou régionales contraignantes. En d'autres termes, une firme transnationale ne devra même plus passer par l'intermédiaire de son gouvernement pour la défense de ses intérêts. Grâce à un arsenal complexe d'arbitrage de conflits, elle sera directement en mesure de faire prévaloir ses intérêts.

Les règles relatives aux indemnisations et expropriations donnent en fait aux STN le droit de contester à peu près n'importe quelle action gouvernementale — des mesures fiscales aux dispositions en matiè-

4. Lori M. Wallach, ibid.

re d'environnement, de la législation du travail aux règles de protection du consommateur — comme autant de menaces potentielles sur les profits. Une manière d'encourager les gouvernements, sous couvert de l'AMI, à restreindre les libertés syndicales et sociales.

L'exemple de la société Ethyl

Cette entreprise américaine s'appuie sur l'accord de l'ALENA pour réclamer 251 millions de dollars au gouvernement canadien.

En avril 1997, Ottawa avait interdit un additif à l'essence appelé MMT, une neurotoxine suspecte qui endommage les dispositifs antipollution des automobiles. Ethyl, seul producteur, a intenté une action en justice contre le gouvernement canadien. Cette entreprise argue qu'une interdiction du MMT équivalait à une expropriation des avoirs de la compagnie au Canada. L'affaire va être jugée. Si Ethyl gagne, les contribuables canadiens devront verser les 251 millions de dollars à la firme privée.

On imagine qu'un tel mécanisme aura pour effet de paralyser toute action gouvernementale visant à protéger l'environnement, préserver les ressources naturelles, garantir la sécurité et l'équité des conditions de travail ou orienter les investissements au service de l'intérêt collectif (5).

Pour empêcher les gouvernements d'influer sur les décisions des grandes sociétés transnationales, l'Accord Multilatéral sur les Investissements prévoit un mécanisme de régulation des conflits tout à fait arbitraire. D'une part, les STN auraient le droit de faire comparaître les gouvernements, les autorités locales d'un pays hôte devant un "tribunal international" pour non respect des dispositions de l'Accord, avec à la clé des sanctions commerciales pour les États voulant jouer les fortes têtes. D'autre part, les gouvernements, les communautés ou les citoyens n'auraient, eux, aucun recours pour se défendre face aux dommages causés par les transnationales. Le projet d'Accord ne créant aucune obligation à la charge de l'investisseur, celui-ci ne risque pas de violer une obligation qui n'existe pas!

Négocié en secret uniquement par quelques fonctionnaires des États les plus riches au sein de l'OCDE, ce projet de traité vise essentiellement à ouvrir de nouveaux droits au profit de personnes privées et entraîne des abandons de souveraineté, non pas au profit d'organisations multiétatiques mais au profit d'organisations privées, c'est-à-dire les sociétés transnationales.

Innovation sans précédent, une fois les États entrés dans l'AMI, ils sont irrévocablement engagés pour vingt ans. Une disposition leur interdit en effet de manifester le désir de sortir du traité avant cinq ans. Après quoi, celui-ci reste applicable durant quinze années supplémentaires aux investissements existants à la date du retrait.

Destiné à être signé d'abord par les gouvernements des pays les plus riches au sein de l'OCDE, l'AMI sera ensuite "soumis" à la signature des pays en développement, une fois complètement verrouillé et sans qu'aucune modification puisse lui être apportée.

L'adoption d'un tel traité signifiera ceci : chaque mesure de "libéralisation des investissements" adoptée par un quelconque pays, à un quelconque moment, deviendrait définitive pour ce pays. Un vote démocratique d'un pays pour augmenter par exemple la protection sociale ou encore la lutte contre le chômage pourrait, au nom de l'AMI, être contesté, le traité interdisant tout retour en arrière sur une mesure de libéralisation.

L'AMI... craint les troubles sociaux

Les législations nationales étant parfois susceptibles de varier, l'AMI se préoccupe de la protection des capitaux investis (IV-2.1) :

«Une partie contractante ne peut exproprier ou nationaliser directement ou indirectement un investissement réalisé sur son territoire par un investisseur d'une autre partie contractante, ni prendre une ou plusieurs mesures d'effet équivalent (ci-après dénommées "expropriation"), sauf lorsque cette expropriation :

a) est effectuée pour des motifs d'intérêt public,

b) n'est pas discriminatoire,

c) respecte les garanties prévues par la loi, et

d) est accompagnée du prompt versement d'une indemnité adéquate et effective (...)».

Et pour que les choses soient claires, l'indemnité "adéquate" est garantie selon l'AMI «par une autorité judiciaire ou une autre autorité compétente et indépendante de cette partie contractante» (IV-2.6). Autrement dit, n'imaginez surtout pas qu'un quelconque tribunal populaire pourrait statuer sur l'indemnité. Et comme les rédacteurs de l'AMI continuent à nourrir les craintes quant à la pérennité de la légitimité de la propriété privée, ils envisagent qu'un «investisseur (...) qui a subi un préjudice concernant l'investissement (...) en raison (...) d'une révolution, d'une insurrection, de troubles civils ou d'autres événements similaires» puisse bénéficier de «toute restitution, indemnisation ou tout autre règlement» selon un traitement qui lui soit «le plus favorable» (IV-3.1) Notons enfin que l'article VI portant sur les exceptions générales (notamment lorsqu'un État juge nécessaire de prendre une mesure contraire à l'AMI pour protéger «ses intérêts essentiels en matière de sécurité» ou en «période de guerre») «ne s'applique pas à l'article IV, 2 et 3 (sur l'expropriation, l'indemnisation et la protection contre les troubles)» !

Résistances

OCDE, OMC, FMI, Banque mondiale, G7..., ces institutions politique, financières et économiques, dont le fonctionnement est tout sauf démocratique, constituent un appui efficace aux sociétés transnationales. On sait que le FMI et la BM ont été explicitement désignés comme les partenaires privilégiés de l'OMC. L'ouverture des marchés et les programmes de privatisation que les pays du Tiers-Monde sont formellement obligés d'appliquer sous la houlette du Fonds monétaire international sont désormais élevés au rang de législation, par la création de l'OMC.

Au grand rendez-vous annuel de Davos (Suisse), la Mecque de l'hyperlibéralisme, les deux mille "global leaders" — industriels, financiers, politiciens, ministres... — reprennent en choeur le même refrain : il faut combattre l'inflation, réduire les déficits budgétaires, encourager la flexibilité du travail, démanteler l'État providence et stimuler sans relâche le libre-échange. Ils applaudissent aux privatisations.

Il y a aussi à Davos quelques responsables syndicaux qui viennent perturber le credo libéral. Ainsi, cette année encore, John Sweeney, le président du syndicat

5. Ibid.

américain, l'AFL-CIO, n'y a pas été par quatre chemins : «Regardez le monde : le Japon est en récession, l'Asie en crise, la Russie s'embourbe dans un capitalisme primitif et mafieux, l'Europe stagne, l'Afrique est passée par pertes et profits des investissements globaux, l'Amérique latine dérive. En Asie, le FMI sauve les spéculateurs en renforçant l'austérité sur les peuples. Ses remèdes aggravent le mal qu'ils prétendent soigner. Le miracle américain ? Un enfant sur quatre naît dans une famille pauvre, un travailleur sur cinq n'a pas d'assurance maladie. Les fruits de la croissance ont été confisqués par une poignée de gens. L'inégalité a atteint des niveaux tels que cette année les banques d'investissement de New York ont exigé que leurs cadres dirigeants ne parlent pas du montant de leurs bonus» (6).

Un ton ferme, mais, des paroles aux actes... Les directions syndicales nationales et internationales devraient être à la tête d'une mobilisation d'envergure pour contrer le projet de l'AMI, pour affronter cette offensive néolibérale, pour ouvrir une véritable perspective de changement. On n'en est pas là.

Mais les raisons d'espérer existent. Aux États-Unis, en France, en Belgique et dans bien d'autres pays, des associations, des mouvements sociaux et syndicaux, des groupes politiques s'associent pour former un front du refus, pour formuler leurs propres exigences et revendications, pour faire pression sur les décideurs politiques et économiques.

La prise de conscience des dangers de l'AMI et l'exigence de la transparence et d'un débat démocratique formulée par des associations, des mouvements sociaux, des organisations syndicales sont un premier pas. Il en faudra beaucoup d'autres. ■

6. *Libération*, 3 février 1998.

Libre circulation...

pour les possesseurs d'une «somme importante» et leurs laquais

Les mesures de limitation de l'immigration adoptées dans un grand nombre de pays développés pourraient constituer une gêne pour les affaires et pour ceux qui s'adonnent à elles. L'AMI (des riches) pense à eux:

«*Chaque partie contractante accorde l'admission et le séjour temporaire ainsi que l'autorisation temporaire de travailler et remet tous documents confirmatifs nécessaires à cet effet à une personne physique d'une partie contractante qui est :*

(i) un investisseur désirant établir, développer ou administrer une entreprise, ou fournir des conseils ou des services techniques essentiels quant à l'exploitation d'une entreprise, au titre de laquelle l'investisseur a engagé, ou est en train d'engager, une somme importante, ou

(ii) un salarié qui est employé par une entreprise visée sous (i) ou par un investisseur (...) en qualité de cadre supérieur, directeur ou spécialiste et qui est essentiel pour cette entreprise ;

aussi longtemps que cette personne continue de remplir les conditions prévues au présent article» (Art. III-C-1-a).

Et pour éviter à ces individus *"essentiels"* toute gêne il est prévu d'étendre aux conjoints le bénéfice de cet article et d'accorder automatiquement l'autorisation de sejour à leurs enfants (Art. III-C-1-b).

Ceux qui négocient l'AMI sont les mêmes qui refusent (ou rendent difficile) aux immigrés *"non essentiels"* le bénéfice du *"regroupement familial"* et prétendent lutter contre *"l'immigration sauvage"*. Cela en général au nom des raisonements économiques. Dans le cas d'espèces, ils se protègent d'emblée contre l'application des mêmes raisonnements aux riches : «*Une partie contractante ne peut refuser l'admission et le sejour dans les conditions prévues par le présent article, ou l'autorisation de travailler dans des conditions prévues par le paragraphe 1(a) du présent article, pour des raisons liées à des critères concernant les besoins du marché du travail ou d'autres besoins économiques ou à des restrictions numériques figurant dans les lois, réglementations et procédures nationales*» ((Art. III-C-2).

Et pour éviter que des êtres humains normaux ne s'avisent à profiter de ce qui est aux yeux de l'AMI un privilège, le texte de l'accord se donne la peine de définir qui sont les privilégiés. Ainsi, on l'a vu, si l'on veut passer pour un *"investisseur"* il faut et il suffit d'être en possession d'une *"somme importante"* et prétendre *"désirer établir une entreprise"*.

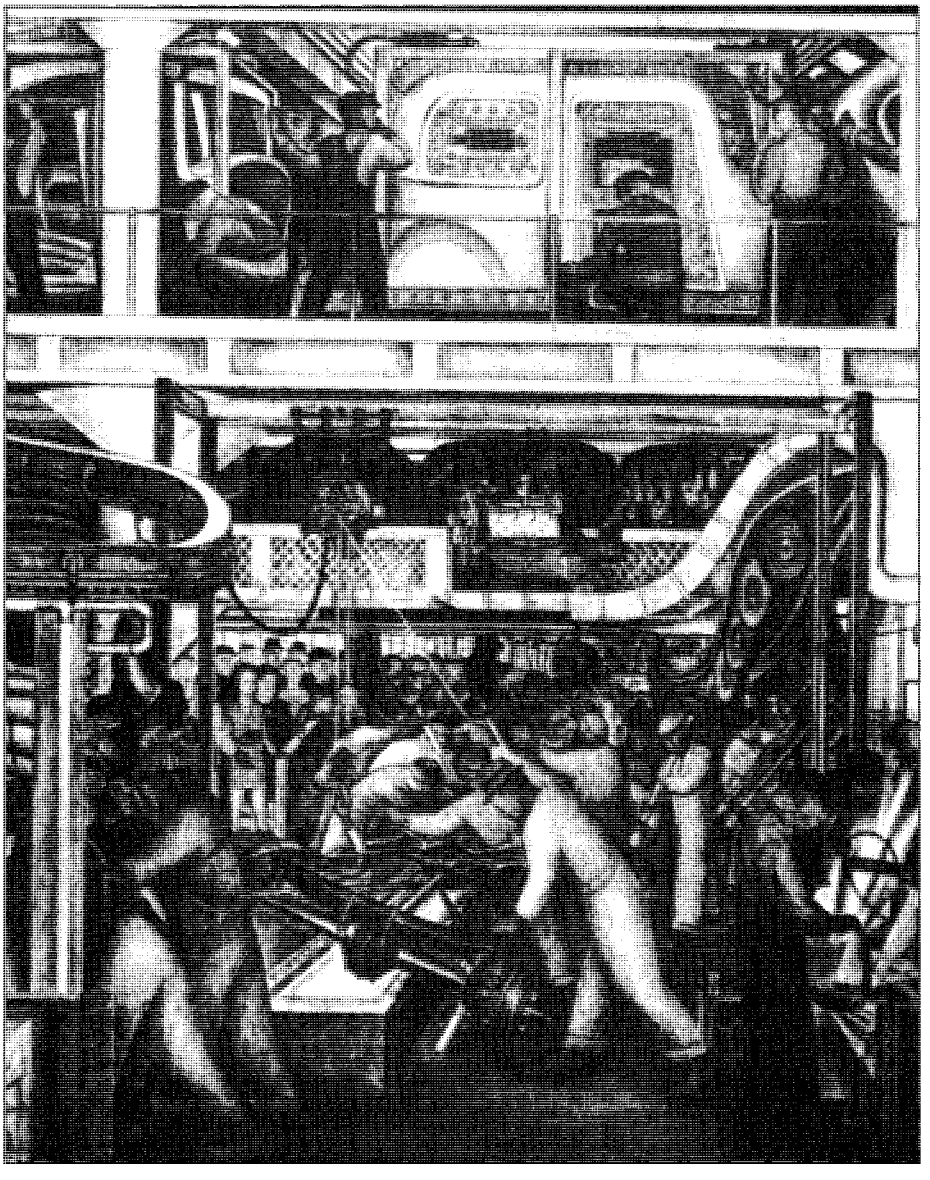
Mais tout un long paragraphe défini les laquais de l'investisseur. Ainsi un «cadre supérieur (...) dispose d'une large latitude décisionnelle et n'est soumis qu'à une supervision générale ou à des instructions générales» ; un «*directeur (...) supervise et contrôle le travail des salariés chargés des fonctions d'encadrement, (...) a le pouvoir de recruter et de licencier (...) et exerce un pouvoir discrétionnaire pour les activités au jour le jour à un niveau élevé*» ; un «*spécialiste (...) a une grande expertise de certains domaines et peut être appelé à détenir un savoir spécifique ou exclusif*» (Art. III-C-3).

Par ailleurs l'AMI se préoccupe de garantir aux investisseurs la liberté de choix de ceux qui les entourent. Ainsi aucun pays ne pourra prétendre imposer à l'investisseur étranger l'emploi des autochtones à des postes bien rémunérés : «*Une partie contractante ne pourra exiger d'une de ses entreprises qui est un investissement d'un investisseur d'une autre partie contractante qu'elle désigne à un poste de cadre supérieur, de directeur et comme membre d'un conseil d'aministration des personnes d'une nationalité déterminée*» (Art. III-D). Il serait en effet excessif d'exiger que les hauts revenus puissent profiter à des ressortissants d'un pays voué à rester sous-développé.

Les ambivalences de la conjoncture mondiale

Par
Maxime Durand*

L'anne 1997 aura connu à la fois la crise en Asie et de nouveaux records à Wall Street. Cette conjonction symbolise bien les incertitudes et les ambiguïtés de la période, qui permet à certains d'évoquer une nouvelle phase d'expansion alors que d'autres envisagent une catastrophe financière majeure.



États-Unis : cycle "high tech" ou nouvelle croissance ?

Le débat est aujourd'hui largement ouvert de savoir si les États-Unis ne sont pas entrés dans une nouvelle phase d'expansion fondée notamment sur les secteurs de haute technologie. En faveur de cette thèse, on cite la durée relativement longue du cycle. Depuis la récession de 1991, la croissance ne s'est en effet pas démentie, et 1997 a marqué un nouveau rebond de la croissance, avec 3,8 %. Cela dit, ces performances n'ont en soi rien d'absolument exceptionnel. La croissance moyenne a été de 2,8 % entre 1992 et 1997, mais elle avait été de 3,9 % entre 1982 et 1989. Par ailleurs, la population croît aux États-Unis de 1 % par an, soit trois fois plus vite qu'en Europe, de telle sorte que la progression du produit par tête est du même ordre de grandeur des deux côtés de l'Atlantique.

Les États-Unis ont effectivement créé beaucoup plus d'emplois qu'en Europe, et le taux de chômage n'y a pas montré la même tendance à la hausse qu'en Europe. Il a retrouvé aujourd'hui le point bas déjà atteint avant la récession de 1990-1991. On note par ailleurs une structure très polarisée des créations d'emplois, avec des "emplois MacDo" d'un côté, des emplois qualifiés de l'autre, et une baisse relative des catégories intermédiaires. Cela conduit à un freinage, mais pas à un retournement complet des principales tendances régressives, comme la montée des inégalités et l'extension du phénomène des salariés pauvres (*working poors*). Contre la pérennité de ce modèle de croissance, il faut d'abord citer la contradiction sociale sur laquelle il repose, à savoir le renforcement des inégalités. La croissance par tête ne dépassant pas 1 %, la progression des salaires est donc limitée, même pour les emplois plus qualifiés. Le dynamisme de la consommation est assuré au moins autant par l'augmentation des effectifs que par le rétablissement du salaire, et il doit beaucoup à un endettement des ménages qui commence à sortir des limites acceptables, au moins sur le papier.

Plusieurs analyses récentes insistent sur le fait que l'économie des États-Unis est tirée par un dynamisme particulièrement affirmé dans les secteurs de haute technologie. Les arguments invoqués, et notamment le poids de l'électronique

* Cet article constitue la version écrite du rapport présenté au Comité executif international de la Quatrième Internationale en février 1998.

dans la reprise — notamment en matière d'investissement — n'emportent pas pleinement la conviction. La croissance n'a aucune raison d'obéir à un principe d'homogénéité, et il existe donc toujours des secteurs plus dynamiques qui, par définition, tirent l'ensemble de l'activité économique vers le haut. Qu'il s'agisse, dans le cas du cycle récent, des produits *"high tech"* de l'électronique et de l'informatique, n'est probablement pas une nouveauté absolue. D'autres études font preuve de scepticisme quant au volume d'investissement potentiel que peuvent offrir ces nouveaux produits.

Ce qui pourrait être déterminant, c'est un redémarrage de la productivité dans les secteurs les plus innovants, qui permettraient de fonder une reconquête par les États-Unis de position de domination technologique. L'une des particularités de l'économie américaine depuis de nombreuses années est en effet la faible croissance de sa productivité globale, qui explique en même temps sa meilleure capacité à créer des emplois sur la base d'un "dualisme" très marqué de l'économie. Le même taux de croissance a ainsi un "contenu en emploi" plus élevé aux États-Unis qu'en Europe. L'hypothèse d'un nouveau modèle de croissance reviendrait à postuler que le regain de croissance actuel repose sur un bond en avant de la productivité, au moins dans l'industrie manufacturière, fondé sur un effort quantitatif et une transformation qualitative de l'appareil productif. On peut en effet vérifier que l'investissement privé a considérablement augmenté depuis 1993, et qu'il atteint aujourd'hui une proportion record de 14 % du PIB, supérieure aux niveaux du début des années quatre-vingt. Mais ce bond en avant peut aussi être interprété comme un rattrapage par rapport au fort recul enregistré entre 1986 et 1993. Il n'a en tout cas pas donné lieu à une accélération sensible des gains de productivité dans l'industrie manufacturière, qui continuent à progresser au rythme inchangé de 3 % par an. La montée actuelle des indicateurs de rentabilité sous-estime apparemment cette tendance à la suraccumulation

Mais c'est surtout la configuration internationale sur laquelle repose cette croissance qui fait problème. Le tournant du début des années quatre-vingt, avec le bond en avant des taux d'intérêt, s'est, dans un premier temps, accompagné d'une appréciation très forte du dollar, de presque 50 % entre 1980 et 1985. Ce mouvement extravagant a eu pour effet de creuser le déficit extérieur des États-Unis, qui dépasse 3 % du PIB, ce qui est considérable compte tenu du faible degré d'ouverture des États-Unis. En septembre 1985, l'accord du Plaza (du nom de l'hôtel de New York) est conclu entre les cinq premières puissances économiques. Il s'agit en fait d'une dévaluation considérable du dollar, imposée aux autres pays impérialistes, au nom de la "concertation monétaire internationale". Sur les trois années 1985-88, le yen s'apprécie de 46 %, le mark de 40 %, le franc de 37 %, et la livre de 28 %. Dans ces conditions, le déficit commercial redescend à moins de 1,5 % en 1991, année de récession. Le nouveau cycle des années quatre-vingt-dix profite de ce taux de change avantageux du dollar. Mais la croissance rapide des exportations, conduit à un nouveau creusement du déficit commercial, renforcé sur les années les plus récentes par une appréciation du dollar de l'ordre de 15 %. Les États-Unis ont vendu pour 660 milliards de dollars de biens en 1997, mais en ont importé pour 860, soit un déficit de 200 milliards de dollars. L'excédent des services permet de réduire le déficit courant, qui se monte quand même à 170 milliards de dollars. Un tel déficit serait soutenable à terme, si ce financement extérieur débouchait sur un regain de productivité, permettant de regagner des positions de parts de marché sur la base d'une supériorité réaffirmée. Comme ce n'est pas vraiment le cas, le plus probable est le retournement du cycle, plutôt que sa diffusion à l'économie mondiale. Les fragilités financières de l'économie dominante (endettement, surévaluation boursière) pourraient empêcher cet atterrissage de se faire en douceur.

Tableau 1
Taux de croissance du PIB

	1993	1994	1995	1996	1997	1998
États-Unis	2,3	3,5	2,0	2,8	3,8	2,7
Japon	0,3	0,6	1,4	3,5	0,5	1,7
Union européenne	-0,5	2,9	2,5	1,7	2,6	2,8
Allemagne	-1,2	2,7	1,8	1,4	2,4	3,0
France	-1,3	2,8	2,1	1,5	2,3	2,9
Royaume-Uni	2,1	4,3	2,7	2,3	3,4	2,2
Italie	-1,2	2,2	2,9	0,7	1,3	2,1
Espagne	-1,2	2,2	2,7	2,3	3,2	3,6

En % - Source : OCDE

L'euro fera-t-il reculer le chômage ?

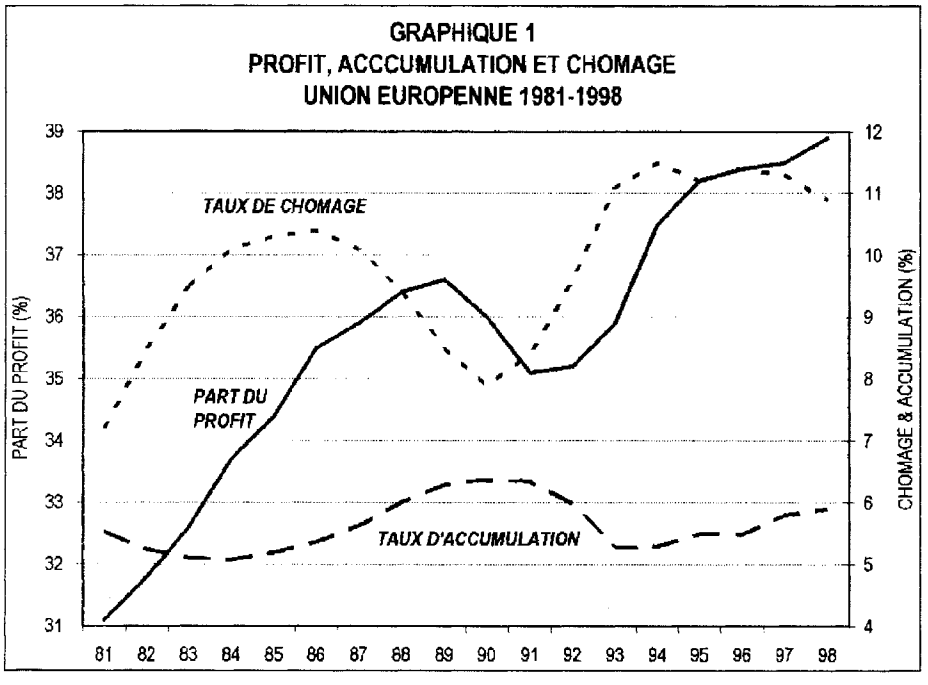
On trouve aussi en Europe une profonde ambivalence conjoncturelle. D'un côté, les partisans de l'euro peuvent chanter victoire, puisque l'ensemble des pays ont trouvé les moyens de satisfaire au moins formellement les critères de Maastricht, et notamment les déficits publics inférieurs à 3 % du PIB. Même l'entrée de la drachme grecque semble devenir possible. Le calendrier est donc respecté, et la liste du premier cercle des membres de l'euro devrait être annoncée au printemps, en même temps que les taux de change définitifs, probablement alignés sur les cours-pivots. La confiance des marchés financiers semble acquise, aucun mouvement spéculatif ne s'est amorcé, et l'horizon est dégagé au moins jusqu'au 1er janvier 1999, date officielle du gel des taux de change. Sur cette réussite, il nous semble possible d'énoncer une hypothèse, et un pronostic.

La rapide modification du contexte doit évidemment beaucoup à la reprise en Europe, qui coïncide mieux que prévu avec les échéances de Maastricht. Le cas français est symptomatique, puisque le gouvernement de la gauche plurielle réalise sans trop de difficultés, ce qui avait été jugé tellement difficile il y a neuf mois, de telle sorte que la droite avait, à tort, pensé qu'il valait mieux réaliser des élections anticipées. Cependant, les conjonctures européennes sont en fait assez désynchronisées, et c'est peut-être l'affaiblissement relatif de l'Allemagne qui a permis de lever les réticences du gouvernement Kohl à l'égard d'un euro trop large qui ne donnerait pas des garanties suffisantes de rigueur monétaire. L'Allemagne a en effet eu plus de mal que prévu à absorber l'unification, qui est venue durablement remettre en cause les fondements de son fameux modèle. On assiste à une offensi-

ve unilatérale du patronat qui refuse les compromis raisonnables proposés par le DGB, et même dénonce les conventions collectives. Le discours général est devenu celui du néo-libéralisme le plus classique : il faut réduire le coût du travail pour retrouver la sacro-sainte compétitivité. En fait, le recul des parts de marché de l'Allemagne résulte plutôt d'un recentrage sur la demande intérieure, et de l'appréciation continue du mark par rapport au dollar, mais aussi à la lire et à la livre. A cela s'ajoute la récession de 1993, que les pays européens se sont auto-infligée en freinant complètement la demande salariale et en adoptant des politiques budgétaires restrictives.

C'est donc un recul relatif de la position allemande par rapport au spectaculaire excédent de la balance courante de l'Union européenne, qui atteint 115 milliards de dollars en 1997, alors qu'elle enregistrait un déficit de 80 milliards en 1991 et 1992. L'Allemagne n'est pour rien dans cette progression. Ce sont quatre pays qui expliquent l'essentiel de l'excédent courant européen : l'Italie (41 milliards de dollars), la France (32 milliards), les Pays-Bas (22 milliards) et la Belgique (14 milliards). La dernière période correspond donc à un rééquilibrage sensible des rapports de force monétaires internes à l'Europe. Avec un excédent commercial qui représente 6 % du PIB, on voit mal pourquoi l'Italie verrait remis en cause son attachement à la stabilité monétaire. Le cas de l'Italie illustre à quel point le maniement du taux de change puis le ralliement à l'orthodoxie ont réussi à atteindre l'objectif véritable, qui était le rétablissement du taux de profit. La part des revenus du capital dans la valeur ajoutée des entreprises a bondi de 36 % en 1992 à 42 % en 1997, et n'a été obtenue qu'au prix d'un ralentissement qui a fait passer le taux de chômage officiel de 9 % à 12 %.

Pour l'ensemble de l'Union européenne, le cycle suit une évolution en forme de W, particulièrement marquée en France et en Allemagne. Après la récession de 1993, on observe une forte reprise en 1994 (2,9 %) mais qui s'essouffle (2,5 % en 1995, puis 1,7 % en 1996) pour redémarrer d'une façon relativement inattendue en 1997. Qu'en sera-t-il en 1998 ? Dans la version optimiste, les exportations continuent à se développer, mais le relais est pris en partie par la demande intérieure et notamment par l'investissement. On peut alors imaginer que l'économie européenne s'inscrive dans une logique de croissance à 3 % pendant quelques années. Cet "euro-optimisme" risque bien de ne pas dépasser l'année 1998, pour une raison de fond qui est bien illustrée par le graphique 1 ci-contre. On peut y observer à quel point s'est généralisé le recul des salaires, à l'exemple du modèle français. La part du profit (ou encore taux de marge) passe de 31 % de la valeur ajoutée des entreprises en 1981, à 39 % en 1997. Cette hausse est à peu près continue, à l'exception de la récession du début des années quatre-vingt-dix. Le taux d'accumulation (investissement en % du capital fixe) fluctue certes au gré des cycles économiques, mais sans faire apparaître de tendance à la hausse. Il se situe aujourd'hui entre 5 et 6 %, soit un niveau semblable à celui du début des années quatre-vingt. Enfin, le taux de chômage est passé de moins de 7 % en 1980 à 11 % aujourd'hui. Tout se passe comme si cette évolution, fortement marquée par les fluctuations cycliques (en sens inverse de l'accumulation et de la croissance), précédait celle de la part des profits.



Ce sont les limites internes d'un tel modèle sur lesquelles va venir buter la reprise en Europe, et cela d'autant plus vite que le dynamisme des exportations vers l'Asie ou les pays de l'Est va cesser de fonctionner. Le seul élément positif est le maintien du dollar qui joue aujourd'hui le rôle de refuge face à la crise. Mais le déficit devrait finir par le faire baisser, et l'Europe perdra alors un des ressorts du cycle actuel. Du coup, les contradictions de l'euro risquent de reparaître avant l'an 2002, parce que l'homogénéisation des évolutions conjoncturelles et des modes de spécialisation à l'intérieur de l'Europe n'est pas suffisante pour que soit facilement abandonnée la marge de manœuvre donnée par le taux de change. On pourrait imaginer une accélération de l'unification institutionnelle permettant d'y substituer un budget européen, mais c'est contraire à la logique néo-libérale dominante.

Après la crise en Asie, krach financier ou ralentissement généralisé ?

Beaucoup de choses ont été écrites sur cette crise, et l'on se bornera ici à quelques points essentiels. Le premier est que le Japon semble durablement inscrit dans une trajectoire de faible croissance. Des sommes considérables ont été injectées, qui ont fait redémarrer l'économie japonaise en 1996, mais sans amorcer une reprise durable. Une partie du système bancaire est techniquement en faillite, et les Tigres (1), qui servaient de plaques tournantes aux exportations japonaises sont plongés dans la récession profonde que l'on sait. Le dynamisme que le Japon imprimait à l'ensemble de la zone et, au-delà, à l'économie mondiale, est en train de se tarir. On peut en dire autant des Dragons (2), en particulier la Corée, et de l'ensemble des pays de la région dont

1. Il s'agit de l'Indonésie, de la Malaisie, de la Thaïlande et des Philippines.
2. Il s'agit de la Corée du Sud, de Taiwan, de Hongkong et du Singapour.

l'économie est durablement perturbée et ne peut espérer amortir ce recul sur la base des dévaluations. Celles-ci auront pour résultat principal d'aiguiser la concurrence entre les pays de la zone, et de menacer la poursuite de l'expansion de la Chine, dont les produits sont dorénavant moins compétitifs.

De manière plus générale, cette crise remet en cause toute la logique néo-libérale de développement. Tous les modèles sont frappés les uns après les autres par une crise tournante, dont on peut rapidement rappeler les principales dimensions. L'ouverture sur le marché mondial révèle la dépendance maintenue en ceci que le rythme de croissance des importations tend à dépasser celui des exportations. Pour combler ce déficit croissant, ces pays doivent donner des gages, en s'ancrant sur une monnaie forte, afin de garantir la rentabilité des capitaux chargés d'équilibrer la balance des paiements (inflation contenue, taux d'intérêt élevés, privatisations, etc.). Cette gestion du change n'est donc pas une "erreur", c'est au contraire un élément nécessaire à la pérennité du modèle, jusqu'au moment où il se révèle insoutenable, la rupture prenant alors forcément des formes brutales. Un tel schéma a été suivi par le Mexique à la fin de 1994, par les Tigres l'année dernière. Il menace d'autres pays dont on dresse déjà la liste : Brésil, Argentine et Pologne.

La mise en concurrence des pays à bas salaires vient d'enclencher un phénomène caractéristique de rapports impérialistes, qui est la baisse générale du prix des matières premières, agricoles ou minières, mais aussi des produits industriels comme les composants électroniques. Cette baisse de ressources a joué un rôle particulièrement grave pour la Corée, et va aggraver la situation de l'Indonésie et du Mexique avec la baisse sans précédent du cours du pétrole, de 18 à 12 dollars par baril. Mais le mécanisme le plus pervers est sans doute la mise en concurrence avec des multinationales hyper-compétitives, qui détruit des pans entiers de l'agriculture et des industries traditionnelles et engendre une tendance générale au sous-emploi. Celle-ci n'est contrecarrée par les créations d'emplois que dans un nombre réduit de pays, et pour une durée limitée. On est loin de l'image d'une concurrence des pays à bas salaires aspirant vers le Sud les emplois des pays du Nord.

L'économie mondiale vient d'être confrontée à deux chocs considérables, que l'on peut mesurer à l'aide des sommes mobilisées par le FMI : 50 milliards de dollars pour le Mexique, plus du double pour la crise asiatique. Dans les deux cas, cependant, l'effondrement en cascade prévu par certains analystes de la finance internationale ne s'est pas produit. En 1995, on a pu parler d'un "effet tequila" en Amérique latine, mais il fut relativement limité. En 1997, les grandes bourses ont vacillé dans un premier temps, mais la crise proprement financière n'a pas déclenché de réactions en chaînes. Tout au contraire, les principales bourses ont battu tous les records et ont atteint des niveaux tellement extravagants que le prochain retournement conjoncturel devrait entraîner une baisse brutale des cours. Certes, on doit constater que le FMI a du mal à gérer cette crise, en raison de son ampleur, mais aussi parce qu'elle concerne un endettement privé difficile à centraliser, et non plus un endettement public. Mais, pour l'instant, on a vu fonctionner un certain nombre de portes coupe-feu qui ont empêché la contamination. Les titres de la dette publique des pays riches ont notamment servi de valeur-refuge, ce qui explique le renforcement du dollar.

Les effets de la crise asiatique pèsent cependant de plusieurs manières sur la conjoncture actuelle. Il s'agit en premier lieu d'une crise de surproduction assez classique qui se traduit par une dévalorisation brutale du capital en excès (et donc par des crises financières) et par une violente politique d'austérité qui va geler l'expansion des marchés intérieurs. Le FMI a baissé ses prévisions de croissance mondiale d'un point, de 4 % à 3 % pour 1998. D'autres estimations moins pessimistes font valoir que l'Asie représente des débouchés finalement limités pour les pays développés, et ces évaluations sont probablement exactes en instantané. Mais elles tendent aussi à sous-estimer le coup de frein durable donné à l'économie mondiale. On peut poser la question autrement : où se trouvent les zones dynamiques pour les années à venir ? On constate facilement que le retournement est annoncé à peu près partout, et que l'on minimise sans doute les effets de cette simultanéité.

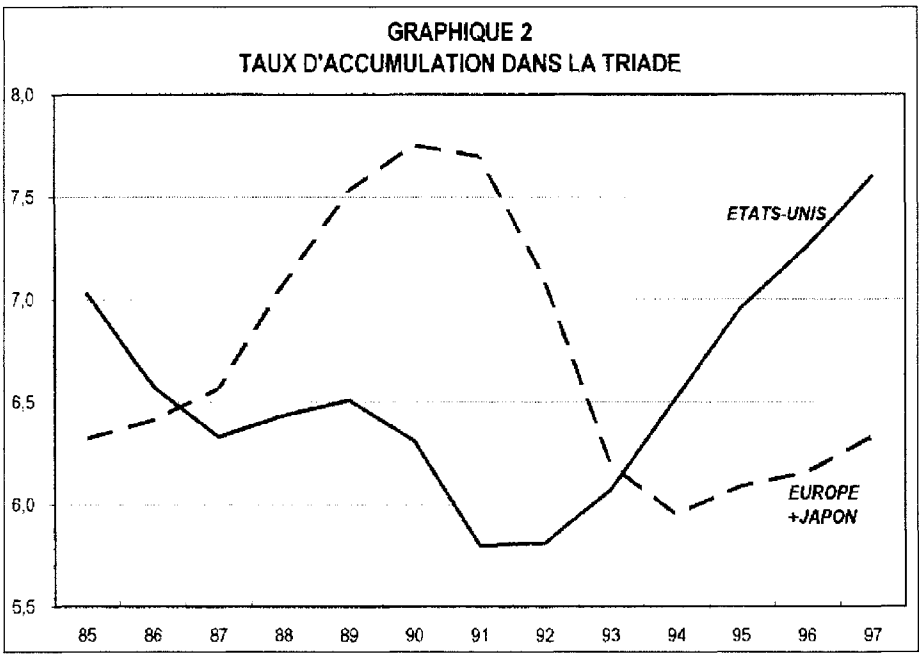
Les effets indirects de la conjoncture actuelle sont plus difficiles à apprécier. Par exemple, les fameux fonds de pension anglo-saxons sont porteurs à terme d'un redoutable potentiel de difficultés. Leur viabilité à terme dépend du maintien de taux de rentabilité très élevés, et une baisse brusque pourrait dans les années à venir mettre en cause leur capacité à payer des retraites, ouvrant ainsi une crise non seulement financière mais aussi sociale. Mais la contradiction immédiate la plus grave réside dans les modalités du financement du déficit courant américain. C'est l'Union européenne qui doit prendre le relais du Japon, en une combinaison difficilement soutenable très longtemps. Les incertitudes qui pèsent dorénavant sur le bouclage financier au niveau mondial conduisent rétrospectivement à remettre en cause l'image de la Triade (3).

Une nouvelle polarisation de l'économie mondiale

Il faut revenir ici sur une analyse qui a exagérément privilégié le concept de Triade, qui comportait deux dimensions. La première était celle d'un renouveau du régionalisme, en ce sens que chacun des pôles impérialistes (États-Unis, Europe et Japon) avait pour fonction de structurer une zone continentale spécifique de l'économie mondiale. Ceci reste en partie vrai, car la mondialisation ne conduit pas à la formation d'un marché parfaitement unifié. Cependant, les flux commerciaux des pays émergents d'Asie tissent une toile complexe entre les trois pôles de la Triade, avec leurs monnaies indexées sur le dollar, et non sur le yen. Du point de vue diplomatique et militaire, le rôle dominant des États-Unis tend à être réaffirmé, malgré le contre-exemple irakien. Mais, d'un point de vue économique, c'est la représentation d'un polycentrisme impérialiste qui perd de plus en plus de sa consistance. Les États-Unis ont en effet réussi à imposer au reste du monde deux éléments en principe contradictoires : un taux de change du dollar qui leur est très favorable du point de vue des exportations, mais en même temps un déficit commercial massif. Cela signifie que la croissance des États-Unis, dont l'épargne intérieure est très faible, est financée par les entrées de capitaux en provenance des autres pôles de la Triade. La supposée symétrie n'existe en fait plus depuis le milieu des années quatre-vingt, et la réévaluation du yen a instauré entre les États-Unis et le Japon une relation de dépendance relative qui a conduit à un

3. Ce que l'on convient d'appeler la Triade ne désigne pas seulement la domination tripolaire de l'économie mondiale (États-Unis, Japon, Europe), mais aussi un certain type de relations entre les trois pôles et de structurations par chacun d'eux de leur propre zone d'influence.

freinage de l'économie japonaise. Quant à l'Europe, la convergence des politiques néo-libérales a conduit de manière endogène une situation semblable, dans la première moitié des années quatre-vingt-dix. C'est le taux d'accumulation du capital qui illustre le mieux cette inversion de phase (voir graphique 2). Les États-Unis enregistrent un ralentissement de l'accumulation jusqu'au début des années quatre-vingt-dix, puis un fort redémarrage depuis. Ce qui est frappant, c'est qu'en regroupant l'Europe et le Japon au profil similaire, on voit alors au contraire que les progrès de l'accumulation augmentent jusqu'au début des années quatre-vingt, puis ralentissent fortement avant de redémarrer de manière très hésitante. Toute la question est de savoir si les deux courbes peuvent croître de nouveau ensemble, auquel cas le dynamisme de l'accumulation se communiquerait au reste de la Triade. Mais si, au contraire les relations de financement structurent de manière complémentaire les pôles de la Triade, alors on est en droit de conclure que le prolongement du cycle américain est contradictoire avec le développement du cycle européen.



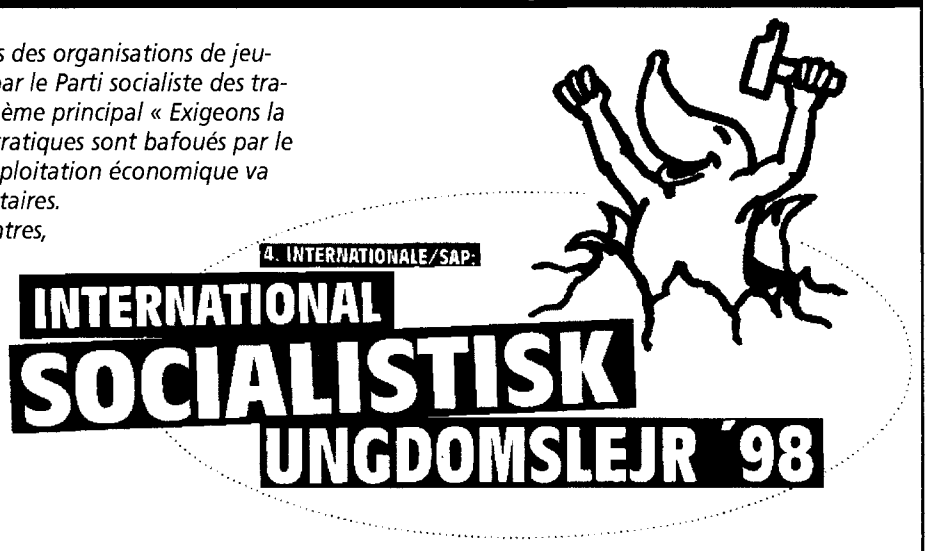
Les années quatre-vingt-dix ont en tout cas permis aux États-Unis de rétablir une domination technologique, d'imposer au monde leur logique de liberté absolue de circulation des capitaux, en imposant l'OMC, puis, plus récemment, en préparant le projet d'AMI, qui connaît heureusement une forte résistance. Cette réorganisation interne de la Triade s'accompagne encore une fois de retour à une politique impérialiste classique qui va par exemple jusqu'à s'opposer nettement au développement du Mercosur entre le Brésil et l'Argentine, sous prétexte de détournements de flux commerciaux.

Le diagnostic général est donc intermédiaire : le capitalisme mondial ne réussit pas à jeter les bases d'une nouvelle onde longue expansive, parce qu'il est incapable d'assurer une croissance soutenue de la demande salariale, et parce qu'il agence l'économie mondiale de telle sorte que s'étendent périodiquement les zones de dépression économiques. Il s'est installé dans une phase à dominante récessive, plus longue que des épisodes comparables de son histoire. Le cycle actuel qui se développe sur fond de crise de surproduction peut difficilement être perçu comme la mise en place d'un nouvel ordre économique, mais l'effondrement final n'est pas non plus automatique. Le plus probable est aujourd'hui le passage progressif à une décélération générale, qui s'étalerait jusqu'en 1999, et pourrait être masqué par les profits élevés des grands groupes. On pourrait alors entrer dans une crise ouverte de la légitimité néo-libérale. Il faudra bien que soit un jour prochain tiré le bilan de tant d'années d'austérité qui ne débouchent, partout à travers le monde, que sur davantage de chômage et de reculs économiques et sociaux. ■

XVe camp international de jeunes

Cette année le camp international de jeunes des organisations de jeunesse de la IVe Internationale sera accueilli par le Parti socialiste des travailleurs (SAP) du Danemark. Il aura pour thème principal « Exigeons la liberté ». Dans le Nord, où nos droits démocratiques sont bafoués par le pouvoir économique. Et dans le Sud, où l'exploitation économique va trop souvent de pair avec les régimes autoritaires.
Une semaine de repos, de débats, de rencontres, alors n'hésitez pas, allez-y !

Pour tous les renseignements, contactez Inprecor ou :
— le SAP (Box 547, Nørre Allé 11A, DK-2200, København N, Fax +45-3 537 32 17, E-mail <socinf@inet.uni2.dk>) ;
— les JCR-RED (2 rue Richard Lenoir, F-93100 Montreuil, tel : +33/0 1 40 09 80 22 ; Fax : +33/0 1 40 09 10 93) ;
— les JGS-SJW (29 rue Plantin, B-1070 Bruxelles, tel : +32 2 523 40 23 ; Fax : +32 2 522 61 27).



Jutland, Danemark, 25-31 juillet 1998

Une grave impasse politique

Par
Pierre Beaudet

Les élections nationales en Inde se sont terminées durant la première semaine de mars dans une grave impasse politique. Le Lok Sabha (parlement) se retrouve avec deux blocs minoritaires, d'une part le grand parti de droite BJP qui reste loin avec ses 254 élus de la majorité parlementaire, et d'autre part le Parti du Congrès (166 élus) qui tente de convaincre les débris du United Front (99 élus) de se rallier et de constituer un bloc anti-BJP. Pour le moment, le BJP va donc constituer le gouvernement mais selon toutes les probabilités, ce sera un moment de transition. Déjà, de nouvelles batailles électorales et extraparlementaires sont en vue et risquent d'être très dures.

Le pari (partiellement) raté de la droite

Tel que prévu par tout le monde, le BJP a consolidé ses positions en tant que plus grand parti indien. Dans le nord (notamment dans les États de l'Uttar Pradesh, du Bihar et du Gujarat), le parti de droite a stabilisé et même relativement agrandi sa domination. Dans l'est, des percées importantes ont été réalisées dans les états du Karnataka et de Orissa. Finalement, la plus grande surprise est venue du Tamil Nadu dans le sud où l'allié du BJP, le parti populiste AIADMK, a remporté une grande victoire au détriment du United Front. En dépit de tout cela, le BJP n'a pas obtenu ce qu'il espérait, à savoir la constitution d'une majorité claire et nette. Aussi, pour le président Atal Bihari Valpayee, le bilan doit être négatif. Le projet de construction d'une grande alliance «arc-en-ciel», regroupant les diverses droites autour du projet de l'Hindutva (nationalisme chauvin hindou), par lequel le BJP pensait enterrer une fois pour toutes le Parti du Congrès, n'a pas fonctionné comme prévu.

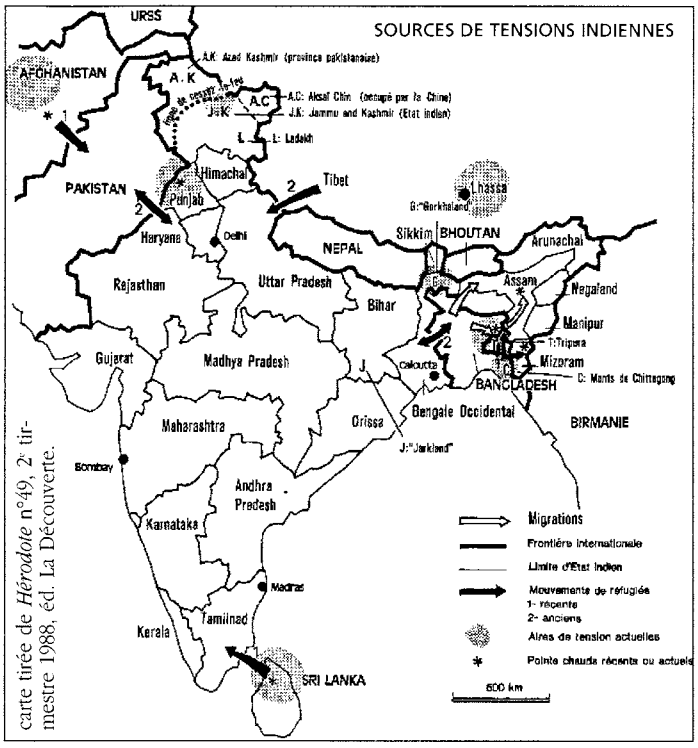
A cheval entre une droite « *modérée* » et moderniste et l'extrême droite fascisante nationaliste, le BJP a tenté d'amalgamer les diverses factions de la bourgeoisie avec la petite bourgeoisie hindoue déclassée, tout en ralliant les hautes castes, un peu comme si en France le RPR était allié au Front national. Si l'essentiel des bourgeoisies ont embarqué, une partie substantielle des classes moyennes, musulmanes comme hindoues, a préféré la tradition du Parti du Congrès. Le facteur caste a aussi joué en défaveur d'un BJP dont l'image reste liée aux groupes dominants, notamment dans le nord (Uttar Pradesh et Bihar) où les castes dites « *supérieures* » pratiquent une sorte de féodalisme prévalant encore largement dans les zones rurales. Selon Vinod Mishra, secrétaire général du groupe libération (une des factions communistes), le BJP repose sur un « *projet de dictature fasciste dont les éléments sont la confrontation avec le Pakistan par la militarisation et la nucléarisation de l'Inde, l'imposition de l'idéologie hindouiste qui signifie la transformation des minorités religieuses en citoyens de deuxième classe, l'affaiblissement de l'État fédéral, la répression brutale par la police et l'armée combinée à la mise en place de milices privées dans les régions rurales pour écraser les mouvements populaires, l'élimination des mouvements d'autodétermination et plus généralement, de l'opposition politique et intellectuelle* ».

Chose certaine, le BJP ne se contentera pas de constituer un gouvernement minoritaire et de jouer les règles du jeu. Les secteurs dominants dans le parti, et qui sont liés aux réseaux fascisants du RSS, espèrent encore s'infiltrer au gouvernement, et profiter de ce fait pour amorcer des changements structurels dans l'État, accentuer le clivage communaliste (essentiellement par des campagnes anti-musulmanes), réformer le système d'éducation et surtout s'emparer des appareils de sécurité (armée et police). Pire encore, le BJP pourrait accentuer les grandes fractures qui traversent déjà le pays entre les communautés, entre les castes et entre les régions et espérer émerger du chaos comme le seul garant de la stabilité. C'est du moins ce message qui est relayé par la bourgeoisie et ses médias, notamment le India Today et l'essentiel des grands quotidiens.

Le retour du Parti du Congrès

Prévu au début du processus électoral comme le grand perdant de l'exercice, le Parti du Congrès a su bien manoeuvrer pour réapparaître non seulement comme deuxième plus grand parti mais aussi comme la seule force nationale capable de faire échec au BJP. Il a su maintenir des positions un peu partout. Egalement, il a réussi une grande percée au Maharasthra (dont la capitale est Bombay), au grand détriment du BJP et de ses alliés d'extrême droite du Shiv Sena. Dans cet état phare où domine le capitalisme de pointe, le vote s'est polarisé et la majorité des classes moyennes et populaires, hindoues comme musulmanes, a voté contre le BJP plutôt que pour le Parti du Congrès. Dans l'absence d'une troisième force crédible, c'est le Parti du Congrès qui en a profité.

Durant l'élection, le Parti du Congrès s'est replié sur la tradition Ghandi en sortant des boules-à-mite Sonia Ghandi (la veuve de Rajiv Ghandi), une personnalité plutôt effacée et qui n'a aucune perspective définie. D'ailleurs, toute la campagne s'est faite, en plus de la mythologie ghandienne, sur la peur du BJP et de son programme communaliste. Ce vote par défaut fait du Parti du Congrès un aspirant au pouvoir bien fragile. Non seulement le parti n'a pas l'ombre d'un programme face aux grands défis qui attendent l'Inde à l'heure de la mondialisation et alors que se profilent les menaces d'éclatement, mais il est lui-même porteur des mêmes contradictions qui affectent la droite du BJP. A la fin du règne d'Indira Ghandi et également durant la brève période où Rajiv a présidé le pays, le Parti du Congrès aussi a joué la carte des divi-



carte tirée de *Hérodote* n°49, 2e trimestre 1988, éd. La Découverte.

sions pour faire passer son programme de libéralisation sauvage, tout en accélérant le pillage des ressources publiques au profit d'une poignée de corrompus. Reste à voir ce que fera Sonia qui dit-on, attend son heure pour renverser le gouvernement minoritaire du BJP et réinstaller le Parti du Congrès au pouvoir. A plus long terme cependant, la population reste sceptique et la base d'appui au Parti du Congrès mince et fragile.

Le grand perdant

Pendant 18 mois, le United Front avait gouverné l'Inde d'une manière minimaliste, sans changer les grande orientations économiques néolibérales mises en place par le Parti du Congrès depuis la fin des années 80, tout en tentant d'atténuer les contradictions sociales et politiques. Autour de ce corps hétéroclite s'étaient amalgamées des forces centristes comme le Janata Dal, les partis régionalistes (surtout dans le sud et l'est), ainsi que la gauche dominée par le Communist Party of India (Marxist), le CPM.

Cette coalition a littéralement implosé durant les élections du mois passé. Le Janata a perdu presque toutes ses positions. Plusieurs partis régionalistes, notamment au Bihar, ont fait défection et d'autres ont été battus à plate couture (au Tamil Nadu). De toute évidence, le Front n'a pas su ni capter l'intérêt des électeurs sur ses propres bases ni se constituer en rempart contre le BJP. Jusqu'à la dernière minute d'ailleurs, la tactique électorale n'a pu être déterminée clairement, entre une faction qui préconisait d'emblée une alliance avec le Parti du Congrès et une autre qui voulait au contraire que le Front se démarque, notamment sur le plan des politiques économiques.

Paradoxe parmi les paradoxes, le CPM, dont les bastions électoraux au Bengale et au Kérala ont été pourtant conservés, risque d'être le grand perdant de cet échec. Il y a quelques mois avant même les élections, le parti s'était d'ailleurs assez profondément divisé. La direction menée par le secrétaire général, Harkishan Singh Surjee, et le président de l'État du Bengale, Jyoti Basu, avaient argumenté pour que le parti embarque dans le gouvernement du United Front, au lieu de rester à l'extérieur tout en l'appuyant. Ce grand saut aurait, selon les chefs du CPM, permis au parti de sortir de ses niches traditionnelles et d'apparaître comme une force nationale.

Mais le rêve de Surjee et de Basu de transformer le parti à l'italienne n'a pas fonctionné. D'une part l'Inde n'est pas l'Italie (!) : la configuration politique et sociale, dans une polarisation qui s'accentue, ne permet pas de constituer une alliance centre gauche bénéficiant d'une masse critique au niveau des classes populaires et moyennes. D'autre part, les bases du CPM n'ont pas voulu endosser une transformation qui aurait forcé le parti à accepter la politique économique néolibérale. Notamment ceux qui dirigent les organisations de masse comme les syndicats, se sont révoltés et ont empêché, dans un vote très serré au comité central, la direction de rejoindre une « *gouvernement bourgeois* ».

Depuis, le CPM ne s'est pas remis, incapable de lâcher ses alliés du United Front, incapable aussi de constituer un pôle alternatif.

L'instabilité actuelle et qui résulte de la lente désintégration du Parti du Congrès et de son projet de construction nationale bourgeois, ne disparaîtra pas rapidement. D'un côté, le BJP se heurte à de formidables obstacles pour établir une nouvelle hégémonie. De l'autre, le Parti du Congrès s'accroche à la fois à l'image d'un passé glorieux et à la peur du communalisme. Entre les deux, une troisième force qui n'émerge pas, en bonne partie parce que la gauche n'a pas réussi à articuler un projet alternatif.

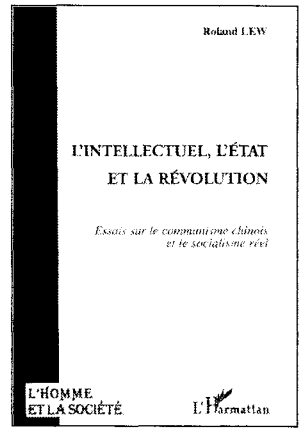
Les tempêtes à venir

Dans cette confusion, le danger est grand que les deux grands blocs politiques combattent sur le dos des classes populaires, soit, pour le BJP en suscitant la haine inter communautaire (comme il l'avait fait à Bombay en 1993) et en militarisant davantage les confrontations rurales (surtout au Bihar), soit pour le Parti du Congrès, en reniant ses engagements démocratiques et unitaires pour refaire le plein des votes des classes moyennes hindoues (ce qui avait été le pari de Rajiv Ghandi au début des années 1990).

Pour éviter cette polarisation, la gauche se doit de rebâtir un grand projet populaire, qui sache mettre ensemble les aspirations à la démocratie et à la coexistence entre les communautés et la lutte contre les effets dévastateurs du néolibéralisme. Pour le moment, le CPM reste le grand obstacle à ce projet. Les deux autres principaux groupes communistes, le parti communiste (CPI) et le groupe Libération, n'ont pas réussi, du moins à date, à le convaincre de constituer un front uni de la gauche. C'est que les clivages dans le mouvement communiste ne datent pas d'hier et reposent sur une histoire passablement ensanglantée, notamment dans le Bengale (1). Ce qui complique également le débat est le fait que le CPM, dans ses bastions du Kérala et du Bengale, a de plus en plus tendance à agir comme un parti régionaliste, délaissant la perspective de constituer un projet réellement national. Ce régionalisme affecte également Libération dont l'essentiel de l'influence reste confiné au Bihar. Mais fondamentalement selon Vinod Mishra, « *nous n'avons le choix que de tenter de nous réunir, sinon nous serons tous écrasés* ». ■

1. Au début des années 1970, les groupes maoïstes (dont Libération est l'héritier) avaient déclenché la lutte armée dans le cadre d'une politique largement aventuriste et substituiste. Le CPM dont ils s'étaient détachés avait alors collaboré avec les forces répressives pour écraser les quelques poches insurrectionnelles que les maoïstes avaient réussi à organiser.

A propos du communisme chinois



Par
Livio MAITAN

Les « *essais sur le communisme chinois et le socialisme réel* » — pour reprendre le sous-titre de *L'intellectuel, l'État et la révolution* — constituent une contribution majeure de Roland Lew à la compréhension des événements qui ont marqué l'histoire de la Chine au XXe siècle*.

Il faudrait beaucoup plus qu'un article pour aborder d'une façon exhaustive toutes les questions soulevées en connaissance de cause par l'auteur. Nous nous limiterons à indiquer ici les principaux thèmes en y ajoutant quelques considérations de notre part.

Le premier chapitre vise à établir une continuité, disons-le tout de suite, relative entre les intellectuels de la Chine millénaire et ceux de la génération émergée autour de la révolution de 1911 et du mouvement du Quatre Mai 1919. On a beaucoup discuté dans le passé et on continue à discuter sur les structures socio-économiques historiques de la Chine de même que sur le mode de production asiatique. Pour sa part, Lew souligne que « *jusque vers les années 1890* », les intellectuels chinois, « *participent encore pleinement des structures traditionnelles et même du cadre mandarinal* ». Et il ajoute : « *Ils ne sont pas la partie pensante de la classe dominante, ils sont la classe dominante elle-même* » (p.11). C'est la pénétration impérialiste croissante qui détermine une transformationchez les intellectuels : « *Toujours issu des couches privilégiées de la gentry, ce groupe prend des distances à l'égard du régime, tout en maintenant l'espoir d'une réforme en douceur de la société* ».

Une continuité relative

Lew esquisse des portraits d'intellectuels parmi les plus connus de l'époque, dont celui de Chen Duxiu, principal dirigeant du Parti communiste après sa fondation et lors de la révolution de 1925-27 et du mouvement trotskyste par la suite. Au fur et à mesure que l'ancien régime est déchiré par une crise généralisée, des intellectuels se détachent de leur milieu d'origine, s'engagent activement dans le mouvement nationaliste anti-impérialiste et finalement deviennent dirigeants ou cadres du Parti communiste. En d'autres termes, pour reprendre les mots d'un sous-titre du livre, ils parcourrent le chemin « *de l'intellectuel moderne au militant communiste* ». C'est en partant de cette constatation, donc, qu'on peut saisir une continuité, répétons-le, relative, entre le rôle du mandarinat traditionnel et celui de la bureaucratie dirigeante du Parti communiste et de l'État issu de la victoire de 1949.

Rappelons qu'une telle continuité avait été évoquée aussi par Etienne Balazs dans son livre magistral : « *Si on survole l'histoire millénaire de la société chinoise, on est frappé par la constance, la stabilité, la persévérance d'un phénomène que je voudrais appeler le fonctionnarisme et dont l'expression la plus visible est la continuité ininterrompue d'une classe dirigeante de fonctionnaires lettrés (...) Bien des traits de la Chine populaire nous rappellent l'ancien régime impérial : primauté de l'État et de la classe des fonctionnaires privilégiés- dans cette perspective, la bureaucratie du Parti serait le pendant du mandarinat* » avait-il écrit (1). Lew ne se limite pas à revenir sur cette analogie : il analyse la composition et la dynamique des forces sociales tout au long des années vingt et de la guerre révolutionnaire, de même que dans la période post-révolutionnaire, et c'est sur cette base qu'il tire ses conclusions.

Il souligne tout d'abord que la classe ouvrière fait preuve dans les années vingt d'une « *vitalité certaine* » et il ajoute : « *Les ouvriers chinois, à l'instar de leurs homologues russes du début du siècle, ont franchi plus de chemin en moins d'une génération que la paysannerie en des siècles d'existence campagnarde* » (p.51). Mais leur poids spécifique social reste extrèmement limité : « *La défaite de 1927 découle aussi des limites objectives du potentiel ouvrier* » — écrit-il, sans oublier pour autant les erreurs du Parti communiste et de ses conseillers soviétiques. C'est, d'ailleurs, la classe ouvrière qui paie le plus durement le prix politique et organisationnel de cette défaite et, par la suite, de la désagrégation socio-économique provoquée dans les années trente par la guerre et l'invasion japonaise. Il est vrai que dans les années quarante, avant 1949, elle fera de nouveau preuve de maturité et de combativité y compris en arrachant des conquêtes partielles, mais elle se trouvera quand même « *en dehors du processus révolutionnaire* » (p.52).

Ce fait indéniable avait provoqué dans l'après 1949 de vives discussions sur la question de savoir si la paysannerie pourrait jouer le rôle de force motrice principale de la révolution dans des conditions spécifiques données. Nous avions répondu à l'époque qu'en Chine la paysannerie avait effectivement opéré comme force subversive contre l'ancien régime, dont les classes dominantes bourgeoises ou pré-bourgeoises, intrinsèquement faibles, avaient été affaiblies davantage par la guerre et l'aggravation de leurs contradictions internes. Nous avions souligné plus particulièrement qu'en 1946-47 ce fut une nouvelle puissante montée du mouvement paysan qui détermina dans une très large mesure la décision de la direction maoiste de se fixer désormais comme objectif le renversement de l'ancien régime (2). Mais nous avions expliqué en

* Roland Lew, *L'intellectuel, l'État et la révolution, essais sur le communisme chinois et le socialisme réel*, L'Harmattan, Paris 1997, 349 pages, 180 francs.

1. Etienne Balazs, *La bureaucratie céleste*, Gallimard, Paris1968, pp.18 et 216.

2. Apparemment Lew donne à ces mouvements moins d'importance que nous n'en avons donnée à l'époque sur la base de différentes sources dont le livre de Jack Belden , *La Chine ébranle le monde*, Gallimard, Paris 1951.

même temps que la victoire révolutionnaire n'avait été possible, en dernière instance, qu'en vertu du rôle de direction joué par une organisation politico-militaire qui, tout en ayant une très large influence dans la paysannerie, n'était pas un parti paysan, mais un parti issu du mouvement ouvrier et se réclamant — à sa manière — du mouvement communiste international et du socialisme.

Sans contredire, du moins à notre avis, une telle interprétation, Lew met l'accent, pour ainsi dire, sur une relativisation des liens du Parti communiste avec les masses paysannes. Selon lui, « *la paysannerie chinoise du XXe siècle n'est guère différente de celle des siècles passés et ne manifeste aucune propension à moderniser le pays* » et tout en étant « *en ébullition* » a « *les regards tournés vers le "bon vieux temps"* » (pp.53-54). En d'autres termes, elle est poussée à se révolter par des conditions d'existence de plus en plus

Ouvriers du PCC à Shanghai en 1927

misérables, mais est incapable d'esquisser par elle-même une alternative socio-économique et politique à l'ancien régime (3). Lew est explicite à ce sujet. En revenant sur le choix stratégique de Mao après la défaite de 1927 et l'adoption de la « *ligne de masse* » il écrit : « *Le parti s'adresse, non point à des classes parties prenantes de ses buts, mais à des masses étrangères à son dessein d'industrialisation urbaine, à son projet de changement d'ensemble de la societé* ». De surcroît, explique-t-il, les maoistes organisent dans les campagnes des cadres et des militants souvent marginaux et, ne fût-ce qu'à la suite des vicissitudes politico-militaires, l'enracinement social du parti reste précaire (4). L'« *État laborieusement constitué dans le soviet du Jiangxi, État mobile, qui doit en outre, après 1934, émigrer à des milliers de kilomètres plus au nord* », est lui aussi fragile (p.64). En fait, même une opération, essentielle pour les batailles ultérieures, comme la "Longue marche", issue d'une défaite et correspondant à une nécessité militaire et organisationnelle, n'était pas non plus de nature à consolider l'enracinement social.

Substitutisme socio-politique

C'est dans un tel contexte qu'à partir de 1927 et tout au long des années trente et quarante se produit à l'échelle de Chine un phénomène majeur : « *la relative autonomisation d'un petit milieu social, l'intelligentsia radicale, par rapport à des classes qui, si elles étaient agissantes se conduiraient en maîtres : la bourgeoisie ou le prolétariat (...). C'est le parti autonomisé qui domine : c'est pour une bonne part la couche sociale des intellectuels radicalisés qui s'autonomise par rapport aux classes. C'est alors un véritable processus de substitution sociale qui est à l'oeuvre* » (pp. 59 et 63). Le Parti communiste devient l'instrument nécessaire de cette substitution sociale, « *le véritable maître d'oeuvre de la révolution, le véritable maître tout court et l'incarnation du but final et des moyens stratégiques pour y parvenir* » (p.71) (5).

Cette substitution socio-politique s'étend à la phase cruciale pour le renversement du régime du Kuomintang et à l'après 1949. Lew souligne à juste titre un trait marquant du processus lorsqu'il écrit que « *l'essentiel est joué avant 1949* » (p.180). En effet, comme nous l'avons nous-mêmes mentionné à plusieurs occasions, à la fin de la Deuxième guerre mondiale les armées révolutionnaires occupaient déjà des vastes zones du pays (90 à 100 millions d'habitants). Par la force des choses, les communistes géraient donc un pouvoir, des institutions socio-politiques. En combinant des méthodes et conceptions issues de leur propre expérience et des méthodes et conceptions propres du mouvement international sous l'hégémonie stalinienne, ils ne pouvaient qu'institutionnaliser leur pratique substitutiste. En partant des bases conquises auparavant, la généralisation de cette pratique à l'échelle du pays allait de soi (bien que non sans des problèmes multiples). Lew rappelle les vicissitudes de la politique menée vers les paysans après 1949. Il souligne en même temps les efforts pour gagner au parti des couches ouvrières : « *l'ouvrier, comme élément moteur de la machine industrielle, sera valorisé* » — ajoute-t-il. Mais il n'est jamais question de construire, à différents niveaux, des institutions démocratiques révolutionnaires permettant à la classe ouvrière de devenir, comme le dit Lew, « *une classe pour soi, au sens fort du terme* », c'est-à-dire de jouer effectivement le rôle hégémonique qui lui appartiendrait dans une société construisant le socialisme. A plus forte raison, le substitutisme a continué à prévaloir dans les rapports avec la paysannerie : « *une élite réduite dirigeant un vaste corps paysan étranger au projet urbain, modernisateur, industrialiste, projet compris et porté seulement par l'élite, voilà la matrice du socialisme réel en acte* » (p.182).

Ajoutons que même un épisode capital de la phase post-révolutionnaire comme la "révolution culturelle" (les guillemets sont désormais d'usage courant) a été, en dernière analyse, marqué par le substitutisme. Nous ne revenons pas sur les aspects contradictoires qu'il était possible de saisir dès le début (6). Dans l'optique de Mao, il s'agissait de provoquer une autoréforme des structures bureaucratiques. Pour la réaliser, contre la résistance des milieux les plus conservateurs, un appel à des mobilisations de masse s'était avéré nécessaire. Mais cet appel a été doublement conditionné. Tout d'abord, le noyau central autour de Mao est resté « *au poste de commandement* » sans aucun contrôle démocratique. Deuxièmement, le projet du Grand Timonier était de s'appuyer non sur les couches sociales fondamentales, mais sur des masses de jeunes, surtout des étudiants, qu'on supposait plus disponibles à

---

3. En se référant plus généralement à l'histoire de la Chine, Lew note que « *la majorité des émeutes paysannes visent moins les propriétaires fonciers que les collecteurs d'impôts, représentant l'État* » (p.99).

4. En se référant à 1927, il parle, entre autres, d'une « *cassure* », d'une « *non-rencontre entre les villes et les campagnes* » et, en ce qui concerne 1928-29, il affirme que « *les maigres troupes communistes* » sous l'autorité de Mao, « *sont constituées de marginaux du monde rural (...) tenus en main non sans peine par une poignée de cadres communistes venus des villes* » (pp.174-175). Dans un chapitre précédent il avait écrit : « *Les premières armées communistes à la campagne, peu nombreuses au départ des années 1928-1929, se composent moins de paysans que de membres de la lumpen-paysannerie encadrés vaille que vaille par les quelques cadres urbains encore disponibles* » (p.62).

5. Cette conception du rôle absolument hégémonique du parti reste l'axe central de l'idéologie officielle presque vingt après l'adoption du cours nouveau.

6. Sur la "révolution culturelle" on peut se reporter aux textes du IXe congrès de la IVe Internationale (*Quatrième Internationale*, mai 1969) et à notre livre *Le parti, l'armée et les masses dans la révolution culturelle chinoise*, Paris, Maspero, 1971.

des manipulations idéologiques et dont la mobilisation aurait eu moins d'effets sur l'activité économique du pays. L'appel à des couches ouvrières n'est survenu que plus tard, dans un cadre et avec des intentions bien délimités et à l'adresse de secteurs sélectionnés. Qui plus est, aussitôt que des débordements se sont produits, notamment dans des milieux ouvriers, à Shanghai et ailleurs, des actions répressives ont été vite lancées, au besoin par des interventions de l'Armée, qui en 1967 et 1968 devenait le rempart principal du régime.

En reprenant une caractérisation de l'après-Mao utilisée par d'autres, Lew écrit : « *Le Thermidor chinois, comme son prédécesseur français, signifie l'institutionnalisation du pouvoir après des phases révolutionnaires ou convulsives et la consolidation du régime contre les aspirations populaires. L'aspect de revanche sociale, le désir d'en découdre avec les déclassés - une sorte de lumpen prolétariat- mobilisés et manipulés par les maoistes pendant la Révolution culturelle, tout cela caractérise les thermidoriens chinois de l'après-Mao* » (p.157). Nous n'allons pas reprendre ici les vieux débats des années vingt et trente en URSS sur la pertinence du concept de Thermidor. Deux considérations nous paraissent toutefois nécessaires.

Premièrement, le processus de bureaucratisation n'a pas comporté en Chine les mêmes fractures ou les mêmes ruptures de continuité qu'en Union Soviétique (ni des déchirements comparables au sein du groupe dirigeant), il a été plus évolutif. Cela a été le résultat des modes de construction et de direction du parti adoptés déjà au cours de la guerre révolutionnaire — en partie au moins sous l'influence du stalinisme — et surtout du fait que, comme nous l'avons dit, des institutions bureaucratiques avaient été mises sur pied, dans une assez large mesure, dans les régions libérées avant 1949. Deuxièmement, au fur et à mesure qu'après la conquête du pouvoir se développe une société de transition bureaucratisée, on ne peut plus utiliser comme avant le concept de substitutisme social : il faut, tout au moins, le faire dans une acception différente. En matière d'idéologie officielle, le concept est toujours pertinent puisque les dirigeants du parti et de l'État prétendent jouer le rôle de force motrice dans la construction du socialisme au nom d'ouvriers et de paysans qui sont privés de tout pouvoir de direction et de gestion démocratique. En fait, ils s'érigent en nouvelle couche dominante qui, tout en étant pas une classe au sens strict du terme, non seulement détient le pouvoir, mais jouit aussi de privilèges sociaux croissants. Leur but principal est désormais le maintien d'un système politique garantissant leur hégémonie et leur condition privilégiée. Dans ce sens, par rapport aussi bien aux intellectuels du mandarinat historique qu'aux intellectuels révolutionnaires des années vingt et trente, un changement substantiel s'est produit (ce qui n'interdit pas, bien entendu, de saisir des analogies partielles ou relatives).

Restauration du capitalisme ?

Pour en venir à la Chine actuelle, nous avons polémiqué à plusieurs reprises avec des articles de Lew dans la mesure ou il semblait tirer la conclusion que le capitalisme a été déjà restauré. Dans son livre, il va dans le même sens, tout en utilisant des formules prudentes. Selon lui, la Chine est « *un pays en grande partie remodelé par l'action d'un capitalisme mal articulé, aux formes hybrides et d'ailleurs largement sous tutelle bureaucratique (de l'État ou des régions) (...) La Chine "socialiste" s'est avancée loin dans la voie de l'abandon du socialisme réel et dans le passage d'un système économique à un autre. Plus loin sans doute que la Russie qui prétend pourtant marcher à bonne vitesse vers le capitalisme* » (pp.242-243).

C'est surtout cette dernière appréciation qui nous permet d'éclairer notre divergence. A la différence de Lew, nous estimons qu'en Russie la restauration du capitalisme — bien entendu sous des formes très peu classiques sous tous les angles — a eu effectivemnt lieu sous le régime de Eltsine alors que la Chine, malgré les transformations très profondes qu'elle a connues, reste une société de transition bureaucratisée. Nous tirons ces conclusions sur la base des trois critères que, selon nous, il faut appliquer conjointement pour aborder de tels problèmes, c'est-à-dire un critère politique (quelle est la nature des institutions politiques ?), un critère économique (quels sont les rapports de production et les mécanismes d'accumulation ?) et un critère social (est-ce qu'existent des couches sociales bourgeoises qui soient les bénéficiaires principales du processus d'accumulation ?).

Nous ne revenons pas sur les analyses que nous avons déjà développées, en nous limitant à un bref commentaire sur des textes parus après l'écriture de notre dernier article (7).

Dans une récente analyse des « *diverses formes de propriété publique* », Li Ji inclut parmi ces formes publiques le « *système d'actions sur le capital* », le « *système de coopération par actions* » et les « *fonds sociaux* ». Il explique, à propos de la premiére catégorie, que « *les parties de la société souscrivent volontairement à des actions et assument elles-mêmes pertes et profits* » et, en ce qui concerne la deuxième, que « *tous les ouvriers et les employés sont des actionnaires, combinant la coopération par le capital et la coopération par le travail (...) une certaine proportion de biens est réservée à la collectivité des employés et des ouvriers (...) les profits après taxatation sont distribués principalement selon le principe "à chacun selon son travail" tout en combinant la distribution des dividendes* ». Quand aux fonds sociaux, l'auteur écrit qu'« *ils n'appartiennent pas à l'État, ni à l'entreprise, ni au particulier, mais à des membres reconnus et habilités par la société* » (8). Que, par des déchirements successifs d'un tissu ainsi projeté, une accumulation privée embryonnaire puisse se développer, voilà une hypothèses qui n'a rien d'arbitraire. L'économiste Dong Furen fait un commentaire qui se veut rassurant en esquissant « *une combinaison de la propriété publique avec la propriété des particuliers qui permettrait de former une propriété mixte* ». Justement une telle combinaison pourrait ouvrir la voie à une accumulation capitaliste plus importante que celle qui se produit à l'heure actuelle (9).

7. *Inprecor* n° 419, décembre 1997.
8. *Beijing Information* , 5 janvier 1998.
9. Ibid.

Des tendances analogues pourraient se développer dans ces entreprises rurales dont le poids dans l'économie du pays est allé croissant (en 1996, 60% de l'économie des campagnes et 30% du PIB). « *Leurs* [des entreprises rurales] *capitaux proviennent de la population (...) Elles sont des entités ayant une autonomie financière et sont responsables de leurs gains et de leurs profits (...) elles participent à la concurrence du marché* » (10). Plus généralement, des processus de privatisation et d'accumulation capitaliste pourraient se dessiner dans le secteur collectif, celui des villes y compris. Dans les campagnes, une telle tendance pourrait s'affirmer davantage tout simplement parce que la prédominance de formes de gestion au niveau familial a effacé toute structure du type collectiviste et que les différenciations au sein de la paysannerie se sont accrues.

Finalement, quel serait le résultat de cette création de sociétés par actions qui est envisagée dans le but de résoudre la crise des grandes entreprises d'État (11) ? Comme nous l'avons dit dans l'article susmentionné, si les actions peuvent être possédées aussi bien par des collectivités que par des individus et, dans une moindre mesure, par ceux qui travaillent dans les entreprises concernées, ceux qui disposent de ressources plus importantes et/ou de positions de contrôle dans les appareils politiques ou économiques, outre les investisseurs étrangers, seront inévitablement favorisés. Dans ce cas, des embryons d'une véritable classe bourgeoise commenceraient à se former dans ce secteur aussi.

Face aux processus en cours depuis la fin des années soixante-dix, les dirigeants du parti ont continué, sur le terrrain idéologique, à se placer dans l'optique de la couche dominante d'une société de transition bureaucratisée, tout en introduisant des rectifications (dont le concept d' « *économie socialiste de marché* »). Il s'agit, si l'on veut, d'un cas extrême de conscience mystifiée. Un socle idélogique commun pourrait recéler — c'est une hypothèse que nous avançons sans disposer d'éléments factuels — deux différents projets ou deux différentes "sensibilités". Pour les uns, le but plus ou moins consciemment conçu serait effectivement de transborder le pays vers le capitalisme et le maintien d'une référence "socialiste" ne serait dicté que par des raisons de pédagogie politique, voire d'opportunisme tactique. Pour d'autres, ce serait un nouvel avatar du substitutisme : la couche dominante devrait assumer la tâche historique de construire ce que le capitalisme a construit dans d'autres pays et à l'échelle mondiale, comme précondition d'une édification du socialisme à des échéances qu'on ne saurait définir, mais en tout cas très lointaines. Le maintien de structures politiques fondées sur l'hégémonie absolue du Parti communiste serait la condition sine qua non de la réussite de l'opération.

Un bilan historique plus général

A plusieurs reprises, Lew pose à juste titre la question de savoir pourquoi les tentatives de construire des sociétés non-capitalistes, qui ont marqué l'histoire de notre siècle, se sont soldées par des échecs. On ne peut qu'être d'accord avec lui lorsque, en se référant à la Chine, mais en esquissant en même temps une généralisation, il écrit : « *La capacité du monde ouvrier à former une véritable "classe pour soi", au sens fort du terme, capable donc de manifester à la fois une autoconscience et une autopratique prolétarienne, reste l'une des grandes énigmes de notre temps* » (p.154) (12). Il a également raison de souligner l'inexistence ou presque, aussi bien en Russie qu'en Chine, des « *préconditions nécessaires à l'avènement du socialisme* » selon Marx, c'est-à-dire non seulement un pays industriellement developpé, mais aussi « *un prolétariat nombreux, préparé par le procès industriel à la coopération sociale et à la maîtrise de la vie industrielle et du pays, un prolétariat en outre aguerri par sa longue et difficile lutte de libération* » (p.78). En ce qui concerne plus particulièrement la Chine des années vingt, il rappelle que « *l'industrie moderne était récente et d'ampleur limitée* », « *le monde ouvrier était encore embryonnaire et fragmenté* » et la conscience de classe également limitée : « *le projet révolutionnaire, l'exigence révolutionnaire surgissent avant que n'émergent véritablement les forces sociales de la révolution. L'espace politique vient avant le champ social* » (p.172-173). De ces analyses il ne tire pas la conclusion que tirent certains ex-marxistes répentis selon lesquels Kautsky et les menchéviks auraient eu raison contre les bolchéviks. En effet, dans le contexte de 1917 en Russie et de la moitié des années vingt en Chine, il était inconcevable que des révolutionnaires ne s'efforcent pas d'exploiter à l'avantage des exploités une crise révolutionnaire bien réelle et, en se plaçant dans une perspective attentiste, acceptent comme historiquement nécessaires une recomposition des forces adverses et une reconsolidation du système qui de toute façon n'aurait été possible que par l'instauration d'un régime autoritaire tout à fait régressif.

Toujours est-il que l'immaturité des conditions nécessaires à une édification socialiste ne saurait être niée et l'expérience en a montré toutes les conséquences négatives. Mais Lew pose une question encore plus générale. Il parle de « *faiblesses patentes* » de la classe ouvrière non seulement dans des pays arriérés mais aussi en Europe et en Amérique du Nord : « *La classe ouvrière est loin d'être solidement établie; son esprit de révolte n'en fait pas nécessairement un groupe révolutionnaire. De plus, l'ouvrier se met facilement sous la tutelle des chefs socialistes qui sont le plus souvent des intellectuels ou des bourgeois radicalisés qui ont leur propre vision du socialisme, leurs propres motivations, et tout simplement leurs propres intérêts* » (p.279). Voilà une problématique qui reste cruciale et sur laquelle, aujourd'hui plus que jamais, les marxistes révolutionnaires doivent stimuler la réflexion critique du mouvement ouvrier.

10. *Beijing Information*, 17 novembre1997.
11. A la fin de septembre 1997, 46,7% des entreprises industrielles d'État étaient déficitaires (*Beijing Information*, 26 janvier 1998).
12. Remarquons que, selon, Lew c'est dans l'« *espérance en une autonomie plus large de maints secteurs de la population chinoise, des villes surtout* », que réside la continuité de la pensée et de l'action de Chen Duxiu (p.33).

Bourgeois chinois en 1926 (DR)

Avant de conclure, encore deux remarques. Lew explique que « *la défaite du socialisme réel est contenue dans cette compétition où il n'est pas maître des règles du jeu* » et ajoute : « *On défie le capitalisme sur le marché mondial, alors que le marché n'existe pas chez soi ou à peine. En quelque sorte l'adversaire est aussi l'arbitre.* » (p.269). Ces formulations — que l'auteur nous excuse — ne sont pas claires. Est-ce qu'elles impliquent qu'une compétition sur le terrain économique — non nécessairement dans le cadre des règles de concurrence imposées par le marché mondial capitaliste — était en soi a rejeter ? Est-ce que les performances d'une économie de transition allant vers le socialisme ne peuvent pas constituer, en principe, l'un des critères pour juger de la viabilité et, en fin de compte, de la supériorité d'un système ? Est-ce que l'approche qui est suggérée ici, ne comporte une sous-estimation des contradictions intrinsèques d'une société bureaucra-tisée ?

Deuxième remarque : Lew utilise assez largement le concept de « *modernité / modernisation* » en s'exposant au risque d'acceptions assez disparates. Lui-même admet d'ailleurs, que « *la modernité n'est pas facile à définir, mais sa présence est immense, envahissante, écrasante parfois, tout au cours du XXe siècle : progressivement, rien ni personne ne lui échappe* » (p.267). Plus loin, il écrit : « *L'irruption des masses sur la scène de l'histoire, c'est indéniablement l'autre grande figure de la modernité, celle qui traverse les deux siècles qui vont de la Révolution française à notre époque (...) Ce sont surtout les formes de la modernité au XXe siècle qui fixent la place du socialisme réel comme expérience concrète, le mettent dans son cadre, en montrent les limites* » (pp. 276 et 284). C'est peut-être notre faute, mais la fonction interprétative d'une notion si vague ne nous paraît pas évidente.

4 mars 1998

Le Pape à Cuba

(suite de la page 36) position de faiblesse de l'Église catholique, sauf dans un domaine, qui reste cependant relativement marginal : la possibilité de canaliser dans une expression symbolique de type religieux l'insatisfaction vis-à-vis du régime, de la part de classes sociales s'estimant lésées ou d'individus entrés en dissidence pour des raisons variées.

Fidel Castro, toujours aussi convaincu que la révolution cubaine constitue la voie la plus sérieuse et la solution la plus juste pour les sociétés du Sud comme pour l'orientation générale de l'humanité, accepta le risque politique d'une telle visite. Tout était réuni, disait-il dans une entrevue, pour qu'un soulèvement populaire puisse avoir lieu. Des centaines de milliers de personnes étaient réunies sur les places publiques de quatre des plus importantes villes du pays. Le service d'ordre n'était pas armé : il n'y avait pas un revolver. Les discours ne reflétaient pas les opinions du pouvoir et au contraire ils marquèrent à plusieurs reprises un désaccord. L'ensemble était retransmis par la radio et la télévision nationale et tout cela en présence de plus de trois mille journalistes étrangers.

Le leader de la révolution eut toutes les raisons de se sentir satisfait. Les quatre journées de la visite se déroulèrent dans une atmosphère détendue et dans un ordre remarquable. Cuba fut à la une des media dans le monde entier et la télévision des États-Unis retransmit une image assez différente de celle qu'ils avaient l'habitude de présenter. L'embargo fut condamné par le pape à plusieurs reprises et avec force au moment de son départ.

En fait la préparation de cette visite fut longue et délicate. Chacun était bien conscient des enjeux. Le Saint-Siège, persuadé de la vulnérabilité du régime, désirait affirmer son désaccord avec le communisme dans ce qu'il considère comme un de ses derniers bastions et surtout renforcer l'Église locale pour la préparer à jouer un rôle clé dans la période de transition. Fidel Castro faisait le pari de prouver la gouvernabilité du pays. L'Église cubaine espérait en tirer avantage pour réclamer un espace social plus large pour son travail pastoral.

Si les travaux de préparation entre le Saint-Siège et le gouvernement cubain se déroulèrent sans incidents, il n'en fut pas de même avec l'Église locale. Cette dernière multiplia les requêtes, parfois maladroites, comme celle de moyens de transports en proportion démesurée par rapport aux besoins, ou la demande d'ouverture d'écoles catholiques, ce qui dans le contexte actuel et historique était impensable. Durant la visite, le discours musclé de l'archevêque de Santiago de Cuba, fut interprété par le gouvernement comme exprimant de fait la position de l'Église cubaine et ressenti comme un manque de respect à l'esprit de la visite du pape. En fait, il surprit tout le monde, y compris les autres évêques, dont certains, comme l'évêque de Camaguay, avaient exprimé une parole claire, mais tournée sur l'avenir plutôt que sur le passé. Plusieurs milliers de personnes quittèrent la place, sans doute par réaction et Raul Castro, le frère de Fidel, invita l'archevêque à rejoindre le centre-ville dans sa voiture, pour éviter tout incident.

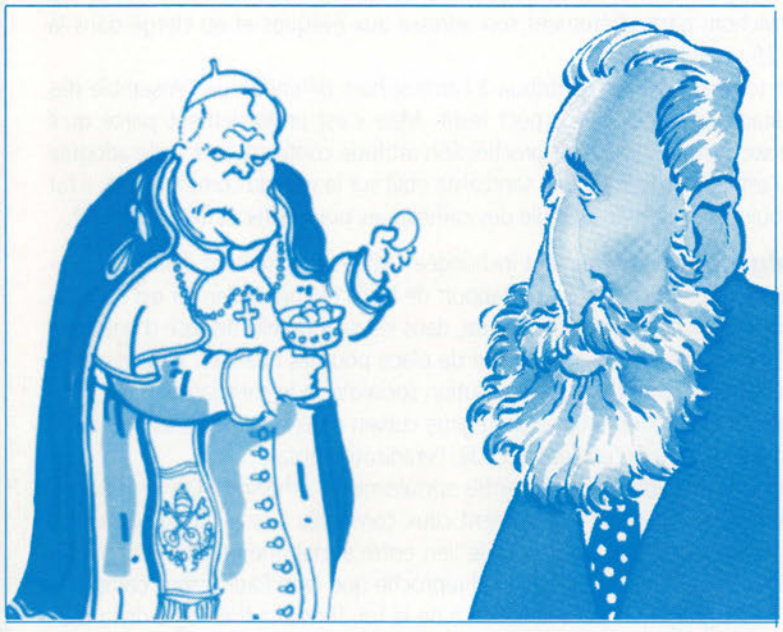
Cinq jours avant la visite pontificale, Fidel Castro fit un long exposé à la télévision. Il consacra la première partie de ce dernier aux élections considérées comme une performance particulièrement positive, vu l'importance de la participation et du vote pour l'ensemble de la liste établie selon le processus de désignations des candidats par les organisations de base. L'autre moitié fut dédiée à la visite du pape. Le président fit d'abord un éloge de la personnalité de Jean Paul II, qu'il avait rencontré moins de deux ans auparavant à Rome. C'est, disait-il, un homme sportif, un intellectuel, un connaisseur des religions, ayant une expérience considérable des affaires du monde, un homme spirituel et de profonde conviction, une personne de grand courage physique. En privé d'ailleurs, Fidel Castro ne cache pas une certaine affection pour cet homme âgé, handicapé, mais qui continue à parcourir le monde. Pendant sa visite il se préoccupa vivement de sa santé.

Il expliqua clairement pourquoi le pape était anticommuniste. Né en Pologne où l'Église avait toujours pris la défense de l'identité nationale, il vécut l'expérience d'un socialisme imposé de l'extérieur, par l'Union soviétique, avec tous les caractères négatifs d'une doctrine étrangère. Il adopta donc des positions adverses au socialisme et même sans être d'accord avec lui, il faut comprendre ses raisons.

Fidel invita ensuite tous les Cubains, croyants et incroyants, à accueillir le pape comme un hôte du pays, avec courtoisie et chaleur. Le pape, ajouta-t-il, pourra dire tout ce qu'il voudra. Il demanda à tous de ne pas extérioriser un désaccord, si des discours ne correspondaient pas à leur opinion, de ne pas venir avec des banderoles inadéquates dans une manifestation

religieuse, de ne pas applaudir les dirigeants politiques qui y participeront. Il termina en annonçant qu'il assisterait lui-même à la messe sur la place de la Révolution. Fidel ouvrait brillamment la parenthèse.

Lors de son discours de bienvenue, il rappela quelques traits de l'histoire de l'île et notamment la conquête et le génocide des Indiens, de même que l'esclavage et la longue guerre pour l'indépendance. Il fit aussi allusion à son enfance et aux établissements catholiques qu'il fréquenta et où les noirs brillaient par leur absence, malgré leur proportion dans la société cubaine.



Le groupe catholique, formé surtout de personnes de la classe moyenne (l'ancienne d'avant la révolution et probablement aussi de nouveaux éléments, fruit de la révolution), eut, au cours de la visite, l'occasion de manifester ses sentiments. Chaque fois que le pape parlait de liberté, de droits de l'homme, de changement des structures sociales, les applaudissements étaient fournis. On eut l'impression qu'il s'agissait avant tout d'exprimer un soulagement, celui de pouvoir s'exprimer en public, dans les lieux mêmes où se déroulaient généralement les grand-messes du régime révolutionnaire. En effet, l'atmosphère restait festive et le cadre général des cérémonies, de même que la qualité des liturgies, de la musique (cubaine) et des chants y contribuaient fortement. Lors de l'écoulement des foules, alors que tous étaient mélangés, croyants et non-croyants, il n'y avait aucun signe, ni de revanche de la part des uns, ni d'hostilité de la part des autres. D'ailleurs les choses sont plus compliquées qu'on ne pourrait le croire à première vue à Cuba. Bien des responsables du parti ont des membres de leur famille qui sont croyants, catholiques ou protestants. La propre soeur de Fidel Castro, catholique convaincue, chantait dans le choeur de la messe de La Havane et elle avait visité 750 familles pour les inviter à participer à la cérémonie. Fidel en était très fier.

Il est vrai que pour des raisons multiples, à la fois à cause de leur appartenance sociale majoritaire (classes élevées et moyennes) et du caractère antireligieux de certaines mesures prises par les autorités durant longtemps, une grande partie des catholiques cubains vécurent douloureusement cette partie de leur histoire. La visite du pape prouva la cohérence de leurs idées, sans doute plus passéistes que prospectives et peut-être aussi révélèrent une importance numérique plus grande que prévue, malgré leur caractère minoritaire. Avec un certain regain de religiosité dans la société cubaine, se manifestant dans tous les groupes religieux et surtout peut-être dans la santeria (les cultes afro-cubains), le groupe catholique se diversifie un peu et s'ouvre sur un avenir qui ne serait pas nécessairement anti-révolutionnaire.

Le message que le pape leur laissa fut celui d'une lecture partiale de l'histoire cubaine, où la révolution devant être oubliée comme un mauvais souvenir. Il ne lui reconnaissait aucune valeur, car elle était athée. Il ouvrait les perspectives d'avenir sur une société chrétienne, guidée par la doctrine sociale de l'Église (qui prône une économie sociale de marché) et mettait en garde, surtout les jeunes, contre l'attraction de la consommation et les anti-valeurs du néolibéralisme capitaliste. Bref, non pas une véritable troisième voie, comme on le prétend parfois, mais un aménagement de l'économie de marché (capitaliste). Quant au socialisme, il est sans rémission et croire en une évolution interne, même après la guerre froide, constitue une coupable illusion.

Voilà pourquoi, les deux leaders, tout en se respectant mutuellement et observant les règles de l'hospitalité, s'opposaient sur le fond. Jean Paul II considérait Fidel comme un des derniers tenants du communisme tant décrié et Fidel estimait que la doctrine sociale proposée par le pape était une utopie sans avenir. Pour bien délimiter le terrain, Fidel affirmait dans son discours de réception que la Révolution n'avait rien à se reprocher de son attitude vis-à-vis de la religion et le pape à son tour déclarait que l'Église à Cuba avait toujours bien agi. Peut-être qu'une reconnaissance d'erreurs de part et d'autre aurait contribué à un dialogue. Il est vrai que la position de Jean Paul II, bien connue et très cohérente dans sa logique interne, ne laissait guère de place à une telle éventualité.

Pour Fidel, par contre, qui s'exprima à plusieurs reprises sur la religion, et notamment dans sa longue entrevue avec Frei Betto, le religieux dominicain brésilien, l'attitude était beaucoup plus nuancée et même ouverte sur un avenir différent. L'occasion fut perdue.

L'avenir est difficile à prévoir, mais il est probable qu'il ne débouchera pas sur de grands changements. L'Église locale ne recevra pas tout l'espace qu'elle avait demandé, sauf peut-être sur des points relativement mineurs. Quelques prisonniers seront sans doute libérés à terme, comme courtoisie vis-à-vis de la qualité de l'hôte qui le demanda. Les États-Unis ne lèveront pas l'embargo, même s'ils l'allègent quelque peu dans les mois qui viennent. La révolution cubaine poursuivra son rythme de changement interne tel qu'il avait été pensé et seul l'avenir dira si les conditions internes et les pressions externes lui permettront de mener à bien cette entreprise. Ce ne sera certainement pas avec l'appui des porte-parole officiels de l'Église catholique.

Quelques jours après la visite, Fidel Castro s'adressa à la télévision au peuple cubain. Il le félicita pour son esprit civique et pour la manière dont il avait reçu le pape. Il remercia tous ceux qui avaient contribué au succès de cette visite. Il ne dit pas un mot de l'Église locale. Avec dignité et satisfaction, Fidel ferma la parenthèse. ■

Le pape à Cuba

Une visite qui se voulait un tournant et qui pourrait bien n'être qu'une parenthèse

Par
François Houtart*

La visite de Jean Paul II à Cuba a été présentée comme un événement historique. Elle le fut réellement sur le plan médiatique. Jean Paul II voulait en faire un tournant, Fidel Castro l'a transformée en parenthèse.

Dans la cohérence de sa logique, Jean Paul II estimant que le communisme est le principal adversaire de l'Église, vint à Cuba avec l'intention de contribuer à ébranler un de ses derniers fondements. A son retour à Rome, il déclara à un groupe de jeunes Polonais que ce voyage lui rappelait sa première visite en Pologne et qu'il aurait les mêmes conséquences. Le contenu de ses discours et de ses homélies confirma cette conviction, particulièrement son adresse aux évêques et au clergé dans la cathédrale de La Havane, le 25 janvier 1998.

Sans doute le fit-il sur un ton modéré, qui contribua à l'atmosphère détendue de l'ensemble des manifestations religieuses, caractérisées par leur aspect festif. Mais c'est probablement parce qu'il jugeait que la fin du système socialiste à Cuba était proche. Son attitude contrasta avec celle adoptée au Nicaragua en 1983, lorsqu'estimant que le régime sandiniste était sur la voie du communisme, il fut particulièrement agressif et voulut mobiliser l'ensemble des catholiques pour éviter cette éventualité.

La lecture polonaise du pape reste vraiment inchangée : lutter ouvertement contre le communisme quand c'est encore possible, créer avec lui un rapport de force quand ce dernier est au pouvoir et faire de l'Église un élément d'accélération de sa chute, dans les pays où elle dispose d'une base sociale suffisante. Dans une telle perspective, il n'y a guère de place pour les nuances. Penser que le sandinisme aurait pu établir un autre rapport entre la révolution socialiste et le christianisme, ne pouvait être que naïveté; envisager une évolution interne du régime cubain dans le cadre de la fidélité au socialisme ne peut être qu'illusion. Il n'y a qu'un seul remède, l'éradication totale.

La raison d'une telle position est l'identification entre socialisme et athéisme. On la retrouve constamment dans les documents pontificaux, notamment ceux consacrés à la doctrine sociale de l'Église. Dans cette perspective, le marxisme, qui établit le lien entre socialisme et athéisme est en contradiction absolue avec la foi chrétienne. C'est le grand reproche que Jean Paul II, tout comme le cardinal Ratzinger, préfet de la congrégation pour la défense de la foi, font à la théologie de la libération. Cette dernière, disent-ils, inspirée dans sa démarche par une analyse marxiste de la société, ne peut déboucher que sur l'athéisme, ce qui signifie la destruction de toute démarche religieuse. D'où l'incompatibilité radicale entre socialisme et christianisme.

Cette attitude ne tient pas compte de deux choses. Tout d'abord la distinction à faire entre une méthode d'analyse sociale et une philosophie. Il est un fait que de nombreux utilisateurs de l'analyse marxiste n'en sont pas devenus athées pour autant, de même que beaucoup d'athées n'ont nullement une analyse marxiste de la société. Ensuite, même si dans bien des cas les régimes communistes ont fait de l'athéisme leur religion d'État, cela a été critiqué par de nombreux partis communistes, notamment en Amérique latine. A Cuba, l'État qui était athée jusqu'en 1991, se déclara laïc à partir de cette date et le parti communiste leva l'interdiction pour un croyant d'être compté parmi ses membres. Il est vrai qu'après 30 ans c'était bien tard et que bien des malentendus en découlèrent. Subversion d'une part et discrimination de l'autre en furent les résultats les plus visibles.

Une autre faiblesse de la position adoptée par le pape lors de ce voyage, est la situation réelle de l'Église catholique dans la société cubaine. Celle-ci n'eut guère dans le passé de racines populaires, contrairement aux autres pays hispanophones du continent, en partie à cause de l'origine esclavagiste et socialement dualiste du pays et en partie parce qu'au cours du 19e siècle, le recrutement local du clergé fut sévèrement handicapé par le pouvoir colonial espagnol qui utilisa l'Église catholique comme un des instruments du pouvoir métropolitain. Le catholicisme était surtout identifié aux classes dominantes et moyennes et son ancrage social plus général était principalement dû à ses relations avec le pouvoir et à l'apport par ses rites religieux (baptême, enterrement) du seul accès possible à un statut social pour les classes subalternes.

La révolution cubaine affaiblit considérablement ces trois facteurs : immigration massive des classe sociales qui formaient la base principale du public de l'Église et de ses institutions, fin de son rapport privilégié avec le pouvoir politique et entrée des classes populaires comme acteurs dans la société. Rien de semblable au phénomène polonais et par conséquent (suite de l'article en page 34)

* François Houtart, chanoine, est professeur émérite à l'Université de Louvain-la-Neuve. Il dirige le Centre Tricontinental et les cahiers trimestriels *Alternatives Sud* (5, av. Ste Gertrude, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique).